

P8941B
1981

511

CAHIERS DE **CLIO**

Périodique trimestriel

Numéro 65

Premier trimestre 1981



Bruxelles

Centre de la pédagogie de l'histoire et des sciences de l'homme

Liège



**SCIENCES DE L'HOMME
ET DE SON ENVIRONNEMENT**

COMITE DE PATRONAGE :

John BARTIER (†) - Marinette BRUWIER - Giovanni BUSINO - Roger CHRISTE - Gilbert DE LANDSHEERE - Huguette DUSSAULT-DUMAS - Pierre GOUBERT - Paul HARSIN - Etienne HELIN - Jean-Jacques HOEBANX - André JORIS - Christian LAVILLE - Jacques LE GOFF - Louis-Théo MAES (†) - Lucile MARBEAU - Philippe MOUREAUX - Albert SOBOUL - Jacques STIENNON.

COMITE DE REDACTION :

Minna AJZENBERG-KARNY - Françoise BOVY-LIENAU - Pervenche BRIEGLEB - René CORNET - Josette DEBACKER - Jean-Paul DEFOSSE - Liliane DE KEYSER - Gérard DELCROIX - Jacqueline DELROT - Denise DENBLYDEN-LAMBRETTE - Jean DUGNOILLE - Jean-Pierre FRANCOIS - Arlette GODFROID-LAURENT - Maggy HODEIGE - Nicole JOZIC-HIERNAUX - Jean LECLERCQ-PAULISSEN - Michel REVELARD - René ROBBRECHT - Freddy SCHANER - Gérard TURPIN - Jenny VANROELEN - René VAN SANTBERGEN - Marie-Rose VILLE.

ABONNEMENT 1981 (4 numéros) :

* Belgique, pays faisant partie de la Communauté économique européenne sauf le Royaume-Uni :

Professeurs, bibliothécaires, institutions diverses	400,— fr. b.
Professeurs retraités	350,— fr. b.
Etudiants	300,— fr. b.

* Autres pays (expédition par voie terrestre) :

Professeurs, bibliothécaires, institutions diverses	500,— fr. b.
Professeurs retraités	450,— fr. b.
Etudiants	400,— fr. b.

* Autres pays (expédition par voie aérienne) :

Professeurs, bibliothécaires, institutions diverses	600,— fr. b.
---	--------------

Les abonnés belges verseront le montant de leur abonnement au compte 704-0423333-82 du Centre de la pédagogie de l'histoire - 4000 Liège, avec la mention « Cahiers de Clio, 1981 ». Les paiements peuvent se faire par virement bancaire, par virement postal ou par mandat postal.

Les abonnés étrangers verseront le montant de leur abonnement soit au compte bancaire 704-0420050-97, soit au compte chèque postal 000-0016824-43 de la Caisse d'Epargne IPPA - 4000 Liège (Belgique), avec la mention « D.S. 10.750.713, Centre de la pédagogie de l'histoire, abonnement Cahiers de Clio, 1981 ». Les bureaux de poste étrangers peuvent envoyer un mandat de poste international, de même d'ailleurs que les banques. Ces dernières peuvent également acheminer votre paiement par le truchement d'une banque belge.

Prix du numéro :

* Belgique et pays de la Communauté économique européenne :

Professeurs, bibliothécaires, institutions diverses	120,— fr. b.
Etudiants	100,— fr. b.

* Autres pays (expédition par voie terrestre ou par voie aérienne) :

Professeurs, bibliothécaires, institutions diverses	150,— fr. b.
Etudiants	130,— fr. b.

Envoyez-nous vos suggestions et vos critiques

SECRETARIAT-TRESORERIE :

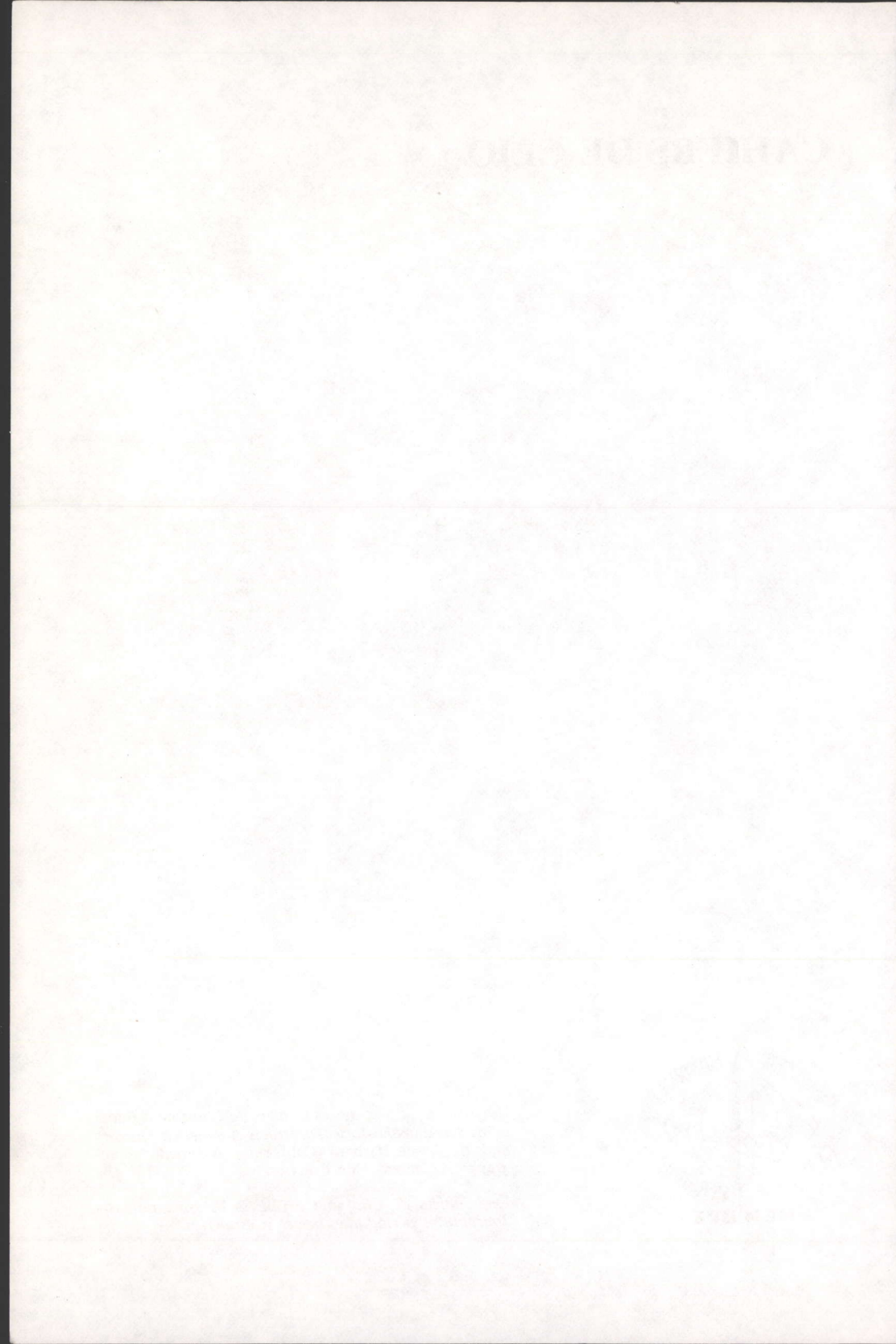
Denise DENBLYDEN-LAMBRETTE et Maggy HODEIGE,
rue Saint-Gilles, 343 - bte 054 — B 4000 LIEGE (Belgique) — Tél. (041) 52 55 94.

CAHIERS DE CLIO



Les articles parus dans les *Cahiers de Clio* sont signalés et indexés dans *Historical abstracts* et *America : history and life*, Santa Barbara (Californie), American bibliographical Center - Clio Press.

Les *Cahiers de Clio* sont affiliés à l'Association des Journalistes périodiques belges et étrangers.



DIALOGUE AVEC...

BRADDOCK AVENUE

ÉCHOS DU XV^e CONGRÈS INTERNATIONAL DES SCIENCES HISTORIQUES

BUCAREST - AOÛT 1980

La place et le rôle de l'enseignement de l'histoire

Le XIV^e Congrès international des sciences historiques, qui s'était tenu à San Francisco en 1975, avait accepté lors de sa séance de clôture, de créer une Section méthodologique qui se préoccuperait désormais de l'enseignement de l'histoire, dans le secondaire notamment. Idée intéressante puisque nous devrions ainsi avoir tous les cinq ans un état de la question sur le plan mondial concernant la manière dont les Sections nationales affiliées au Congrès perçoivent la place et le rôle de l'enseignement de l'histoire, comment aussi chaque pays l'organise.

Que retenir du XV^e Congrès à propos de l'enseignement de l'histoire ?

Le rapport général

Du rapport général, présenté par Monsieur V.T. Pashuto (U.R.S.S.), il ressort principalement que l'enseignement de l'histoire doit présenter et expliquer les faits du passé en tenant compte de la didactique scolaire et sans dénaturer la vérité. Il ne doit pas être en contradiction avec les *Accords d'Helsinki* mais promouvoir la collaboration entre les peuples. Il doit être un moyen politique au profit de la paix.

Le rapporteur général propose de créer une commission assurant les coordinations nécessaires entre les différents pays sur le plan didactique, de créer une revue internationale, des recueils de sources multilingues, de traduire les manuels existants, d'utiliser le matériel pédagogique le plus varié et le plus large possible.

Les co-rapports

Le rapport général ne pouvait susciter l'adhésion complète des membres du Congrès. Successivement, les co-rapporteurs précisèrent et amendèrent certains points, firent état d'autres problèmes.

Ainsi le professeur Léopold Genicot (Belgique) insista-t-il sur le fait que l'histoire et l'enseignement de l'histoire devaient être libres. L'histoire ne doit pas être au service d'une cause et l'objectivité n'existe pas ; tout au plus l'historien peut-il être impartial. L'enseignement de l'histoire doit être au service des hommes ; il doit contribuer à la formation d'hommes responsables, c'est-à-dire capables de comprendre, de décider, d'agir. Il est aussi lié à la personnalité du

professeur qui ne peut cependant être partisan. Pour ce qui est de la manière d'enseigner, il faut varier les procédés méthodologiques afin de maintenir l'intérêt des élèves. Pour ce qui est de la matière, différentes approches existent, — enseignement diachronique ou enseignement synchronique ; un cycle ou deux cycles. Les choix sont à faire en fonction de la finalité de l'enseignement⁽¹⁾. Enfin, plusieurs réalisations proposées par le rapporteur général sont déjà appliquées en Belgique.

Monsieur Christian Laville (Canada français) pour sa part démontra que l'enseignement de l'histoire ne doit pas, — ne doit plus, — être asservi à une cause mais qu'il doit rendre l'esprit humain plus libre, connaissant et expliquant mieux la société. Il doit questionner, juger, permettre des choix autonomes. Il doit être une méthode qui apprend à douter, à critiquer, à choisir, à juger. Et l'homme libre choisira vraisemblablement une option pacifique, mais volontairement et rationnellement, avec des niveaux de conscience et de conviction plus fermes.

Le couplet féministe ne fut pas absent, Madame Prentice (Canada anglais) estimant que la femme, le mouvement syndical, etc. sont trop souvent absents dans les programmes scolaires qui par ailleurs devraient insister sur la méthode de la découverte et faire en sorte que les élèves se voient en futurs acteurs (actrices !) de l'évolution historique. Il faudrait également inciter les élèves à collecter les documents familiaux.

Quant à Monsieur Giorgio Spini (Italie), il mit en évidence les difficultés de l'enseignement face à un public scolaire à la fois désillusionné, en raison de la crise économique, et idéaliste, pour lequel il faut trouver un nouveau langage et une histoire davantage centrée sur les masses que sur les dirigeants.

Si les co-rapporteurs du Venezuela et du Japon n'apportèrent pas d'éléments neufs au débat, par contre le co-rapporteur de la Mongolie, Monsieur Sandjorg, présenta le système scolaire de son pays. Ce système remonte à 1940 et actuellement 42% de l'enseignement est consacré aux sciences sociales. Les jeunes de ce pays étudient l'histoire de leur patrie dès la 4^e année d'enseignement. En 5^e, ils voient l'histoire de l'antiquité ; en 6^e, celle du moyen âge ; en 7^e, celle du monde moderne ; en 8^e et en 9^e, l'histoire de la Mongolie ; en 10^e, l'histoire universelle en relation avec celle de la Mongolie. Les objectifs principaux de l'enseignement sont de développer une connaissance profonde de toute la société humaine et d'éduquer la jeunesse afin qu'elle prône les idées de nationalisme, d'internationalisme et de socialisme. L'histoire est présentée aux jeunes de manière objective : ainsi Gengis Khan est renié pour les marches qu'il a créées et glorifié pour avoir unifié les tribus mongoles.

Monsieur Stefanescu (Roumanie) montra que l'homme vit dans son présent et dans son passé, qui est sa substance, la clef de la connaissance des peuples, sa mémoire sociale. Dans son pays, l'histoire est une discipline fondamentale dès la 4^e année d'enseignement primaire. Elle est étudiée au lycée et dans les premières années de l'enseignement supérieur. Elle prend appui sur les problèmes liés

(1) Nous publions en annexe le tableau des objectifs de l'enseignement de l'histoire élaboré par Monsieur Jean Georges (Université catholique de Louvain), annexé au rapport de Monsieur L. Genicot.

à la subsistance de l'homme et intègre la Roumanie dans une perspective mondiale, insistant sur la connaissance des autres peuples. Sur le plan de la stratégie didactique, les méthodes sont variées : matériel historique concret, moyens audio-visuels, organisation de musées dans les écoles, visites,... Enfin, des sessions de formation continuée des maîtres sont organisées tous les trois ans.

Monsieur R. Petrovic (Yougoslavie) montre la difficulté d'être objectif tout en défendant les intérêts nationaux. Il serait dès lors utile de créer une commission internationale des manuels scolaires et de faire en sorte que le professeur d'histoire soit mieux informé, de manière complète et scientifique. Il estime que l'enseignement de l'histoire doit être un levier important de l'enseignement national, qu'il doit mener à une réinterprétation de l'histoire nationale. Permettant de mieux comprendre l'homme et la société du XX^e siècle, discipline de synthèse, l'histoire doit rester une discipline fondamentale dans l'enseignement secondaire, face à la sociologie par exemple. Celle-ci doit lui être sous-ordonnée et ne doit pas reprendre ce que l'histoire fait déjà ! Les historiens yougoslaves doivent donc résoudre des problèmes bien proches des nôtres.

Les rapports des experts

Un rapport général. Des co-rapports. Des rapports d'experts ensuite, celui du professeur R. Fossier (France) d'abord, celui du professeur A. d'Haenens (représentant du Saint-Siège), ensuite.

Monsieur R. Fossier se sent solidaire de la tendance « Genicot-Laville-Spini » et ne peut accepter que le rapport général mette l'histoire au service d'une idéologie. Il faudrait promouvoir les échanges internationaux, certes, mais surtout s'intéresser au vocabulaire historique et aux expériences pédagogiques. Il termine son exposé en citant des extraits de la *Charte de l'enseignement de l'histoire*, adoptée en France en 1977, qui insiste sur le fait que l'histoire est la science de l'homme ; elle doit s'efforcer de connaître tous les hommes et d'admettre les comportements insolites. Elle doit se fonder sur les documents et replacer l'homme dans son cadre spatio-temporel. Elle doit l'inciter à être acteur.

Du long exposé du professeur A. d'Haenens, retenons qu'il est heureux que les historiens s'intéressent à l'enseignement de l'histoire et réfléchissent à la fonction sociale de leur métier parce que notre science humaine est sérieusement menacée. Il estime cependant qu'il est un peu tard en 1980 pour s'interroger sur la fonction de l'histoire dans la formation de l'homme du XX^e siècle et préférerait que l'on se penche déjà sur la formation de celui du XXI^e siècle ! Quant au cadre scolaire, il reste trop livresque et trop magistral. Il faudrait réfléchir à des contenus et surtout à des procédures qui permettraient aux hommes de pratiquer leur histoire. Les historiens devraient être présents ailleurs qu'à l'école : à la télévision par exemple où se fait l'essentiel de la transmission culturelle.

Les interventions de la salle

Des interventions de la salle, que retenir ? Qu'elles eurent lieu sous forme de monologues, peu d'intervenants modifiant leur exposé en fonction des discours d'autrui. Qu'elles s'inscrivirent dans la ligne soit du rapport général, soit de certains co-rapports, proposant tantôt une histoire au service de la paix, tantôt une histoire critique conduisant à l'autonomie et à la liberté de l'individu.

Qu'elles se firent trop rarement l'écho de la méthodologie de l'enseignement et des expériences pédagogiques dignes d'être relatées ou à promouvoir. Qu'elles furent pour certains l'occasion de caricaturer des programmes et des réalisations mal connus et mal compris...

Conclusion

Ce Congrès s'est essentiellement préoccupé des buts de l'enseignement de l'histoire ; on peut estimer qu'il en a présenté une synthèse. Mais il a aussi enfoncé quelques portes ouvertes ! Il reste aux Congrès futurs la tâche immense de devenir un lieu de rencontre et de dialogue où chacun respecterait autrui, — en se montrant par là-même historien, — ferait état des *curricula* (objectifs, contenus, méthodes et évaluation) de son pays, dans le souci d'une harmonisation et d'une mondialisation des aspects abordés.

Il ne convient cependant pas de « faire table rase du passé » pour paraphraser un livre célèbre. Durant les cinq années à venir, la Commission pourrait par exemple prendre des contacts tant avec l'Institut international du livre scolaire de Braunschweig qu'avec le Conseil de l'Europe et avec l'Unesco, faire l'inventaire de ce qui existe sur le plan de la publication des recueils de documents, des revues à caractère international. Il faudrait aussi fixer un programme précis, chaque Congrès futur s'occupant par exemple d'un point de méthodologie. Une autre possibilité serait de créer un grand nombre de sous-commissions.

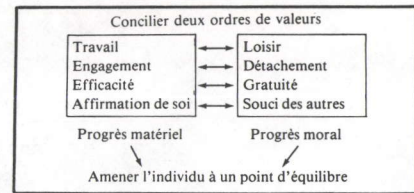
Les autres thèmes abordés

Parmi les autres grands thèmes abordés, il convient de signaler les problèmes et méthodes de *L'histoire orale*, *Le langage de l'historien*, *La femme dans la société*, *l'Etat fédéral et le principe fédéraliste en histoire*, *Démographie, épidémie et écologie*, *L'Europe de l'Est, aire de convergence des civilisations*. Nous publierons des articles relatifs à ces sujets dans les *Cahiers de Cléo*.

Signalons aussi que le Congrès comportait une importante section chronologique, divisée en autant de sections et de sous-sections qu'il y a de périodes dans l'histoire. Plusieurs de ces travaux mériteraient aussi d'être diffusés, que ce soit *Les Daces et leur civilisation*, *Byzance et les pays scandinaves*, *Le modèle ethnocentrique de l'Empire ottoman*, *L'Amérique vue par les Français aux XVI^e-XVII^e siècles*, *La pensée sociale avancée de la Russie et celle de l'Europe occidentale au XIX^e siècle*, *1830 : révolutions et réformes en Europe*, *Croissance et sous-développement dans le monde du XX^e siècle*, *Les réformes agraires en Europe après la guerre mondiale*, *Le sport, phénomène social et culturel*, etc. Il en va de même de certains rapports présentés par des organismes internationaux affiliés et des commissions internes comme l'Association internationale d'histoire du droit et des institutions (mariage, religion, droit), la Commission internationale d'histoire des mouvements sociaux et des structures sociales, la Commission internationale d'histoire maritime. Nous essayerons aussi de nous en faire l'écho.

Maggy HODEIGE et René VAN SANTBERGEN,
Septembre 1980.

FORMATION



FINALITÉS GÉNÉRALES

1. Rendre l'adolescent **APTE À S'ENGAGER** de manière active dans la société où il vit et vivra
2. Susciter chez l'adolescent **LE BESOIN DE PARTICIPER À LA VIE DE LA COMMUNAUTÉ** et l'aider à devenir un citoyen responsable en lui permettant de faire des choix fondés.

INFORMATION

1. Comprendre le **MONDE ACTUEL** dans toutes ses composantes (géographiques, politiques, économiques, sociales, philosophiques, religieuses, culturelles).
 2. Découvrir l'**HOMME** comme **INDIVIDU** qui pense, qui juge et qui agit (complexité et diversité de ses motivations)
 3. Découvrir la **SOCIÉTÉ**, héritage et lieu géométrique des activités humaines (son rôle, ses formes, ses forces).
- Comprendre leur INTERACTION

UTILISER DES OUTILS

- I. **SOURCES:**
 - a) AU PLAN DU VÉCU
 - Témoignages
 - Documents élaborés
 - b) AU PLAN DU CONÇU
 - Témoignages (textes d'auteurs)
 - Documents (Musées, archives, objets, édifices)
- II. **INSTRUMENTS DE TRAVAIL**
Manuels, livres, Atlas, dictionnaires, encyclopédies, etc...
- III. **TECHNIQUES:**
 - Représentation du temps: frise
 - Cartes, graphiques, dessins
 - Comptes-rendus, photos
 - interview, discussion, etc...

IV. **UN CADRE CHRONOLOGIQUE** solide.
(= code de référence)

V. **UN VOCABULAIRE HISTORIQUE** de base

ACQUÉRIR DES NOTIONS

- Ressemblances - permanences.
- Évolution
- Simultanéité et mise en relation des faits
- Changements - permanences - etc...
- Succession et durée

DÉVELOPPER DES APTITUDES

- I. **APPRENDRE À APPRENDRE** seul et en groupe
 - 1) Esprit d'initiative
 - 2) Sens de l'observation
 - 3) Sens critique
 - 4) Faculté d'interprétation
 - 5) Capacité de synthèse
 - 6) Possibilité de communication
- II. **CRÉER LE BESOIN DE LA PRÉCISION**
Former des esprits capables d'appliquer avec rigueur des méthodes de recherche, d'analyse, de synthèse à utiliser dans toutes les circonstances de la vie.
- III. **DÉCOUVRIR LA COMPLEXITÉ** des faits historiques
(Il n'y a pas d'événement qui ne soit inséré dans une situation d'ensemble impliquant des relations multiples)
- IV. **ÉVALUER LE CARACTÈRE RELATIF** des données historiques
- V. **ÉDUIQUER LA SENSIBILITÉ** et **DONNER LE GOÛT DE LA CONNAISSANCE DÉSINTÉRESSÉE**
Savoir «apprécier» et porter des jugements motivés sur les différents aspects de la civilisation et particulièrement son **PATRIMOINE** - resté trop longtemps l'apanage d'une «élite».

MÉTHODE DE RECHERCHE

L'ENQUÊTE (critique historique)

7 opérations fondamentales

- | | | |
|---|----------------|------------|
| - Trouver les sources d'information | 1. OBSERVER | S'INFORMER |
| - Utiliser les instruments de travail | 2. LIRE | |
| - Organiser le travail de groupe | 3. ÉCOUTER | |
| - Faire dire aux sources tout ce qu'elles peuvent dire. | | |
| - Ne pas se contenter d'une source unique | 4. ANALYSER | PENSER |
| - Confronter les multiples sources | 5. SYNTHÉTISER | |
| - Se méfier des informations dirigées | | |
| - Poser la problématique de l'histoire | 6. ÉCRIRE | S'EXPRIMER |
| - Regrouper les informations pour créer des ensembles | 7. PARLER | |
| - Établir les résultats de l'enquête et leur donner une forme «communicable». | | |

Un principe fondamental:
VARIER la nature des activités et donc les méthodes employées.

Travail individuel

Travail de groupe

L'ÉLÈVE DANS SON MILIEU

MILIEU GÉOGRAPHIQUE

MILIEU HISTORIQUE

APPRÉHENSION DIRECTE

- a) Milieu local restreint
- b) Milieu proche plus étendu mais accessible

et

INDIRECTE

Analyse simple du milieu dans lequel vit l'élève

- d'un milieu à l'autre
- d'une civilisation à l'autre

BUT = établir les grandes composantes de la société locale

Ce qui suppose des CHOIX

= enquêtes autour de «CAS» révélateurs d'une société à un moment donné et abordée sous tous ses aspects

TEMPS VÉCU

- HISTORISER LE PRÉSENT
- Temps vécu par l'élève
 - Temps des autres (générations)

TEMPS CONÇU

Plongée dans le passé lointain
DOCUMENTS

DIMENSION HISTORIQUE du milieu

- Reconstruire le passé comme passé
- pour interpréter le présent
 - pour envisager l'avenir proche (dimension politique, économique, sociale, religieuse, culturelle...)

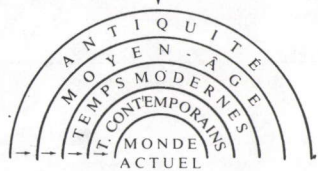
TRANCHES DE VIE

EXTENSIONS

(au sens strict de relais par les MEDIA)

- Expliquer les faits humains dans
- L'ESPACE (dépendance du milieu)
 - LE TEMPS (dépendance vis-à-vis des faits antérieurs)
 - LEUR COMPLEXITÉ (interaction)

SYNTHÉTIQUE et CONCENTRIQUE
Conception de l'histoire



ÉCUEILS À ÉVITER

1. L'**ENCYCLOPÉDISME**, c'est-à-dire tout ce qui est inutile...
2. LE **SIMPLISME** qui croit pouvoir expliquer tout facilement et de façon uniforme
3. L'**ANACHRONISME**: si le passé envisagé doit déboucher sur le présent, l'histoire n'est pas pour autant une «réactualisation» du passé; entre l'objet étudié et l'historien, il y a le TEMPS ET L'ESPACE qu'on ne peut supprimer.

INFORMATION

QUALITY CENTER

QUALITY CENTER

1. The purpose of this document is to provide information regarding the quality center and its activities. This document is intended for use by all personnel involved in the quality center and its activities.

2. The quality center is responsible for the development, implementation, and maintenance of the quality management system. This includes the development of quality standards, the implementation of quality control procedures, and the maintenance of quality records.

3. The quality center is also responsible for the training of personnel in quality management. This includes the development of training materials, the implementation of training programs, and the evaluation of training results.

QUALITY CENTER

QUALITY CENTER

4. The quality center is also responsible for the monitoring and control of the quality management system. This includes the development of monitoring procedures, the implementation of monitoring programs, and the evaluation of monitoring results.

QUALITY CENTER

QUALITY CENTER

QUALITY CENTER

QUALITY CENTER

5. The quality center is also responsible for the improvement of the quality management system. This includes the development of improvement procedures, the implementation of improvement programs, and the evaluation of improvement results.

6. The quality center is also responsible for the communication of quality management information. This includes the development of communication procedures, the implementation of communication programs, and the evaluation of communication results.

7. The quality center is also responsible for the documentation of quality management information. This includes the development of documentation procedures, the implementation of documentation programs, and the evaluation of documentation results.

8. The quality center is also responsible for the maintenance of quality management information. This includes the development of maintenance procedures, the implementation of maintenance programs, and the evaluation of maintenance results.

9. The quality center is also responsible for the disposal of quality management information. This includes the development of disposal procedures, the implementation of disposal programs, and the evaluation of disposal results.

10. The quality center is also responsible for the archiving of quality management information. This includes the development of archiving procedures, the implementation of archiving programs, and the evaluation of archiving results.

11. The quality center is also responsible for the retrieval of quality management information. This includes the development of retrieval procedures, the implementation of retrieval programs, and the evaluation of retrieval results.

12. The quality center is also responsible for the distribution of quality management information. This includes the development of distribution procedures, the implementation of distribution programs, and the evaluation of distribution results.

13. The quality center is also responsible for the protection of quality management information. This includes the development of protection procedures, the implementation of protection programs, and the evaluation of protection results.

14. The quality center is also responsible for the security of quality management information. This includes the development of security procedures, the implementation of security programs, and the evaluation of security results.

15. The quality center is also responsible for the backup of quality management information. This includes the development of backup procedures, the implementation of backup programs, and the evaluation of backup results.

16. The quality center is also responsible for the recovery of quality management information. This includes the development of recovery procedures, the implementation of recovery programs, and the evaluation of recovery results.

17. The quality center is also responsible for the restoration of quality management information. This includes the development of restoration procedures, the implementation of restoration programs, and the evaluation of restoration results.

18. The quality center is also responsible for the migration of quality management information. This includes the development of migration procedures, the implementation of migration programs, and the evaluation of migration results.

19. The quality center is also responsible for the deletion of quality management information. This includes the development of deletion procedures, the implementation of deletion programs, and the evaluation of deletion results.

HISTOIRE ET SOCIÉTÉ

*SÉMINAIRE RÉSIDENTIEL TENU
AU DOMAINE DU ROND-CHÊNE
À ESNEUX DU 3 AU 5 MARS 1980*

THE TOTTENHAM SOCIETY

THE TOTTENHAM SOCIETY
OF THE TOTTENHAM SOCIETY
OF THE TOTTENHAM SOCIETY

INFORMATION SCIENTIFIQUE

THE JOURNAL OF THE AMERICAN MEDICAL ASSOCIATION
PUBLISHED WEEKLY

Subscription price, Five Dollars per Annum in Advance. Single Copies, Fifteen Cents.
Entered as Second-Class Matter, October 3, 1917. Postpaid at Special Rate of \$3.75 per Annum.
Acceptance for mailing at Special Rate of Postage provided for in Act of October 3, 1917.
Paid for by Postmaster at Special Rate of Postage provided for in Act of October 3, 1917.
Copyright, 1918, by American Medical Association
Published by American Medical Association, 535 North Dearborn Street, Chicago, Ill.

Subscription orders, notices of change of address, notices of discontinuance, and all correspondence should be sent to the Editor, The Journal of the American Medical Association, 535 North Dearborn Street, Chicago, Ill.

Advertisements should be sent to the Business Manager, The Journal of the American Medical Association, 535 North Dearborn Street, Chicago, Ill.

Claims for missing issues will only be considered when made immediately on receipt of succeeding issue.

Entered as Second-Class Matter, October 3, 1917. Postpaid at Special Rate of \$3.75 per Annum.
Acceptance for mailing at Special Rate of Postage provided for in Act of October 3, 1917.
Paid for by Postmaster at Special Rate of Postage provided for in Act of October 3, 1917.

Copyright, 1918, by American Medical Association
Published by American Medical Association, 535 North Dearborn Street, Chicago, Ill.

Subscription orders, notices of change of address, notices of discontinuance, and all correspondence should be sent to the Editor, The Journal of the American Medical Association, 535 North Dearborn Street, Chicago, Ill.

Advertisements should be sent to the Business Manager, The Journal of the American Medical Association, 535 North Dearborn Street, Chicago, Ill.

Claims for missing issues will only be considered when made immediately on receipt of succeeding issue.

Entered as Second-Class Matter, October 3, 1917. Postpaid at Special Rate of \$3.75 per Annum.
Acceptance for mailing at Special Rate of Postage provided for in Act of October 3, 1917.
Paid for by Postmaster at Special Rate of Postage provided for in Act of October 3, 1917.

Copyright, 1918, by American Medical Association
Published by American Medical Association, 535 North Dearborn Street, Chicago, Ill.

Subscription orders, notices of change of address, notices of discontinuance, and all correspondence should be sent to the Editor, The Journal of the American Medical Association, 535 North Dearborn Street, Chicago, Ill.

Advertisements should be sent to the Business Manager, The Journal of the American Medical Association, 535 North Dearborn Street, Chicago, Ill.

Claims for missing issues will only be considered when made immediately on receipt of succeeding issue.

Entered as Second-Class Matter, October 3, 1917. Postpaid at Special Rate of \$3.75 per Annum.
Acceptance for mailing at Special Rate of Postage provided for in Act of October 3, 1917.
Paid for by Postmaster at Special Rate of Postage provided for in Act of October 3, 1917.

Copyright, 1918, by American Medical Association
Published by American Medical Association, 535 North Dearborn Street, Chicago, Ill.

Subscription orders, notices of change of address, notices of discontinuance, and all correspondence should be sent to the Editor, The Journal of the American Medical Association, 535 North Dearborn Street, Chicago, Ill.

Advertisements should be sent to the Business Manager, The Journal of the American Medical Association, 535 North Dearborn Street, Chicago, Ill.

Claims for missing issues will only be considered when made immediately on receipt of succeeding issue.

Entered as Second-Class Matter, October 3, 1917. Postpaid at Special Rate of \$3.75 per Annum.
Acceptance for mailing at Special Rate of Postage provided for in Act of October 3, 1917.
Paid for by Postmaster at Special Rate of Postage provided for in Act of October 3, 1917.

Copyright, 1918, by American Medical Association
Published by American Medical Association, 535 North Dearborn Street, Chicago, Ill.

Subscription orders, notices of change of address, notices of discontinuance, and all correspondence should be sent to the Editor, The Journal of the American Medical Association, 535 North Dearborn Street, Chicago, Ill.

Advertisements should be sent to the Business Manager, The Journal of the American Medical Association, 535 North Dearborn Street, Chicago, Ill.

Claims for missing issues will only be considered when made immediately on receipt of succeeding issue.

HISTOIRE DES SOCIÉTÉS AFRICAINES

L'histoire de l'Afrique pendant la période coloniale

Durant la période coloniale, l'histoire des sociétés africaines était considérée comme un appendice de l'histoire des métropoles : elle était écrite à la gloire des pionniers coloniaux, considérés comme des héros et des représentants de la civilisation apportée aux barbares africains⁽¹⁾ ! Les historiens européens considéraient généralement que l'histoire de l'Afrique était inexistante.

« Au centre de l'Afrique, écrit E. Descamps, vivaient, depuis des siècles, des millions d'hommes dans un état social rudimentaire, dans une anarchie presque permanente, incapables de sortir par eux-mêmes des langes de la barbarie, sans aucun lien avec la grande famille humaine que l'odieuse et sanglante chaîne de la traite »⁽²⁾.

« Ces races primitives, note F. Challaye à propos des populations de l'Afrique équatoriale, sans passé, appartiennent à la préhistoire : on pourrait les croire antérieures à toute civilisation »⁽³⁾.

« Ces peuples (vous voyez de qui il s'agit...), affirme P. Gaxotte, n'ont rien donné à l'humanité ; et il faut bien que quelque chose en eux les en ait empêchés. Ils n'ont rien produit, ni Euclide, ni Aristote, ni Galilée, ni Lavoisier, ni Pasteur. Leurs épopées n'ont été chantées par aucun Homère »⁽⁴⁾.

À l'exception de l'Allemand Léo Frobenius, de l'Italien Arturo Labriola et du Français Maurice Delafosse, qui avaient souligné dans leurs travaux l'exceptionnelle richesse de l'histoire des sociétés africaines, l'histoire de l'Afrique était considérée en fait comme l'histoire des activités européennes en Afrique : elle débutait toujours avec l'arrivée des explorateurs, des missionnaires et des commerçants occidentaux ; même quand elle mentionnait par hasard telle ou telle population autochtone, c'était pour souligner l'importance de l'impact de l'Europe. « Dans le monde colonial, remarque G. Leclerc, il n'existe pas en effet pour les *indigènes* de niveau autonome de la politique, de l'histoire.

(1) Cfr *A nos héros coloniaux morts pour la civilisation (1876-1908)*, Bruxelles, Ligue du souvenir congolais, 1931.

(2) E. DESCAMPS, *L'Afrique nouvelle*, pp. 41-42, Paris, 1903.

(3) F. CHALLAYE, *Le Congo français*, p. 156, Paris, 1909.

(4) P. GAXOTTE, *La Revue de Paris*, p. 12, Paris, octobre 1957, cité par J. KI-ZERBO, *Histoire de l'Afrique noire*, p. 10, Paris, 1972. Cfr aussi D. WESTERMANN, *Geschichte Afrikas*, p. 447, Cologne, 1952 qui estime que l'Africain n'a participé en rien à la culture matérielle et intellectuelle du monde.

L'histoire, pour le pouvoir colonial, se situe seulement dans les contacts, les frictions de l'empire (ou plutôt de la métropole) avec l'*extérieur*. A l'intérieur, c'est le calme de l'administration, de la gestion, où règnent l'entendement planificateur et la science positive. Même les révoltes n'introduisent pas l'histoire à l'intérieur du système ; elles ne sont que troubles, rébellions traditionnalistes qui se traduisent plus tard en problèmes »⁽⁵⁾.

Le mythe de la passivité historique des peuples africains, fondé à la fois sur une ignorance réelle et sur la tendance a-historique d'une école anthropologique qui entendait respecter les « faits » en sacrifiant le passé au présent, avait décidé les autorités à faire enseigner, en lieu et place d'une histoire de l'Afrique inexistante, l'histoire des métropoles (« Nos ancêtres, les Gaulois... »).

Non contente de présenter une histoire fragmentaire des sociétés coloniales en accordant peu d'importance aux populations colonisées, l'histoire coloniale, comme l'affirme J.-L. Vellut, « privilégiait le niveau politique et négligeait le contexte social de l'impérialisme »⁽⁶⁾.

L'histoire de l'Afrique après la seconde guerre mondiale

Après la seconde guerre mondiale, l'histoire coloniale, sous l'influence des historiens professionnels de formation universitaire, abandonne les préoccupations apologétiques pour se consacrer à la recherche de l'objectivité historique⁽⁷⁾.

Avec l'apparition des nationalismes africains et l'accession à l'indépendance, les historiens africains, soucieux de rechercher leur identité, se préoccupent de regrouper les faits historiques du passé africain et d'en faire une analyse critique objective. Le devoir de l'historien africain, écrit M. Achufusi, est « de donner une image véridique de l'histoire, — image nécessaire à la prise de conscience historique des masses dans leur lutte pour l'indépendance nationale, politique, économique, sociale et culturelle⁽⁸⁾ ».

Les responsabilités de l'historien africain en ce qui concerne l'histoire sont les mêmes que celles de n'importe quel autre historien. « Il ne peut pas se défaire, remarque S. Biobaku, de l'obligation de s'assurer de ce qui est arrivé effectivement dans le passé de l'Afrique et d'en mettre les éléments en corrélation. Ses difficultés particulières, cependant, résident dans le fait que le passé a déjà été surchargé d'un certain nombre de déformations résultant du préjugé racial, du

(5) G. LECLERC, *Anthropologie et colonialisme. Essai sur l'histoire de l'africanisme*, pp. 109-110, Paris, 1972.

(6) J.-L. VELLUT, *Pour une histoire sociale de l'Afrique centrale*, dans *Cultures et développement*, vol. 6, p. 63, Louvain, 1974.

(7) Cfr J. STENGERS, *Etudes historiques*, dans *Livre blanc de l'Académie royale des sciences d'Outre-Mer*, t. 1, pp. 119-127, Bruxelles, 1962.

(8) M. ACHUFUSI, *Devoirs et responsabilités des historiens africains*, dans *Présence africaine*, n°s 27-28, pp. 81-82, Paris, 1959.

statut de dépendance d'une bonne partie de l'Afrique et d'une ignorance réelle. S'il révèle que l'Afrique a eu sa propre culture, il est accueilli avec incrédulité par ceux qui pensent avoir seuls introduit la culture en Afrique, ou avec scepticisme par ceux qui voient dans son allégation une rationalisation du nationalisme africain. En fait, l'historien africain affronte le défi de ceux pour qui l'Afrique n'a pas eu une quelconque histoire, puisqu'elle n'a pas eu de système indigène d'écriture, et toute histoire est de l'histoire écrite ! [...] C'est une des responsabilités de l'historien africain d'admettre la validité de la preuve orale, mais il a également la responsabilité de forger une preuve admissible à partir d'un fatras de comptes rendus traditionnels à travers lesquels circulent des géants, des lutins et des héros surhumains. Il lui faut élaborer une technique, non seulement pour rassembler des témoignages oraux dont on peut s'informer, mais aussi pour vérifier et recouper ses matériaux, tout en les soumettant de manière générale aux exigences rigoureuses de la critique historique. Autrement, il ne pourra produire que des légendes et non de l'histoire [...]. L'histoire africaine doit être considérée à travers des yeux africains intelligents ; il incombe à l'historien africain d'assurer que l'image qui s'en dégage ne soit pas déformée à travers les miroirs d'un nationalisme irréflecti⁽⁹⁾ ».

Toutefois, l'histoire de l'Afrique tend au début à être une histoire nationaliste, indigéniste et romantique, fondée sur le mythe de l'âge d'or de l'époque précoloniale : les Noirs y deviennent les principaux acteurs d'une histoire où l'on ne se soucie plus guère des Européens, ce qui amène la substitution d'un ethnocentrisme à un autre⁽¹⁰⁾.

Par ailleurs, certains africanistes marxistes rédigent des compilations de seconde main bourrées d'explications hypothétiques, partiales et conventionnelles. Un exemple : l'*Histoire de l'Afrique noire* due au Hongrois Endre Sík⁽¹¹⁾. Celui-ci pense que l'histoire scientifique de l'Afrique « doit, avant tout, indiquer l'issue du labyrinthe de mensonges et d'hypocrisie impérialistes, démêler et dénoncer les mensonges tissés avec finesse et les falsifications des historiens réactionnaires ; elle doit, en même temps, déceler les miettes de vérité bien cachées dans ce labyrinthe pour les mettre en lumière, faire une liaison entre elles pour en former un tableau complet de la vérité, l'analyser et en tirer les enseignements justes »⁽¹²⁾. Les attaques violentes d'Endre Sík contre les « historiens réactionnaires » révèlent une conception historique prisonnière d'une idéologie. Mais il n'existe pas différentes histoires, il n'y en a qu'une, l'*histoire impartiale*⁽¹³⁾. Il ne

(9) S. BIOBAKU, *Les responsabilités de l'historien africain en ce qui concerne l'histoire et l'Afrique*, dans *Présence africaine*, n°s 27-28, pp. 97-99, Paris, 1959.

(10) Cfr J.-L. VELLUT, *L'Afrique aux XVII^e et XVIII^e siècles : connaissances, idéologies, perspectives*, dans *Revue belge de philologie et d'histoire*, t. 55, pp. 1092-1095, Bruxelles, 1977.

(11) Cfr E. SÍK, *Histoire de l'Afrique noire*, 4 volumes, Budapest, 1962-1979.

(12) E. SÍK, *Histoire de l'Afrique noire*, vol. 1, p. 19, Budapest, 1962.

(13) Cfr L. FEBVRE, *Combats pour l'histoire*, p. 112, Paris, 1953 : « Et pourquoi refuserais-je de donner audience aux faits que vous nous apportez ? — Eh, parce que vous êtes pourri de sentiments de classe ! Vous n'êtes pas trotskiste... — Cher Monsieur, je n'en sais rien : vous non plus. Ce sont mes petites affaires. Et que je sois trotskiste, ou staliniste, ou papiste, ou bouddhiste, qu'est-ce que cela peut bien vous faire ? Quand je fais de l'histoire, je suis historien ».

faut, cependant, pas négliger la production historique d'un pays sous prétexte qu'elle est prisonnière d'une idéologie. Il y a tant à l'Est qu'à l'Ouest des historiens soucieux d'objectivité et des pamphlétaires⁽¹⁴⁾ !

On trouve également des travaux d'histoire imprégnés par le « tiers monisme », courant néo-marxiste se fondant sur le sous-développement provoqué par le capitalisme conçu comme un processus historique en cours. « Les théories radicales du développement, note avec justesse J.-L. Vellut, ne constituent cependant pas un corps de réflexion marxiste *orthodoxe*. En effet, les courants *tiers mondistes* placent au cœur de leur analyse les contradictions entre régions dominantes et régions dominées (le *pillage du tiers monde*), plutôt que les analyses de classe, souvent assez floues »⁽¹⁵⁾. Elles procèdent également à une véritable assimilation entre sous-développement et régression ! Il faut résolument rejeter la théorie tiers mondiste qui est, comme la précédente, prisonnière d'une idéologie.

L'histoire de l'Afrique doit se garder d'une approche exclusivement politique et se fonder sur une nouvelle réflexion critique des sociétés africaines. Il est nécessaire de relire toute la documentation écrite, de rassembler les traditions orales et de rechercher les documents inédits relatifs au passé africain. En replaçant les institutions, les réseaux d'échange et les cultures commerciales dans le contexte des sociétés africaines, on pourra réinterpréter l'histoire de l'Afrique⁽¹⁶⁾. Bien entendu, on ne pourra jamais remédier à la rareté des séries chiffrées en ce qui concerne l'économie et la démographie. Une histoire sérielle de l'Afrique n'est pas pour demain !

« En fait, comme l'affirme J.-L. Vellut, pour une part importante de la période historique de l'Afrique centrale, il nous faut analyser un champ social d'où nous ne pouvons exclure arbitrairement ni l'Africain ni le bourgeois commerçant ou financier européen, tous sujets actifs de l'histoire de la région. Le critère *racial* ne peut pas paralyser l'analyse économique et sociale »⁽¹⁷⁾.

Les sources de l'histoire des sociétés africaines

Passons à l'examen des sources de l'histoire de l'Afrique. Je citerai d'abord Livingstone qui écrit dans son dernier journal, le 15 juin 1872, alors qu'il se trouve en Afrique centrale : « Rien ne se croit dans cette région de ce qui n'est pas mis sur le papier ; et fort peu de ce qui est écrit inspire confiance ; souvent les détails les plus positifs ne sont qu'un jeu de l'imagination ; la moitié de ce que l'on entend peut être sans crainte appelée fausse, et l'autre moitié douteuse, *not proven* ».

(14) Cfr P. SALMON, *En marge d'une histoire de l'Afrique noire*, dans *Revue belge de géographie*, t. 76, fasc. 2, pp. 85-105, Bruxelles, 1962.

(15) J.-L. VELLUT, *op. cit.*, p. 1097.

(16) Cfr J.-L. VELLUT, *Pour une histoire sociale de l'Afrique centrale*, p. 63.

(17) J.-L. VELLUT, *op. cit.*, p. 70.

Les sources écrites

Si l'on examine les sources écrites de l'histoire de l'Afrique, il faut reconnaître qu'elles sont plus rares que dans les autres continents et qu'elles sont, en grande majorité, d'origine étrangère, ce qui entraîne toujours un point de vue intéressé et une incompréhension culturelle souvent manifeste. Ces sources écrites concernent toutes les périodes de l'histoire. Pour le monde antique, des textes épars relatifs à l'Afrique se trouvent au Proche-Orient, en Egypte, en Grèce, à Rome, à Byzance, par exemple, et, jusqu'au XIX^e siècle, des sources du même genre existent en Europe. Très importantes aussi, des sources écrites relatives au monde islamique, à l'Afrique noire musulmane, et qui ont été longtemps ignorées par les Occidentaux parce qu'écrites en langue arabe ou en turc. Les sources les plus connues sont de type narratif ; mais, après le XV^e siècle, elles ont tendance à devenir moins riches. Elles concernent des faits politiques, économiques, géographiques et ethnologiques. L'utilisation de ces sources suppose une bonne connaissance de l'historiographie musulmane.

On trouve également des données éparses, — sources littéraires, recueils juridiques ou administratifs, chroniques locales, biographies, instructions nautiques, cartes, correspondances, ... — dans des dépôts de manuscrits en Occident et dans le monde musulman.

Enfin, il y a les sources écrites relatives au monde colonial, — sources narratives, récits de voyage, d'exploration et de séjour, descriptions souvent géographiques et ethnographiques. La valeur de ces témoignages est inégale, étant donné la barrière socio-culturelle qui existe entre les observateurs et les Africains et la barrière de la langue, — en Afrique noire, il existe environ un millier de langues. Un ethnocentrisme évident amène l'observateur européen à une compréhension superficielle des cultures et des organisations sociales. De plus, il faut aussi se méfier du racisme qui est un des éléments les plus clairs des descriptions dans les sources écrites rédigées par des étrangers. Néanmoins il ne faut pas rejeter ces sources ; elles sont précieuses et elles témoignent parfois d'une curiosité sympathique.

Il existe aussi des sources d'archives non publiées ou publiées récemment. Celles-ci sont très variées par leur nature et par leur origine : sources politiques, administratives, militaires, commerciales, religieuses et privées. Ces documents ont été souvent exploités en fonction de l'histoire occidentale ; ils sont de valeur variable et leur inventaire ainsi que leur classement se poursuivent.

Les traditions orales

Ce sujet ayant été traité à Esneux il y a sept ans⁽¹⁸⁾, l'exposé sera donc plus bref.

L'histoire est la mémoire collective du groupe, qui travaille par élimination, comme la mémoire individuelle : « Collective, elle aboutit donc à un discours qui permet une récitation, une remémoration collective de l'essentiel »⁽¹⁹⁾.

(18) Cfr P. SALMON, *La valeur historique des traditions orales*, dans *Cahiers de Cléo. Sciences de l'homme et de son environnement*, n° 37, pp. 35-50, Paris-Bruxelles, Nathan-Labor, 1974.

(19) P. CHAUNU, *Histoire quantitative, histoire sérielle*, dans *Cahiers des Annales*, n° 37, p. 112, Paris, 1978.

La critique des traditions orales était jadis très simple pour l'historien occidental : il n'admettait rien. En effet, jusque 1945, les traditions orales sont considérées comme des mythes et sont rejetées par tous les historiens positivistes.

Après la seconde guerre mondiale, les historiens anglo-saxons commencent à s'intéresser aux traditions orales des peuples sans écriture. Ils continuent toutefois à mettre leur crédibilité en doute aussi longtemps qu'elles ne sont pas confirmées par d'autres sources historiques. Or nous savons que des traditions historiques peuvent se conserver plus ou moins intactes dans certaines familles européennes ; ces traditions orales peuvent donc être exactes.

La première méthode sérieuse de critique des traditions orales a été créée par un historien belge, Jan Vansina⁽²⁰⁾. Sa méthode permet d'approcher des traditions orales avec un maximum de certitude. Jan Vansina a dressé une typologie des traditions orales et il a déterminé que les structures de chaque société conditionnent l'existence même de ces traditions. Mais la méthode qu'il expose paraît pécher par trop d'optimisme. En effet, beaucoup de traditions orales semblent avoir été altérées ou forgées de toutes pièces.

Néanmoins, des sources orales, comme les noms propres, peuvent apporter des renseignements précieux. Il faut souligner l'importance de l'onomastique comme instrument de connaissance historique. « Les formules onomastiques sont des messages dont les propriétés doivent être recherchées au-dessus du niveau habituel de l'expression linguistique »⁽²¹⁾. Une analyse onomastique doit cependant répondre à certaines exigences pour être crédible. Il faut toujours partir de la réalité africaine et donner une interprétation objective de ces matériaux en fonction de la logique particulière de l'ethnie en cause. En effet, les étymologies ne sont pas toujours faciles à expliquer. Les noms propres restent souvent hermétiques ; ils ne sont que des indices de la psychologie populaire, de la philosophie, du style de vie et surtout de la symbolique du groupe. C'est pourquoi, pour les chercheurs occidentaux, le danger d'ethnocentrisme inconscient est permanent.

Les toponymes sont aussi intéressants et fournissent des données exactes aux historiens. Il ne faut pas oublier cependant que les noms cités dans les sources écrites peuvent être modifiés, notamment par les Européens, par des conventions orthographiques ou par des erreurs de transmission des auteurs. Il faut tenir compte aussi des variantes régionales, dialectales utilisées par les informateurs africains.

L'onomastique est précieuse pour l'historien lorsqu'elle répond à des questions spécifiques concernant, par exemple, les migrations, les mouvements de population, les contacts culturels, les rivalités diverses. « Alliée à la science historique au même titre que l'anthropologie physique ou la géographie humaine, elle fournit à la sagacité du chercheur des indications, des pistes, des éléments de confirmation. Bien des faits, grâce à l'analyse des noms propres, peuvent éclairer le passé et, par-là même, expliquer le présent »⁽²²⁾.

(20) JAN VANSINA, *De la tradition orale. Essai de méthode historique*, Tervueren, 1961.

(21) F. RODEGEM, *Sens et rôle des noms propres en histoire du Burundi*, dans *Etudes d'histoire africaine*, t. 7, p. 77, Lubumbashi, 1975.

(22) F. RODEGEM, *op. cit.*, p. 85.

Il faut souligner l'incapacité d'établir et de maintenir l'évaluation de la durée du passé chez les peuples sans écriture. Il y a un problème très important de la distorsion du passé dans les traditions orales. Quelques sociétés africaines ont créé un calendrier pour prévoir facilement le retour régulier de certains événements de la vie religieuse et civile, mais la plupart des Etats de l'Afrique centrale ont mesuré le temps en se fondant sur la durée des règnes de leurs souverains. Ceux-ci représentent généralement une génération ou dans certaines civilisations une classe d'âges. En d'autres termes, la généalogie royale typique est constituée par un seul ascendant, sans souverains collatéraux connus. Ce système suppose l'existence de listes royales bien à jour. Or on découvre souvent des déformations chronologiques dans les listes généalogiques grâce à l'utilisation de synchronismes. De plus, le raccourcissement artificiel des listes royales est souvent provoqué par l'omission de souverains considérés comme des usurpateurs et l'allongement artificiel est un phénomène encore plus fréquent, qui s'explique par la propension universelle des sociétés à faire remonter leurs origines le plus loin possible pour, par exemple, créer une priorité d'établissement sur un territoire ou pour rehausser le prestige d'une dynastie. La datation des informations provenant des sources orales pose des problèmes presque insolubles aux historiens et le caractère fantaisiste de certains renseignements peut bien souvent les dérouter.

Au cours d'une mission de quelques mois au Gabon, H. Deschamps s'est efforcé de collecter les traditions historiques du pays⁽²³⁾. Il n'a pu recueillir de récits en forme archaïque comme J. Vansina le conseille. En effet, il a travaillé suivant une méthode personnelle. On ne trouve pas au Gabon d'Etats séculaires possédant des dynasties et des spécialistes de la mémoire chargés de conserver de père en fils les généalogies et les hauts faits des souverains. Il n'existe, dans ce pays, que des *sociétés segmentaires*, c'est-à-dire non pas le chaos, mais une telle atomisation des groupes, une telle dilution du commandement qu'aucune mémoire ne dépasse l'horizon du clan. Par ailleurs, les légendes d'origine, en forme rigide, liées au culte des ancêtres ont actuellement disparu par suite du triomphe des religions universalistes et de l'alphabétisation. H. Deschamps n'a donc guère utilisé le magnétophone et a dû recourir à la méthode classique de l'interrogatoire et des notes manuscrites, en se défiant de suggérer la réponse de complaisance. Il a réuni, dans diverses localités, les personnages les plus aptes à le renseigner et il a interrogé séparément les représentants des différentes ethnies. Il est parvenu ainsi à une étude sérieuse sur le Gabon, qui donne une vue précise de l'histoire de ce pays.

Conclusion

Les traditions orales sont importantes, mais malheureusement ne sont plus connues actuellement que par les vieillards. Chaque jour qui passe voit disparaître des témoins précieux. Par ailleurs, l'enseignement actuel met l'accent sur la productivité immédiate, le rendement économique et ne manifeste pas le moindre

(23) H. DESCHAMPS, *Traditions orales et archives au Gabon. Contribution à l'ethno-histoire*, Paris, 1962.

intérêt à l'égard du passé de l'Afrique et des traditions orales. Il faut donc souhaiter la formation de toute urgence d'équipes de chercheurs dotés de moyens financiers pour rassembler ces derniers vestiges du passé du continent africain.

Orientation bibliographique

- BAUMANN H. et WESTERMANN D., *Les peuples et les civilisations de l'Afrique*, Paris, 1967.
- BRUNSWIG H., *L'avènement de l'Afrique noire du XIX^e siècle à nos jours*, Paris, 1963.
- COQUERY-VIDROVITCH C., *La découverte de l'Afrique*, coll. « Archives », Paris, 1965.
- COQUERY-VIDROVITCH C. et MONIOT H., *L'Afrique noire de 1800 à nos jours*, Paris, 1974.
- CORNEVIN M., *Histoire de l'Afrique contemporaine de la deuxième guerre mondiale à nos jours*, coll. « Petite Bibliothèque Payot », 2^e éd., Paris, 1978.
- CORNEVIN R., *Histoire des peuples de l'Afrique noire*, 3^e éd., Paris, 1963.
- CORNEVIN R., *Histoire de l'Afrique*, t. 1 : *Des origines au XVI^e siècle*, 2^e éd., Paris, 1967 ; t. 2 : *Du tournant du XVI^e au tournant du XX^e siècle*, 2^e éd., Paris, 1976 ; t. 3 : *Colonisation, décolonisation, indépendance*, Paris, 1973.
- CORNEVIN R. et M., *Histoire de l'Afrique des origines à la deuxième guerre mondiale*, coll. « Petite Bibliothèque Payot », 3^e éd., Paris, 1970.
- DAVIDSON B., *Africa. History of a Continent*, Londres, 1966.
- DESCHAMPS H., *L'Afrique noire précoloniale*, Paris, 1962.
- DIOP C.-A., *L'unité culturelle de l'Afrique noire*, Paris, 1959.
- FAGE J.D., *An Atlas of African History*, 2^e éd., Londres, 1978.
- FAGE J.D. et OLIVER R. (sous la direction de), *The Cambridge History of Africa*, t. 3, 4 et 5, Cambridge, 1975-1977.
- FORTES M. et EVANS-PRITCHARD E.E., *Systèmes politiques africains*, traduit par P. OTTINO, Paris, 1964.
- GREENBERG J.H., *The Languages of Africa*, La Haye, 1963.
- *Histoire générale de l'Afrique noire*, sous la direction de H. DESCHAMPS, t. 1 : *Des origines à 1800*, Paris, 1970 ; t. 2 : *De 1800 à nos jours*, Paris, 1971.
- JULY R.W., *A history of the African People*, Londres, 1970.
- KI-ZERBO J., *Histoire de l'Afrique noire*, Paris, 1972.
- *L'Afrique noire contemporaine*, sous la direction de M. MERLE, coll. « U », Paris, 1978.
- *L'Afrique noire. Histoire et culture*, sous la direction de P. SALMON, Bruxelles, 1976.
- LAYA D., *La tradition orale. Problématique et méthodologie des sources de l'histoire africaine*, Niamey, 1972.
- LOMBARD J., *Autorités traditionnelles et pouvoirs européens en Afrique noire*, Paris, 1967.

- MAQUET J.J., *Afrique. Les civilisations noires*, Paris, 1962.
- OLIVER R. et FAGE J.D., *A short History of Africa*, Londres, 1962.
- OLIVER R. et ATMORE A., *L'Afrique depuis 1800*, Paris, 1970.
- PAULME D., *Les civilisations africaines*, Paris, 1960.
- TINDALL P.E.N., *A history of Central Africa*, New York-Washington, 1968.
- VANSINA J., *De la tradition orale. Essai de méthode historique*, Tervueren, 1961.
- VANSINA J., MAUNY R. et THOMAS L.V., *L'historien en Afrique tropicale*, Londres, 1964.
- WELCH G., *L'Afrique avant la colonisation*, Paris, 1970.

Pierre SALMON,
Professeur à l'Université libre de Bruxelles.

LES SOCIÉTÉS LATINO-AMÉRICAINES RÉCENTES

Introduction

Je vous entretiendrai des sociétés latino-américaines récentes et je m'arrêterai d'abord à l'adjectif « récent ». De la part des historiens, il y a en ce moment un effort efficace pour s'intéresser aux temps présents. L'histoire est l'étude du passé ; le présent n'existe pas en principe, il est une limite théorique entre le passé et l'avenir. Le champ des historiens apparaissait théoriquement très vaste, mais dans la pratique, on ne s'aventurait pas en histoire dans des recherches sur la période très récente sans quelque réticence. Les choses changent ; par exemple, on vient de créer en France un *Institut d'histoire du temps présent* et, de plus en plus, des travaux importants sont menés à partir d'archives qui ne sont plus les archives traditionnelles de nos dépôts mais qui sont des archives d'un type nouveau comme, par exemple, les archives orales, — celles-ci étant transcrites grâce au magnétophone, — les archives audio-visuelles et cette source primaire, la presse.

Pour l'Amérique latine, je me placerai donc dans cette perspective de l'histoire récente qu'on appelle encore l'histoire immédiate. En quoi réside l'originalité des sociétés latino-américaines dans les années précédant 1980, d'une part par rapport à ce qu'elles ont été auparavant et d'autre part par rapport à d'autres sociétés dans d'autres aires culturelles et en particulier la nôtre ? C'est le problème dont je vous entretiendrai.

Pour étudier ce problème, je vous donnerai quelques thèmes de réflexion, sans prétendre être exhaustif : les facteurs d'originalité, les sociétés rurales, les sociétés urbaines.

Les facteurs d'originalité

Je distinguerai ici les facteurs de diversification de ces sociétés et les facteurs de différenciation par rapport à d'autres sociétés.

Les facteurs de diversification

A juste titre, l'expression « les Amériques latines » est employée actuellement. C'est un aspect sur lequel il faut insister dans la mesure où dans la course au développement menée par ces pays, la vitesse des uns et des autres tend à se différencier.

Cela apparaît déjà dans la géographie de cet ensemble latino-américain. Il y a eu une sorte de désuétude de la géographie en ce qui concerne l'Amérique latine. L'influence de la science anglo-saxonne faisait que la géographie telle que nous l'entendons, c'est-à-dire science sociale, contact du physique et de l'humain, n'apparaissait pas tellement dans les préoccupations des Latino-Américains eux-mêmes. Au Mexique, par exemple, il y a une quinzaine d'années, il existait seulement un ou deux livres de géographie sur le pays, et c'était des catalogues, des nomenclatures. Le Brésil, par contre, a subi l'influence de l'école géographique française et agissait différemment.

On aurait pu penser que cette tendance anglo-saxonne avait raison à un moment où le facteur géographique était un facteur de plus en plus négligeable grâce aux techniques nouvelles : l'espace était vaincu, quand il était trop petit, par le gratte-ciel, quand il était trop grand, par le *jet*. Le relief était vaincu, il pouvait être modifié. Quant au climat, l'heure est aux pays tropicaux. La civilisation dans l'antiquité s'est surtout développée dans les pays méditerranéens ; par la suite, avec les techniques nouvelles, elle s'est développée dans les pays tempérés ; maintenant, avec les techniques que nous possédons, on peut penser que l'avenir est peut-être dans les pays tropicaux, les plus propices au travail, à la vie.

Cependant la géographie reste un élément très important. Dans cette Amérique latine, il faut opposer l'Amérique latine orientale à l'Amérique latine occidentale. Nous trouvons d'un côté un monde insulaire et un monde de plaines, de l'autre des montagnes très élevées, des plateaux où le peuplement a été très différent. On peut opposer aussi l'Amérique latine tempérée à l'Amérique latine tropicale, pour ne pas dire équatoriale. Ceci se manifeste même dans la vie politique ; pendant longtemps, il y a eu une entente tacite entre les pays du sud, — Argentine, Chili, un peu le Brésil, l'Uruguay.

Une différence ethnologique doit être introduite aussi. Car, pendant longtemps, ces pays, d'abord à l'époque coloniale et même après, ont été considérés essentiellement comme des pays d'influence ibérique, ayant été colonisés par les Ibériques, Portugais et Espagnols. On a estimé que les colonisateurs avaient trouvé des peuples dont les différences n'étaient pas considérables. En réalité, la colonisation s'est faite sur des peuples assez différents, certains à structures communautaires très lâches, les peuples qui vivaient de façon tribale et primitive dans l'Amérique orientale, d'autres qui ont connu très tôt des structures communautaires très fermes et même des superstructures politiques, les peuples indiens des Andes et du Mexique. Or ces peuples ont été plus ou moins écrasés par les Ibériques.

Depuis une centaine d'années, on a vu arriver beaucoup d'autres ethnies dans ce monde latino-américain, d'abord des ethnies européennes, — Italiens, Allemands, Slaves, etc. Dans certaines régions, se sont constituées de véritables mosaïques européennes analogues à celles que l'on trouve dans l'Amérique du Nord, ces peuples se donnant une sorte de spécialisation professionnelle. Il faut ajouter l'apport africain, très ancien, qui a commencé au XVI^e siècle. Cet apport de la civilisation africaine, dans l'Amérique orientale du moins, a été de loin supérieur à l'apport de la civilisation indienne pour la formation de la civilisation latino-américaine. D'autres peuples sont encore venus, des Asiatiques : des

Japonais, des Chinois relevant tous deux de la civilisation chinoise, des Indiens, relevant d'une autre aire culturelle.

L'Amérique latine profite ainsi d'apports très variés. Au XX^e siècle, des problèmes de contacts ethniques se sont même posés. On dit toujours que le Brésil ne connaît pas de problème racial, que l'opposition raciale est avant tout une opposition sociale ; mais dans ce Brésil, un nouveau racisme est né à un certain moment qui venait de l'importance de l'élément germanique dans le sud du Brésil, lui-même influencé par la propagande hitlérienne à la veille de la seconde guerre mondiale.

Si on considère le problème de la vie religieuse, il était facile autrefois de dire que l'Amérique latine était catholique. Ce catholicisme couvrait en fait des choses assez variables. On voit aujourd'hui se développer d'autres orientations religieuses comme, par exemple, le protestantisme qui a été regardé comme une sorte de curiosité pendant un certain temps et qui a pris finalement beaucoup d'importance. Par exemple, dans le sud du Mexique, s'est développée la communauté d'Ixtlan, petit groupe de protestants baptistes, qui a introduit une nouvelle façon de voir le monde car il méprise les fêtes catholiques traditionnelles, n'en profite plus pour boire de l'alcool, réalise ainsi des économies et est arrivé de cette façon à améliorer son logement. Cette communauté a introduit une mentalité « moderne », contemporaine dans un milieu très traditionnel ; elle a créé une ouverture vers l'extérieur.

Le marxisme est une sorte de religion en Amérique latine. Dans les milieux les plus évolués, il est passé de mode, il est remplacé par d'autres problématiques, mais au niveau de la masse des intellectuels, du monde étudiant, de la pratique révolutionnaire, il reste une sorte de foi. Les cultes africains qui avaient gardé une existence refermée sur eux-mêmes pendant longtemps sont devenus l'objet de l'intérêt de gens non seulement cultivés mais savants. Il y a une renaissance de ces cultes d'influence extérieure.

La formation scientifique et culturelle de l'Amérique latine d'aujourd'hui est très différente de ce qu'elle était il y a trente ans. A cette époque, existait encore le vieux fond ibérique traditionnel qui en matière philosophique était resté limité à l'aristotélisme thomiste de par l'influence du clergé, très attaché à cette forme de pensée. D'autre part, sur le plan culturel, on trouvait aussi l'influence française : le droit français, la science économique française, la littérature française, ... les Anglo-Saxons apportant plutôt les points de vue scientifique et technique, encore qu'il y ait eu au moment du positivisme, dans les années 1880-1914, en face de l'influence d'Auguste Comte et de Saint-Simon, l'influence des « positivistes anglo-saxons » comme Spencer.

Cela a changé maintenant ; il y a une sorte de partage des influences. La pensée anglo-saxonne, en matière scientifique, en matière de sciences sociales, a pris beaucoup d'importance et la pensée marxiste, quelquefois confondue de manière curieuse avec la pensée française, joue aussi un rôle influent. Une multiplicité, qui n'existait pas autrefois, est à noter maintenant dans ce domaine.

En ce qui concerne l'économie, nous avons vécu pendant longtemps sur l'idée assez simple du dualisme. Celui-ci était discuté ainsi : certains considéraient qu'il y avait deux mondes, un monde archaïque, héritage de la colonisation

ibérique, un monde moderne, héritage de la révolution industrielle. Cette position était discutée par un certain nombre de personnes qui considéraient qu'en réalité, ce dualisme était un faux dualisme parce que le retard de certains éléments de l'économie et de la société était dû précisément à l'avance des autres. C'était le néo-colonialisme des puissances industrielles qui, dans ces pays périphériques par rapport au développement industriel, créait ce sous-développement permanent qui était le contraste classique entre la civilisation moderne et la civilisation archaïque. Quelle que soit l'origine de ce sous-développement, la vérité est entre les deux théories ; une part du sous-développement provient de l'archaïsme, une autre est le résultat de l'exploitation néo-colonialiste.

La situation est plus compliquée maintenant, depuis la seconde guerre mondiale, et surtout depuis les années '60. On trouve simultanément tous les niveaux de développement économique dans l'Amérique latine d'aujourd'hui. Mais cela a toujours été vrai : on ne peut en effet comparer une économie primitive tribale avec l'économie agricole traditionnelle telle qu'on la rencontrait dans beaucoup de régions. Actuellement, il y a des économies préindustrielles qui sont dans la phase des conditions favorables au décollage industriel ; il y a d'autres économies qui ont fait leur décollage ou qui sont en plein décollage ; il y a maintenant les nouvelles puissances industrielles, de moyenne grandeur à l'échelon du monde, c'est-à-dire des puissances qui sont dans la phase de la croissance soutenue, qui sont dans une situation d'irréversibilité car elles ne pourront pas retomber dans un état plus ancien ; c'est le cas du Brésil et du Mexique.

Enfin certains facteurs de diversification sont les facteurs politiques. L'image que l'on se faisait de l'Amérique latine était relativement simple comme le souligne le livre remarquable de Jacques LAMBERT, *Amérique latine. Structures sociales et institutions politiques*, coll. « Thémis », Paris, Presses universitaires de France, 1963, où l'auteur donnait un véritable modèle politologique ; ce modèle est en voie de transformation profonde à l'heure actuelle.

On se trouve devant une multiplicité de situations non prévues autrefois, car les images que l'on donnait des régimes politiques étaient simples. Il y avait le système des « lois ciel bleu », un système où une constitution est édictée ainsi qu'une législation parfaite, mais toutes deux inapplicables car, pour cela, il manque un minimum de conditions politiques, économiques, sociales. La « loi du fusil » a continué à exister jusqu'à une époque très récente en Amérique latine, — il y a même des mots dans la langue de l'Amérique latine pour désigner les tueurs à gages que tout chef politique ou tout colonel a à sa solde. Ainsi de faux régimes démocratiques recouvraient en réalité un système féodal. Les choses ne sont plus tout à fait les mêmes, — je ne parlerai pas du cas de Cuba à système tout particulier, ni du Nicaragua où il est encore trop tôt pour se prononcer sur une expérience originale.

Si nous envisageons le cas du Mexique qui, après les caciques et les tueurs à gages, a connu la forme du grand parti majoritaire, le *Parti révolutionnaire institutionnel*, nous pouvons dire que ce parti tenait le Mexique par un système de clientèle. Or ce parti s'est de plus en plus transformé avec l'évolution industrielle du Mexique et le rôle que jouent certains groupes industriels dans la vie mexicaine. La structure du parti est différente de ce qu'elle était, il y a vingt ou trente ans.

Les systèmes du Venezuela et de la Colombie ne sont pas les systèmes classiques des caciques et des tueurs à gages. Quant aux régimes militaires, on disait qu'ils représentaient la classe moyenne et qu'ils étaient souvent faits pour rétablir l'ordre, respecter la constitution et finalement rétablir une sorte de démocratie, du moins apparente. Or, on voit des régimes militaires travailler de façon différente, les uns se lançant dans des expériences appelées « de gauche », d'autres revenant vers des positions très réactionnaires. Il y a là une diversité qui nous change de l'attitude ancienne.

Les facteurs de différenciation

Un certain nombre de traits communs font que les Amériques latines constituent un monde différent de l'Afrique, de l'Asie, de l'Europe, des Etats-Unis. La langue ibérique (l'espagnol et le portugais) constitue une sorte de code entre tous ces peuples ; les deux langues ont des génies très voisins. Il existe une certaine unité linguistique. La conscience d'être Américain est devenue très forte partout. Pendant longtemps, les Latino-Américains se considéraient comme des Européens. Cette position est de plus en plus difficile à tenir. On n'ose pas proclamer une certaine solidarité avec les Etats-Unis parce que on se sent exploités par eux, mais cette situation peut changer. Les *libertadores* du début du siècle ont imité la grande sœur du Nord, ils ont imposé des constitutions inspirées de celle des Etats-Unis. Nous avons là un esprit américain qui différencie les Latino-Américains des Européens, Africains, Asiatiques.

Un complexe de supériorité existe à l'égard de l'Afrique. Les Latino-Américains se sentent plus proches de l'Europe que de l'Afrique. Ils envisagent des négociations avec les nouveaux Etats africains ; ils sont très à l'aise et ils voudraient reprendre à l'égard de l'Afrique la politique qui avait été celle des Européens et en particulier des Portugais.

Malgré les transformations du droit, dans tous ces pays, on a gardé l'héritage du droit romain et de la révolution française. Le droit est encore formulé dans la tradition logique de la pensée latine et du droit romain. Autre facteur : les océans qui entourent l'Amérique latine l'isolent des autres continents dans une certaine mesure. Les Latino-Américains ont le sentiment qu'ils sont en retard par rapport à l'Europe, aux Etats-Unis, mais qu'ils sont en avance par rapport aux autres continents. Ils constituent un tiers monde à part.

Les sociétés rurales

Les anciennes sociétés rurales, de base indienne

Les anciennes sociétés rurales de base indienne sont fortement structurées et représentent une véritable paysannerie. On les trouve dans l'Amérique latine occidentale, pacifique, andine et indienne.

Dans cette région, la grande idée européenne de l'individu, de la révolution individualiste qu'a été la révolution française, exprimée par exemple par la loi

Le Chapelier, a mal triomphé des vieilles traditions communautaires. En effet, les nécessités du relief et du climat exigeaient des habitudes communautaires très fortes. Les communautés indiennes avaient au Pérou des terroirs à plusieurs étages qui étaient complémentaires. Le système a empêché la formation de marchés car les communautés ne devaient pas faire d'échanges entre elles ; elles avaient tout ce qui leur fallait en se déplaçant en altitude. Le marché a été le résultat d'un changement qui a modifié les traditions originelles.

Ces communautés ont persisté par exemple au Pérou, et au Mexique où on a voulu les supprimer, mais sans succès. Malgré la législation, au Mexique, des gens ont réussi dans certaines régions à maintenir leurs communautés et la révolution de 1910 a recréé ce système de communauté (*ejido*). Cette persistance a fait que très vite ces *ejidos* ont abouti au minifundisme parce que les familles se sont développées et qu'on n'a pas pu créer suffisamment d'*ejidos* pour les jeunes générations. Ceci a accentué l'émigration vers les villes, la population y étant appelée par de meilleures conditions de vie.

Ces sociétés rurales se sont beaucoup transformées. Il y a eu des réformes agraires mais leur nombre est assez limité et elles ont été assez décevantes. C'est dans ces pays de fortes communautés qu'on a tenté les réformes les plus sérieuses, par exemple au Pérou. Mais la réforme agraire est loin d'avoir résolu tous les problèmes.

Dans ces pays, traditionnellement, les *latifundia* refoulaient les communautés indiennes sur les terres les plus pauvres. Existait une caste de latifundistes, très conservatrice, assez archaïque, dont une partie avait un niveau de vie très élevé, dont une autre vivait sur des terres immenses sans avoir le moyen de les mettre en valeur. Le groupe le plus riche avait un certain style de vie, c'était une société qui ne se concevait pas sans voyages très fréquents en Europe, qui se faisait éduquer en Europe, qui faisait venir ses produits de consommation de luxe d'Europe. Cette classe existait encore telle quelle jusqu'à il y a quelques années. Depuis, elle se transforme. Les membres de cette classe se rendent compte que s'ils veulent persister dans le monde moderne, ils doivent faire autre chose. Ou ils industrialisent leur exploitation, ou ils se lancent dans des investissements industriels, ou ils se reconvertissent à la ville dans des professions libérales et la grande propriété, dans ce cas, n'est plus que le domaine de vacances, dirigé par un régisseur.

Les sociétés rurales d'origine eurafricaine

Les sociétés rurales d'origine eurafricaine sont le produit de la fusion de la civilisation rurale africaine et de la civilisation rurale européenne. Elles se sont développées dans l'Amérique latine orientale.

Dans ces régions, la mentalité paysanne existe peu. On la trouverait peut-être dans l'économie allemande ou italienne de l'Etat le plus méridional du Brésil et peut-être un peu en Argentine. Mais dans ces pays, il n'y a pas eu de structures indiennes fortes puisque les Indiens qui habitaient là étaient très différents des Indiens des Andes. Ils vivaient au sein de sociétés tribales et n'ont pas bien résisté à la pénétration européenne et africaine.

L'industrialisation a encore accentué la faiblesse de ce type de société rurale. Dès le début de la colonisation, l'agriculture de ces régions a été plutôt une agriculture de spéculation commerciale pour le marché international (culture du sucre, du coton, du tabac, etc.). Ceci a créé une économie de plantation fondée sur l'esclavage. Ensuite, les esclaves ont été remplacés par des « colons », soit ouvriers agricoles, soit métayers. Ces gens-là se trouvaient provisoirement sur la grande exploitation ; dès qu'ils le pouvaient, ils travaillaient à leur compte ou allaient à la ville. Donc, ils n'étaient pas attachés à la terre. Dans ces régions, l'agriculture s'est développée suivant des méthodes originales, liées aux besoins de la consommation urbaine ou du marché international. Pour la consommation urbaine, le cas le plus spectaculaire est celui de la ceinture maraîchère de la ville de Sao Paulo au Brésil entre les mains des Nippo-Brésiliens. C'est une organisation à caractère industriel, dont le niveau commercial est américain au sens septentrional du mot. Des cultures spécialisées, sophistiquées se développent, liées à des groupes ethniques dont la compétence est particulière, par exemple les Italiens produisant du vin. L'agriculture de l'avenir dans ces régions est aux mains des villes. Celles-ci créent l'agriculture nécessaire à leur survie.

Les sociétés urbaines

L'héritage ancien est très curieux dans le développement urbain car on constate l'opposition entre l'Amérique latine orientale et l'Amérique latine occidentale mais surtout entre l'Amérique portugaise et l'Amérique espagnole.

Dans l'Amérique espagnole, les *conquistadores* et surtout l'administration espagnole ont créé un réseau urbain de caractère essentiellement politique et militaire, ainsi qu'un réseau routier constitué sur l'ensemble de cet immense empire. Une civilisation urbaine s'est développée, surtout fondée sur la volonté d'occuper un empire, de conquérir des peuples à l'*Évangile* et de conquérir des sujets pour le roi de toutes les Espagnes. Les *conquistadores* cherchaient le métal précieux sans doute, mais beaucoup cherchaient à avoir des terres, les cadets de famille par exemple. Les mines dans ces pays se trouvent aux frontières. Par exemple au Mexique, la ligne des villes minières est une courbe qui est parallèle à la crête de la *Sierra madre* occidentale, parallèle à la ligne de séparation entre les pays arides, à l'est, et le Mexique riche, humide, au sud-ouest. Le système urbain lié aux mines est un système frontière marginal tandis que le système central est politique, administratif et militaire.

Dans l'Amérique portugaise, — le Brésil, — de l'époque coloniale jusqu'au début du XVIII^e siècle, les villes sont essentiellement un certain nombre de ports avec autour d'eux des zones de culture. Les ports servent à l'exportation des cultures vers les marchés internationaux. Au XVIII^e siècle, on découvre des mines à l'intérieur des terres ; là, se développe un réseau urbain lié à ces mines. Le réseau urbain brésilien au XVIII^e siècle est donc essentiellement minier et portuaire. C'est le contraire de l'Amérique espagnole où celui-ci n'est que marginal. Cela est vrai jusqu'à la création de Brasilia. Avec Brasilia, la perspective change ;

une volonté de conquête de l'ensemble du territoire se manifeste au Brésil, conquête humaine mais aussi politique et stratégique. Cela comporta des « folies » étant donné l'immensité du territoire, par exemple quand on a décidé de percer la transamazonienne, en abordant tous les fleuves perpendiculairement ; on a ainsi multiplié les difficultés, on a choisi le système le plus difficile en méprisant la géographie.

A l'époque contemporaine, un phénomène assez curieux s'est produit dans le milieu urbain ; je l'ai appelé le « phénomène de la tétrarchie urbaine ». Dans certains pays d'Amérique latine, le réseau urbain, depuis la fin du XIX^e siècle, se constitue de la manière suivante : la capitale qui tend à se développer ; une ville de province qui essaye de concurrencer la capitale, en particulier au point de vue économique ; un ou deux ports ; enfin, la vieille ville traditionnelle, capitale d'une région rurale, avec une population de rentiers qui cherche à placer son argent, souvent dans le pôle industriel.

Ce système tétrarchique se retrouve un peu partout sous des modalités différentes. Par exemple, au Mexique, il y a la capitale, Mexico, ensemble de onze millions d'habitants, qui connaît des problèmes énormes de circulation, de pollution, de ravitaillement, etc. Concurrentement à elle, Monterrey, pôle industriel, se développe à partir de deux industries : celle de l'acier, industrie de base, et celle de la bière, qui a un effet multiplicateur considérable et entraîne le développement de verreries, d'industries du papier et du carton, etc. Monterrey est même représentée dans l'échiquier politique mexicain par un parti propre, le *Parti d'action nationale*, libéral, capitaliste, représentant une bourgeoisie nationale, car le groupe de Monterrey est formé de capitalistes qui possèdent leurs propres usines et ne sont pas simplement directeurs d'entreprises nord-américaines ; ils sont capables de négocier sur le plan économique et sur le plan politique. Une ville traditionnelle, Guadalajara, située dans l'ouest du Mexique, est le centre d'une région agricole et prête son argent aux capitalistes de Monterrey.

En Colombie, la capitale est Bogota et en face de la capitale, nous trouvons la ville de Medellin, très dynamique, qui a réussi à s'insinuer dans l'administration de Bogota. Par contre, Cali, plus au sud, est plus traditionnelle. En Argentine, la capitale qui se confond avec le port est Buenos-Aires ; d'autre part, il y a les villes industrielles du nord-est qui ont toujours lutté pour le protectionnisme, avec Cordoba notamment, puis la ville traditionnelle, Mendoza. Au Brésil, la situation est un peu différente car le Brésil est un empire sans empereur. Il y a une métropole, — le Sud, — des colonies, — le Nord-Est, — et l'Amazonie. Dans la métropole, nous trouvons la capitale, Rio de Janeiro, et, s'opposant à la capitale, la grande ville industrielle de Sao Paulo. La ville traditionnelle était la ville de Salvador, le port étant en partie confondu avec Rio, en partie avec Santos, port de Sao Paulo. On retrouve partout ce système tétrarchique qui est à la base de la formation de classes dirigeantes différentes. Les pôles industriels qui se remuent contre la capitale sont généralement entre les mains de la bourgeoisie nationale, c'est-à-dire d'une bourgeoisie qui a une certaine indépendance. Enfin le schéma que je viens de tracer était vrai jusqu'il y a quelques années mais il disparaît maintenant car les vieilles villes traditionnelles se réveillent et créent notamment des zones industrielles.

En Amérique latine, l'Etat intervient maintenant dans la vie économique, il y a pris des responsabilités. Dans le cas de l'industrie brésilienne, un tiers des capitaux est entre les mains de l'Etat, un tiers entre les mains de la bourgeoisie nationale, un tiers entre les mains des étrangers. Ces derniers détiennent surtout les industries de pointe, la bourgeoisie nationale plutôt les industries traditionnelles et l'Etat les industries de base. Il y a un tel jeu de forces que le capital étranger est quand même dans une situation moins dominante qu'on pourrait l'imaginer.

Au point de vue social, l'évolution économique entraîne le développement d'une classe moyenne très large qui va des grands *managers* aux employés des administrations et qui finit par représenter un nombre considérable de personnes avec l'effet multiplicateur que cela comporte, par exemple dans le commerce. On dit que le Brésil est un pays de 120 millions d'habitants, ce n'est pas un marché de 120 millions d'hommes, car les Brésiliens sont pauvres, c'est vrai ; mais sur les 120 millions, il y en a 40 millions qui ont le même niveau de vie que nous ; ceux-ci constituent un marché considérable, ce qui explique que l'industrie automobile brésilienne fabrique trois mille véhicules par jour, ce qui explique aussi les problèmes de réorganisation du marché international que nous connaissons maintenant.

Dans l'analyse des classes populaires, la question est de savoir dans quelle mesure on se trouve devant un problème social ou un problème ethnique. Souvent on a tendance à résoudre les problèmes comme s'ils étaient des problèmes de classe, or souvent ce sont des problèmes de race. Un autre aspect à envisager est le *cursus* du pauvre. Le paysan quitte la campagne, il vient dans le bidonville, il pratique de petits métiers jusqu'au moment où il peut devenir ouvrier dans une petite industrie, le but étant de passer ouvrier d'une grande industrie, ce qui présente des avantages sociaux. Il ne faut pas oublier non plus les gens de la mer, mais le temps me fait défaut pour en traiter.

Conclusion

Faute de temps, je ne tirerai pas de conclusion. Je dirai seulement que les sociétés latino-américaines sont des sociétés non-européennes qui adoptent des critères de succès européens plus que les autres continents. C'est peut-être de cela qu'elles souffrent le plus parce que ces critères européens sont très difficiles à atteindre.

Frédéric MAURO,
Professeur à l'Université de Paris.

LA SOCIÉTÉ CHINOISE CONTEMPORAINE(1)

La curiosité que suscite la Chine n'a pas entraîné une meilleure connaissance de ses réalités. Elles restent trop souvent décrites comme au temps des Lumières : la Chine est vue comme le terrain où s'édifie la société idéale à construire chez soi ; parfois aussi la Chine est présentée comme le pays dont l'évolution démontre les erreurs à éviter.

La documentation fournie par la Chine ne facilite pas cette étude ; elle est en effet coulée de manière à servir les buts poursuivis par les dirigeants, actuellement comme par le passé : ce n'est pas l'objectivité qui est recherchée mais la recette d'efficacité, la leçon à tirer d'un précédent ou d'une situation. Or, trois millénaires d'histoire marquent très profondément la société qui vit en République populaire de Chine depuis 1949.

Quelques éléments sur le rôle particulier de l'histoire dans la civilisation chinoise et dans la société contemporaine

Non seulement le passé est toujours présent en Chine contemporaine, mais encore ce passé doit servir le présent, selon la formule célèbre de Mao Tsé-tung. La robustesse et la valeur de cet héritage amènent en effet à concevoir la modernisation du pays, — sa mise au niveau des sociétés les plus développées, — comme le renforcement du fonds proprement sinitique grâce à l'emprunt des recettes d'efficacité utilisées par les pays étrangers. A la réussite, sur ce plan, de l'ère Meiji qui permet l'éveil du Japon actuel correspond en Chine le mouvement des réformateurs qui, dès la fin du XIX^e siècle, demandent que la Chine s'inspire des connaissances pratiques de l'Occident et les emploie pour affermir ses valeurs propres. C'est ce que recherchait toujours la révolution culturelle de 1966 à 1976 mais cette fois l'action qu'exerce la pensée scientifique sur la politique a été perçue et il fallait la rejeter pour conserver le fonds authentiquement chinois en matière de gestion de la société. Ce refus a déterminé la fermeture du pays, un repli sur soi afin de ne pas compromettre l'indépendance nationale ni l'identité

(1) Madame Engelborghs-Bertels a repris les thèmes principaux de cet article, — mais de manière plus succincte, — lors de son exposé. Le chapitre *L'individu dans la société* développé ici n'a pas été abordé lors du colloque. Nos plus vifs remerciements à Madame Engelborghs-Bertels qui nous a autorisés à publier cet article.

culturelle spécifique. Il a déterminé aussi l'interdiction de toute participation aux décisions des experts, des scientifiques, des hommes qui considéraient que la politique ne peut être en tous domaines aux leviers de commande. Jamais n'a été niée de manière aussi totale la théorie de la convergence qui doit aboutir à l'intégration de la société chinoise dans l'humanité sans sauvegarder ses particularités propres et affirmer sa supériorité.

La fermeture de la Chine à toute stimulation extérieure et la destruction de tout facteur d'innovation interne sont à présent reconnues responsables de la vulnérabilité du pays. La Chine est dite par ses dirigeants incapable de résister à une guerre d'agression et ses produits ne peuvent concurrencer ceux de l'étranger. Le retard doit donc être rattrapé au plus vite. Encore une fois cependant, la modernisation à entreprendre porte sur l'appareil de production, sur les outils de connaissance et de défense mais non sur le mode d'organisation politique ni sur les valeurs fondamentales. Le passé doit servir le présent comme l'étranger doit servir le national⁽²⁾.

Il est étonnant que des matérialistes puissent concevoir que la transformation des techniques et des connaissances scientifiques permettra la pérennité et l'approfondissement des valeurs responsables de la civilisation chinoise, alors que le marxisme auquel ils adhèrent considère que les superstructures d'une société expriment l'état de ses forces productives. Toutefois, ces valeurs éternelles dont le rayonnement est appelé à s'étendre toujours davantage sont perçues comme l'objectif final de la société chinoise et l'aboutissement du développement de l'humanité, objectif que le bon gouvernement de la société permettra de réaliser⁽³⁾ grâce à la judicieuse utilisation des lois de la dialectique (« la juste solution des contradictions ») nées des composantes opposées et complémentaires de toute chose et qui sont le moteur du progrès⁽⁴⁾.

Il ne peut y avoir d'autre avenir souhaité que celui de la permanence de ces valeurs, ce qui implique le maintien de la fiction selon laquelle ces valeurs n'ont pas été transformées par le progrès continu des techniques et le développement que ce progrès a entraîné dans les structures sociales réelles de la Chine.

Le pouvoir qu'ont exercé les fonctionnaires et les lettrés chinois s'est en effet chargé d'analyser de manière critique les conséquences que toute conception nouvelle entraînait et de n'intégrer une innovation, autochtone ou d'origine étrangère, au système global que si elle ne risquait pas d'ébranler la cohérence du système établi, sa pérennité et son universalité. Les principes de base de la philosophie politique n'ont ainsi jamais été entamés alors que les moyens de production se sont perfectionnés, que les connaissances se sont étendues et que la société s'est diversifiée au point qu'au XIV^e siècle, les produits et les conceptions de la Chine n'étaient sous aucun rapport inférieurs à ceux d'aucune autre civilisation.

(2) Discours de Mao Tsé-tung du 21 décembre 1965, dans *Chairman Mao talks to the people*, pp. 234-235, publié par S. SCHRAM, Panthéon, 1974.

(3) Dans la tradition confucéenne, le bon fonctionnement de la société sous la direction des sages vertueux de l'antiquité a atteint cet objectif ; un retour aux bons principes est donc périodiquement réclamé.

(4) Cette notion est centrale dans la pensée de Mao Tse-tung ; il lui consacre notamment son discours sur *De la juste solution des contradictions au sein du peuple*, prononcé le 27 février 1957, Pékin, Editions en langues étrangères, 1961.

Il suffisait de permettre à des groupes de se développer en dehors de la société officielle, à des conceptions inorthodoxes d'exister pour autant qu'elles ne troublent pas l'ordre social, qu'elles ne cherchent pas à subvertir l'orthodoxie et se soumettent dans la vie politique au respect des convenances reçues.

Cette immobilité n'est en effet qu'apparente ; elle tient à la volonté des intellectuels dirigeants du pays qui qualifient d'immuables des structures dont ils ne décrivent qu'une image idéale. Les travaux d'histoire, de droit, de philosophie, de politique de la tradition classique ont tous ce même caractère pédagogique, universalisant et moralisateur ; ils livrent une vision corrigée de la réalité, de manière à inspirer à leurs lecteurs la conduite à suivre. Ces œuvres réinterprètent les faits réels afin de stigmatiser ce qui ne peut se produire qu'à la suite d'une erreur et d'informer sur le seul bon comportement possible.

L'objectivité n'a jamais été qu'une préoccupation vaine dans la tradition des lettrés confucéens ; elle est à présent considérée par les communistes détenteurs du pouvoir comme l'indifférence bourgeoise à l'égard des exigences de la révolution. La vérité historique est peu importante alors que ce qui compte, c'est l'appropriation du passé aux objectifs politiques contemporains. Il n'existe ainsi que fort peu de renseignements précis sur la société réelle de la Chine alors que les œuvres léguées par elle comprennent des monuments d'une richesse exceptionnelle quant à l'organisation modèle des hommes que poursuivent les membres de son élite dirigeante. Au-delà du domaine des sciences sociales d'ailleurs, s'exprime aussi cette volonté des gouvernants de nier l'existence d'une discipline quelconque qui prétend ne pas être soumise au système politique et ne pas le servir.

Cette tendance à enseigner, à ne mettre en valeur que ce qui justifie la conduite politique à adopter est toujours présente en Chine populaire. Elle explique que la première qualité requise d'un dirigeant est celle d'un pédagogue, que toute action ou pensée est appréciée en faveur du service qu'elle rend au pays et à son peuple, que l'histoire ancienne reste le catalogue des précédents à imiter ou à éviter et que des lignes de force de l'évolution chinoise sont érigées en lois de valeur universelle⁽⁵⁾.

La disparité entre l'enchaînement des événements véritables et la chronique qu'en rédigent les historiens chinois se retrouve dans tous les domaines des sciences humaines. La société réelle qui vit en Chine est très différente du miroir qu'en tracent ses idéologues officiels, anciens et actuels. Il n'existe pas de spécialité cloisonnée ni de science qui pût échapper au système des valeurs politiques élaboré par les gouvernants. Dans la Chine ancienne, ces gouvernants étaient les fonctionnaires et les lettrés liés à la catégorie des propriétaires fonciers ; intéressés à la permanence de l'ordre établi, ils s'efforçaient de mettre en évidence l'harmonie que réalise le respect de quelques principes de conduite en société, présentés comme dictés par l'ordre naturel. En République populaire de Chine, les

(5) De ce que la prise du pouvoir par le *Parti communiste chinois* ait été réalisée grâce à une longue lutte menée à partir de bases rurales, Lin Piao déduira le 3 septembre 1965 que la progression du communisme dans le monde doit emprunter la même voie : il faut que des bases révolutionnaires du peuple en armes s'établissent dans les zones rurales (les pays du tiers monde) et qu'elles investissent peu à peu les villes où siège le pouvoir (les pays les plus développés). LIN Piao, *Vive la victorieuse guerre du peuple*, dans *Pékin Information*, n° 36, Pékin, 6 septembre 1965.

gouvernants que sont les cadres supérieurs du parti communiste imposent leur conception politique globale avec d'autant plus de sûreté que cette conception exprime les lois scientifiques du développement socialiste. Leur emprise pénètre encore plus profondément dans le tissu social puisque l'Etat dirige à présent toutes les activités économiques, sociales et culturelles et que toutes les formes d'expression humaine sont strictement soumises à l'impératif politique. Les sources d'informations non officielles sur la société et les mentalités que constituaient les romans, les pièces de théâtre, la poésie, la peinture sont à présent taries par la dépendance totale de toute pensée envers l'idéologie.

Ceci permet d'apprécier l'immensité des tâches à accomplir pour réaliser l'ambitieux programme de modernisation dans lequel s'engage la Chine depuis février 1978, après plusieurs tentatives avortées. Au contraire des « Anciens », les « Modernes » actuels de la Chine ont pris conscience de ce que les mentalités, les règles mêmes d'organisation de la société doivent être transformées, de ce que l'utilisation avec fruit des acquis de la science implique l'adhésion à la méthode expérimentale et la conversion à une nouvelle superstructure.

Réussir un tel saut qualitatif, et de manière accélérée de surcroît, est d'autant plus difficile que la Chine ne dispose pas du personnel intermédiaire formé aux conceptions modernes qui est requis pour encadrer la population et que, d'autre part, la population a été enrôlée de force et de plus en plus passivement dans des mouvements de mobilisation politique sans en comprendre la portée.

Après le mouvement très violent de critique de Confucius qui a secoué la Chine en 1973-74 et que les dirigeants déclarent, à présent, avoir été mené, non pour rompre avec la mentalité ancienne, mais en vue de permettre à une faction d'usurper les leviers du pouvoir, il est impossible d'entreprendre la cure de désintoxication véritable qui détruirait la mentalité traditionnelle de soumission totale aux gouvernants. La volonté de certains dirigeants chinois actuels qu'expriment des directives comme celle « d'émancipation des esprits » et celle de « recherche de la vérité dans les faits et non dans une doctrine » est la prolongation évidente du grand mouvement iconoclaste du 4 mai 1919, au cours duquel des intellectuels chinois ont imputé à la bureaucratie confucéenne la responsabilité de l'arriération de leur pays et ont désigné comme piliers de la nouvelle société chinoise la science et la démocratie⁽⁶⁾. Toutefois, la modernisation, encore une fois, s'oriente vers l'adoption de tout ce qui peut contribuer aux forces de production et vers le rejet de tout ce qui risque d'ébranler les principes fondamentaux de l'organisation politique forgée par le parti communiste : oui à la technologie et à la liberté en sciences exactes, mais non à la pluralité des conceptions politiques⁽⁷⁾.

Une fois de plus pourront être sinisés tous les outils qui renforcent l'organisation politique établie et qui cimentent la façade unitaire alors que la société est bien moins unidimensionnelle que le reflet qu'en fournissent les intellectuels détenteurs du pouvoir.

(6) A propos de cette première révolution culturelle, voir notamment M. ENGELBORGHES, *Les étapes de la révolution culturelle de la Chine : 1919-1974*, Bruxelles, Institut belge des hautes études chinoises, 1975.

(7) Quatre principes intangibles dessinent la limite imposée au mouvement de démocratisation : il faut en effet respecter la voie socialiste, la dictature du prolétariat, la direction du *Parti communiste chinois* et le marxisme, le léninisme et la pensée de Mao Tsé-tung.

Unité et hétérogénéité culturelles

L'Etat chinois, sous l'Empire comme sous le régime de la République populaire, étend sa souveraineté non seulement sur le territoire peuplé par les Hans et qui est celui de la Chine historique (environ 3.500.000 km²), mais aussi sur d'immenses espaces (plus de 6 millions de km²) non assimilés culturellement à la civilisation chinoise, où vivent des minorités nationales soit des peuples dotés de cultures très différentes. Les Chuang, les Ouighoures, les Mongols, les Tibétains en sont les groupes les plus nombreux et les plus connus ; le recensement de 1953 fait état de plusieurs dizaines de minorités nationales différentes, qui représentent un peu plus de 35 millions d'individus, soit 6% de la population totale. Etablies dans des territoires périphériques qui, traditionnellement, ont gardé les mœurs de la Chine, ces populations ne se livrent pas à l'agriculture intensive, spécialisée dans les récoltes céréalières, des Chinois proprement dits ; ils ne vivent pas groupés en communautés villageoises sédentaires et denses mais, au contraire, ce sont des éleveurs, des chasseurs, des forestiers, des écobueurs incorporés à la Chine par la volonté politique du gouvernement central, pour la majeure partie d'entre eux dès avant l'ère chrétienne.

Organisés à présent en régions administratives distinctes, dotées d'autonomie, ces territoires font partie de manière indéfectible de la République une et indivisible et leur population jouit des mêmes droits et doit satisfaire aux mêmes obligations que tous les citoyens ethniquement et culturellement chinois. L'emprise de la Chine s'explique par la supériorité effective des techniques dont les Han ont disposé, par la nécessité pour le gouvernement central d'assurer le contrôle des zones stratégiques qui gardent les voies de pénétration vers le centre développé du pays et cette emprise a été généralement tolérée parce que le pouvoir politique chinois s'est contenté de n'y imposer, sous forme d'une administration indirecte, que le minimum de présence militaire et administrative requise par la sécurité, souvent sans modifier les modes de vie traditionnels, sauf pendant les périodes de crise où la tutelle était remplacée par l'imposition de l'alignement total sur les normes des Han. Actuellement, le gouvernement et le *Parti communiste chinois* permettent les particularismes culturels qui ne menacent pas l'unité chinoise et cherchent à restaurer la confiance des populations allogènes envers Pékin, que la politique de brutale assimilation pratiquée entre 1958 et 1976 avait totalement détruite. La conception qui doit prévaloir en vue d'aboutir à une intégration sans heurts est définie de manière exemplaire dans le texte choisi comme programme de l'équipe dirigeante après l'élimination de la « bande des quatre »⁽⁸⁾.

(8) Soit le texte du discours du 25 avril 1956 de MAO Tsé-tung, *Sur les dix grands rapports*, dans *Pékin Information*, n° 1, pp. 10-27, 3 janvier 1977 dans lequel le 6^e chapitre s'intitule : *Le rapport entre les Han et les minorités nationales*, qui déclare notamment : « Les minorités nationales ont une population peu nombreuse mais elles vivent dans de vastes régions. Du point de vue démographique, les Han représentent 94%, c'est-à-dire la majorité écrasante de la population du pays. S'ils pratiquaient le chauvinisme grand-han et la discrimination à l'égard des minorités nationales, ce serait très mauvais. Or, qui habite la plus grande partie du territoire ? Ce sont les minorités nationales qui occupent 50 à 60% de la superficie totale. Nous disons que la Chine possède

Cette volonté d'unification ignore délibérément aussi la très grande hétérogénéité de langue, d'histoire, de culture populaire qui règne au sein de la population chinoise proprement dite, qui vit dans des conditions locales très différentes à l'intérieur d'un territoire qui s'étend du 20^e au 40^e degré de latitude nord. L'unité réelle qui cimente les Chinois réside dans la culture officielle commune qui gomme les réalités et souligne l'unanimité des bonnes règles de comportement, les impératifs propres au gouvernement chinois : travail intensif de la terre, spécialisation dans les cultures céréalières, absence de recherche du profit, regroupement en familles, clans, villages sous le contrôle d'un encadrement étroit et la soumission aux chefs de ces cellules : pères de famille, chefs de clans, notables ruraux et enfin, fonctionnaires dépêchés dans les districts par le pouvoir central pour agir comme les père et mère de leurs administrés, frugalité, mépris du gaspillage et de l'aisance facile, recherche d'un certain égalitarisme requis par la complémentarité et la solidarité, qui assure l'harmonie sociale et le bien-être et rend toute révolte ou contestation du pouvoir injustifiée.

L'écran moralisateur que superpose à la réalité l'élite dirigeante fait aussi apparaître la société chinoise comme tendue de manière unanime par la même volonté de bienveillance, d'équité, de connaissance et de pratique des bonnes manières ; le pouvoir n'y est exercé que par des sages capables d'assumer les responsabilités de leurs charges. Au sommet de la hiérarchie, les fonctionnaires sélectionnés sévèrement d'après leur instruction, qui assument l'administration de l'Etat et rendent la justice, ensuite les lettrés et les notables locaux formés aux mêmes conceptions et dotés d'expérience dans le maniement des hommes, puis les chefs de famille qui règlent tout le domaine des rapports personnels.

Ce n'est donc théoriquement ni la naissance, ni la force née des pouvoirs transcendants qui sont les critères d'accès à la puissance politique ; uniquement la connaissance et le respect des règles de vie en société, déduites des impératifs de la nature. Le bon sens et la fermeté suffisent à la base, l'étude approfondie de l'expérience que les générations précédentes ont enseignée s'y ajoute, lorsqu'il s'agit de prendre des responsabilités plus larges.

Cet énoncé n'est évidemment en rien conforme aux principes d'organisation réels : la plupart des minorités nationales sont animées par une doctrine religieuse (islam, bouddhisme) et certaines forment des sociétés théocratiques (Tibétains).

Au sein des Han mêmes, ce sont les Chinois du Nord, terriens, mangeurs de blé et de millet, qui ont forgé les valeurs de frugalité, de travail acharné, d'obéissance aux dirigeants politiques et qui les ont imposées aux populations du Sud, plus entreprenantes et moins disciplinées, attirées par le commerce et soucieuses de « consommation ».

un vaste territoire, de riches ressources et une forte population ; en réalité, ce sont les Han qui ont une « forte population » et ce sont les minorités qui disposent d'un vaste territoire et de riches ressources, pour ce qui est du sous-sol du moins, ce sont fort probablement elles qui possèdent de « riches ressources » (pp. 18-19). « Nous devons établir de bons rapports entre les Han et les minorités nationales et consolider l'union de toutes nos nationalités, pour conjuguer nos efforts dans l'édification de notre grande patrie socialiste » (p. 19).

Typologie sociale

Selon la littérature officielle, la société chinoise ne comprend que quatre groupes socio-professionnels et, en fait, deux de ces groupes qui représentent ensemble près de 90% de la population, réunissent la totalité des membres honorables de la société. Ce sont celui des fonctionnaires, des lettrés et des notables ruraux d'une part, celui des paysans de l'autre. Sont aussi mentionnés les travailleurs manuels, soit les artisans et les ouvriers et, au bas de l'échelle sociale, les marchands, méprisables parce que mus par la recherche du profit et qui n'occupent qu'un rôle considéré comme parasitaire : l'échange ne participe ni à la production des biens ni à l'administration jugée nécessaire.

Les fonctionnaires sont des lettrés, formés aux classiques des belles-lettres et de la philosophie, qui ont réussi les examens d'entrée dans la fonction publique. Leur compétence est générale ; elle découle de leur degré de culture littéraire et non de leur maîtrise d'une technique particulière. Ils dirigent les services centraux de l'Etat, l'administration des provinces et celle des districts, aidés pour les tâches d'exécution par du personnel subalterne qui ne participe pas à la fonction publique. Dès avant le III^e siècle avant Jésus-Christ, les services de l'Etat sont organisés de manière étonnamment efficace et selon des critères objectifs : les fonctionnaires sont nommés après une sélection sévère, ils sont tenus d'appliquer des règles précises, générales et impersonnelles, obligés de rendre compte de leur gestion et sont révocables. L'Etat dispose ainsi d'un personnel de qualité, modestement rétribué en raison du prestige lié à la fonction publique et des principes de modération sur lesquels est fondée l'idéologie politique. L'Etat réduit ainsi le développement de mouvements subversifs en enrôlant à son service les talents des personnes les plus instruites et en liant le maintien du régime en place à la sauvegarde des intérêts de ses grands commis et du groupe social dont ils sont issus.

Ces fonctionnaires forment une véritable élite ; ils n'ont jamais été plus de 40 000, même au XIX^e siècle, lorsque la Chine compte 450 millions d'habitants. Au bas de la pyramide administrative, un seul fonctionnaire a la charge d'un district (il en existe un peu plus de 2 000 pendant toute la période impériale). Un seul homme doit ainsi établir l'assiette de l'impôt et percevoir les recettes de l'Etat, tenir le cadastre et les registres de population, afin de répartir les obligations, organiser les travaux d'utilité publique, rendre la justice, maintenir l'ordre et l'orthodoxie morale, assurer la diffusion du savoir, de nouvelles techniques, spécialement dans le domaine de l'agriculture.

Lorsque ce système d'administration directe a été établi, chacun des districts de Chine abritait en moyenne quelque 500 familles ; la croissance lente mais continue de la population a abouti à ce qu'un seul fonctionnaire ne puisse plus entretenir les contacts directs avec les villages et les familles de sa circonscription : au XVIII^e siècle, chaque district comprend plus de 20 000 familles en moyenne et actuellement, plusieurs districts comptent plusieurs millions d'habitants. Le fonctionnaire chargé d'un ressort territorial densément peuplé doit en conséquence se faire aider et, comme il ne dispose d'aucun budget dans ce but (ses quelques employés sont à charge de sa cassette), il associe au maintien de la paix locale, les lettrés et les notables ruraux, soit ceux qui en sont capables parce

qu'ils ont l'instruction nécessaire et appartiennent à la même couche sociale et culturelle que lui. Ces auxiliaires bénévoles qui adhèrent aux conceptions de philosophie politique de l'Etat chinois vont collecter l'impôt, répartir les corvées, procéder aux arbitrages dans les différends interpersonnels, organiser la police, assurer l'endocritinement, veiller au respect des principes de comportement en société prescrits par le confucianisme. Ils le font au nom du fonctionnaire dans la partie du district où ils sont établis en agissant comme l'intermédiaire entre le délégué de l'Empereur et la population d'un village, de plusieurs villages ou d'un clan. A ces chefs qui mettent en place une sorte d'administration indirecte, seront joints peu à peu les membres les plus riches ou les plus influents des communautés rurales (marchands, usuriers) intéressés par les revenus occultes qu'ils tirent de leur rôle d'auxiliaire (par commissions et corruption véritable). Les fonctionnaires peuvent alors assurer la coordination au niveau du district, maintenir les rapports avec les niveaux supérieurs de l'administration des provinces et de l'Etat central et limiter leurs interventions aux dossiers les plus importants (les crimes et les délits politiques).

Les paysans qui ont toujours représenté plus de 80% de la population ne forment pas une classe sociale homogène. Ils comprennent, en effet, une minorité de propriétaires absenteïstes qui confient l'exploitation de leur domaine à des intendants ou à des fermiers et pour lesquels la rente foncière ne constitue souvent qu'une partie mineure de leurs revenus ; le commerce, l'organisation de services, l'usure, l'affairisme, la participation à la gestion des communautés rurales ou, enfin, la fonction publique, constitue en effet leur occupation lucrative principale. Figurent aussi parmi les paysans, les propriétaires de domaines plus ou moins étendus dont une partie est mise en exploitation par des fermiers et le groupe numériquement le plus important des paysans qui travaillent simultanément les terres qui leur appartiennent et des champs pris en location. Enfin, sont aussi englobés sous l'étiquette générale de paysan, les ouvriers agricoles qui ne possèdent aucun bien foncier et qui louent leurs services comme tenanciers, comme travailleurs saisonniers ou comme valets de ferme.

Les artisans et leurs ouvriers ainsi que la main-d'œuvre occupée dans les manufactures et les entreprises de type industriel (menuisiers, métallurgistes, charpentiers, forgerons, travailleurs des manufactures de papier, de porcelaine,...) sont relativement peu nombreux ; leurs rangs se gonflent cependant dès le XI^e siècle, mais la place véritable qu'ils occupent n'est pas illustrée dans les sources officielles. C'est cependant la quatrième strate sociale qui est la plus systématiquement passée sous silence : celle des marchands, de ceux qui se livrent aux échanges dans un esprit de lucre. Leurs activités, strictement contrôlées, ne se déploient que moyennant la protection des membres de l'administration, qui en tirent des bénéfices inavoués (ils sont la préfiguration de ce que le *Parti communiste chinois* désignera sous l'appellation de bourgeoisie bureaucratique).

En dehors de ces quatre professions qui sont reconnues, prolifèrent enfin, comme dans toutes les sociétés développées, une série de métiers et de services qui apparentent ceux qui s'y exercent au statut de parias. Moines, prêtres, médecins, entremetteurs, comédiens, artistes, mendiants, transporteurs, restaurateurs, soldats sont en marge de la bonne société, tolérés parce qu'indispensables, mais uniquement tant qu'ils ne dirigent pas de menaces envers l'ordre social dominant.

Le commerce, l'esprit d'entreprise, la constitution de spécialités par la diversification des besoins, le pluralisme des conceptions philosophiques et religieuses sont bien plus profondément répandus que ne le laisse paraître la description moralisatrice de la société, dans laquelle l'unanimité confucéenne doit apparaître aussi totale que les convictions socialistes à l'unisson dans la société contemporaine. Tous les documents officiels publiés depuis 1949 estiment à 5% les éléments non convertis aux idéaux du *Parti communiste chinois* et il arrive très souvent que le discours politique impute à des dirigeants dévoyés le dessein de gonfler mensongèrement le nombre des opposants au régime pour mieux imposer les transformations qu'ils veulent réaliser.

La recherche du profit est l'un des mobiles les plus forts de l'action des hommes et la société chinoise ne constitue pas une exception sur ce plan, malgré l'écho tout différent qu'exprime en chœur la documentation officielle : c'est qu'il est de mauvais ton de l'exprimer alors que les nobles principes et les bonnes manières qui doivent caractériser le modèle de civilisation chinoise assurent son rayonnement dans le monde.

Ceci permet de comprendre mieux la lutte qui a opposé avec tant de violence les « deux lignes politiques antagonistes » en Chine entre 1958 et 1976, à propos de la meilleure manière de rémunérer les travailleurs. Aux stimulants matériels à utiliser pour récompenser les efforts productifs, selon les tenants de la ligne révisionniste, la ligne révolutionnaire prétendait substituer la mobilisation des volontés et le besoin de solidarité et d'égalitarisme, mais elle était cependant disposée à s'accommoder des inégalités indispensables, à condition de les considérer comme de regrettables séquelles d'une situation héritée du passé et à rectifier très rapidement.

La terre, proclamée la seule source de richesse honorable, a été répartie de manière équitable et périodique par des gouvernants vertueux entre les chefs de famille qui la cultivent. Le domaine familial devait permettre la subsistance s'il était bien cultivé ; il fournissait en plus à l'Etat l'impôt, les corvées et le contingent (soit en prestations, soit en contributions en espèces) et son exigüité même garantissait contre l'émergence de foyers potentiels de concurrence vis-à-vis du pouvoir. L'administration soutenait l'agriculture mais ne se chargeait pas de son exploitation ; les paysans pouvaient légitimement compléter leurs revenus par du petit élevage, de l'artisanat domestique et vendre leurs produits sur les marchés ruraux.

Les coopératives socialistes, généralisées en Chine dès 1957, permettaient le maintien de ce secteur privé en marge de l'économie collective, alors que les communes établies en 1958 et celles qu'appelaient de leurs vœux les plus radicaux des protagonistes de la révolution culturelle et de la lutte contre les droits bourgeois en 1975-76, proscrivaient toute activité individuelle ou familiale et toute trace d'économie de marché. L'idéal d'une société communiste dans laquelle chacun est rémunéré en fonction de ses besoins était présenté comme accessible, grâce à des réformes de structures, avant qu'ait pu être réalisée l'abondance des biens produits, et cela d'autant plus aisément que sous les districts, où s'arrêtait l'administration directe (jusqu'en 1936), avaient été créés des rouages de l'Etat (les villages administratifs qu'ont remplacés les communes populaires en 1958)

qui assuraient la fusion entre le pouvoir politique et la gestion économique, et plaçaient donc toute la population sous le contrôle et les ordres directs du gouvernement et du parti.

Actuellement, à la terre toujours source principale de richesse, s'ajoutent l'industrie et les professions honorables de cadre et de soldat. Les ouvriers forment évidemment la classe d'avant-garde, mais les soldats ont la mission de maintenir praticable la voie empruntée pour édifier la société socialiste.

En 1966, le peuple a été proclamé ne plus comprendre que les ouvriers, les paysans et les soldats et l'organisation étatique devait dorénavant conférer tout le pouvoir aux ouvriers. C'était évidemment une audacieuse prophétie simplificatrice dont les événements postérieurs à 1976 ont reporté l'avènement à un lointain avenir. Le peuple comprend à nouveau quatre classes amies, les ouvriers, les paysans, les intellectuels et la bourgeoisie nationale.

Les paysans représentent toujours 80% de la population. Si plus aucun paysan n'est propriétaire de la terre qu'il travaille, différents statuts existent au sein de la paysannerie. La majorité des paysans vivent regroupés en équipes et brigades de production, puis en communes populaires. L'équipe de production (il y en a 5 millions actuellement et, en moyenne, chacune regroupe 150 habitants) est propriétaire des terres collectives, des outils de production et constitue l'unité d'organisation du travail et de comptabilité. Chaque travailleur d'une équipe reçoit une participation aux bénéfices d'exploitation, proportionnelle à ses prestations et une ration de céréales, d'oléagineux et de coton pour chaque membre de son ménage. Le revenu moyen réparti dans les communes populaires en 1979 s'est élevé à 80 yuan par an et par travailleur⁽⁹⁾.

Les paysans membres des communes sont à présent rétablis dans leurs droits (article 7 de la Constitution du 5 mars 1978) de cultiver des petites parcelles, de posséder du bétail et de la volaille, de se livrer à des productions subsidiaires familiales et de vendre le produit de ces activités privées sur des marchés ruraux aux conditions que détermine le mécanisme de l'offre et de la demande. Ces activités représentent entre 25 et 40% du revenu global d'un ménage paysan.

Certains membres des communes travaillent, de manière saisonnière ou permanente, dans des entreprises artisanales ou industrielles créées par les collectivités rurales et y touchent une rémunération par journée de travail légèrement supérieure à la valeur des points conquis par une journée prestée sur les champs collectifs.

Enfin, un petit nombre d'ouvriers agricoles, affectés à l'exploitation des fermes d'Etat, fournit la main-d'œuvre salariée par les pouvoirs publics, propriétaires de ces terres, et ce sont les seuls travailleurs agricoles qui bénéficient des garanties de sécurité sociale et de pensions attribuées au personnel attaché au secteur de la propriété du peuple tout entier, c'est-à-dire la propriété nationale. Dans les communes, les vieux membres sont à la charge de leurs enfants ou du fonds du bien-être du collectif auquel ils ont été attachés ; les malades ont accès à

(9) KANG Shien au Comité national de la Conférence politique consultative du peuple chinois, 27 décembre 1979. 1 yuan = ± 20 FB.

des services sanitaires organisés par les communes et les brigades s'ils ont cotisé à titre individuel à la coopérative médicale. Les écoles, gérées par les collectivités rurales, à partir de prélèvements sur leurs bénéfices, perçoivent une participation aux dépenses par élève inscrit, ce qui constitue une charge relativement lourde pour les parents de famille nombreuse.

En comparaison avec les ruraux, les ouvriers constituent une minorité privilégiée, forte d'une cinquantaine de millions d'individus au service des entreprises industrielles de l'Etat central, des provinces et des districts. Leur revenu moyen est estimé à 644 yuan par an en 1978 et à 700 yuan en 1979⁽¹⁰⁾, auquel s'ajoutent les avantages d'un régime de pension, d'accès à des services médicaux gratuits de l'Etat, à des établissements scolaires de qualité et de vivre dans les centres urbains.

Les employés et cadres de l'administration, du parti et des organisations de masse, ainsi que des entreprises du secteur de l'Etat, sont soumis à une échelle étendue de rémunérations qui va de 600 à 3000 yuan par an, avec couverture de la sécurité sociale et régime de pension. Ce groupe (estimé à plus de 25 millions de travailleurs) englobe du personnel subalterne, la main-d'œuvre technique et de maîtrise, les enseignants, les dirigeants des entreprises, les fonctionnaires, les ministres et les membres des instances dirigeantes du *Parti communiste chinois* (dont les revenus officiels, de l'ordre de 5500 yuan par an, sont complétés par de multiples avantages en nature : logement, véhicule de fonction, personnel domestique, par exemple). L'accent mis sur la compétence et sur la nécessaire sélection des plus doués est appelé à développer les inégalités en faveur de la frange supérieure de cette catégorie ; le revenu moyen publié (644 yuan par an en 1978 et 700 yuan en 1979) couvre tout le personnel du secteur nationalisé, tant employé qu'ouvrier.

En dehors de la majorité soumise à l'idéologie dominante, existe une frange qui suscite la même méfiance que celle qui frappait anciennement les marchands. C'est le groupe des anciens indépendants, industriels, commerçants, techniciens, membres de la « bourgeoisie nationale », dont le sort a subi des variations énormes. Considérés comme maîtrisant des connaissances indispensables au redressement de l'économie, ils ont été dépossédés de leurs biens de production mais engagés dans le secteur de l'Etat et dotés de revenus pour leurs propriétés expropriées. Appelés à contribuer à la modernisation du pays, ils ont été protégés entre 1949 et 1966 comme à nouveau depuis 1977, parce qu'ils ne risquent pas de troubler l'ordre imposé par le *Parti communiste chinois* et qu'ils sont strictement contrôlés. La révolution culturelle et la période du règne de la « bande des quatre » les ont classés en dehors du peuple, les ont exclus du bénéfice de la démocratie et les ont placés sous la dictature du prolétariat en tant qu'ennemis du socialisme.

Ce groupe des ennemis du socialisme ne comprenait, après l'établissement de la République populaire en octobre 1949, que les partisans du régime aboli, les contre-révolutionnaires et les criminels. Mais il s'est progressivement étendu à chaque radicalisation de la révolution : y ont été englobés les propriétaires

(10) Communiqué du bureau d'Etat des statistiques du 27 juin 1979 (pour le chiffre de 1978), *Pékin Information*, p. 36, 9 juillet 1979 ; déclaration de M. KANG Shien, pour la moyenne de 1979, 27 décembre 1979.

fonciers absentéistes, privés de leurs terres par la réforme agraire de 1950, les paysans riches, dépossédés par la collectivisation de l'agriculture, puis les droitiers, soit les contestataires du nouveau régime mis en évidence par la rectification qui a suivi les *Cent fleurs* en 1957, les révisionnistes, les bourgeois, les experts et enfin, les intellectuels qui ont été dénoncés comme opposants à la ligne révolutionnaire à partir de 1966. Ces catégories « noires » vont former un groupe de véritables parias ; leurs membres sont privés des droits politiques et servent de boucs-émissaires dans toutes les campagnes révolutionnaires. Condamnés à la rééducation par le travail, ils ne pouvaient ni entrer dans l'armée, l'administration, les organisations de masse (les syndicats, par exemple), ni devenir membres réguliers des communes populaires. Cette dictature intégrale du prolétariat qui les frappait ainsi que les membres de leur famille et leurs enfants interdisait à leurs descendants de faire des études, rendait leur mariage difficile et l'étiquette infamante était héréditaire : ainsi, les petits-enfants d'un ancien propriétaire foncier dépossédé en 1949 étaient considérés eux-mêmes comme anciens propriétaires fonciers et donc ennemis du socialisme.

Dès 1977, le programme des quatre modernisations dans lequel s'engage l'équipe dirigeante après Mao, supprime la catégorie des droitiers, libère en 1978 de l'opprobre tous ceux qui se sont réformés et dont les compétences sont utiles : les intellectuels, les experts, les artistes, les techniciens de l'industrie, du commerce, de la gestion agricole. Les avantages consentis aux membres de la bourgeoisie nationale avant 1966 leur sont rendus avec effet rétroactif et des postes leur sont ouverts dans les entreprises de l'Etat. Les anciens propriétaires fonciers et paysans riches et leurs descendants deviennent membres réguliers des communes et peuvent être élus chefs des équipes de production.

Subsiste cependant la catégorie des hors-caste sur lesquels s'exerce toujours la même dictature : ce sont les opposants à la tendance actuelle, soit les nouveaux éléments bourgeois, les partisans de l'ultra-gauche et de la démocratie anarchique et quelques endurcis de longue date mais non encore réformés. La dichotomie entre le peuple et les ennemis du socialisme se perpétue et elle détermine deux régimes fort différents : celui de la démocratie et de la rééducation clémentine, dont bénéficient les bons citoyens, qui représentent 95% de la population, et le statut d'exclu du peuple et donc de la protection du droit commun, pour les 5% d'irréductibles.

L'individu dans la société

La société chinoise telle que la décrivent les sources officielles n'est pas formée d'individus, mais de groupes de familles, de villages et de clans. Ces groupes sont autonomes dans la mesure où leurs membres subviennent à leurs besoins, paient les impôts, assument une part dans les travaux d'utilité publique, ne troublent pas l'ordre et affichent le respect de la morale civique⁽¹¹⁾.

(11) Voir à ce propos *L'évolution de la famille en Chine*, dans *Les rôles familiaux dans les civilisations différentes*, Bruxelles, U.L.B. - Editions de l'Institut de sociologie, 1971.

La description des réalités sociales présentées comme dictées par la nature correspond, en fait, aux besoins de la pratique bureaucratique de l'élite qui détient le pouvoir politique. L'Etat central n'étend son administration directe que jusqu'aux districts et utilise le regroupement de la population en parentés fictives dont le chef est responsable du comportement de tous les membres envers les pouvoirs publics : c'est le rôle que remplissent tous les auxiliaires officieux des fonctionnaires qui assurent le relais entre le district et les ménages.

L'organisation de base est la famille, mais elle est coulée dans le moule qui convient aux détenteurs du pouvoir. La famille est formée des descendants de son chef : le mâle le plus âgé de la plus ancienne génération encore représentée ; c'est lui qui prend théoriquement toutes les décisions pour les membres de sa maisonnée et c'est lui qui est tenu comme responsable du respect par chacun d'eux des principes de comportement dans la société.

Ce chef règle les rapports personnels au sein de sa famille selon les principes de la société globale : avec bienveillance, équité, sagesse et selon l'étiquette. Par assimilation, le membre le plus éminent d'un village agit de même et règle tous les différends par arbitrage et conciliation. Seuls sont déferés au fonctionnaire les cas qui violent les normes d'ordre public.

C'est donc en vue de pallier la sous-administration directe que l'élite dirigeante considère qu'à la base de la société, les individus sont tous rattachés à un groupe et placés sous la direction du chef responsable de ce groupe. La fiction consiste à considérer que chaque famille comprend son patriarche avec son épouse et ses éventuelles concubines, ses fils mariés avec leurs enfants ainsi que ses filles non encore mariées. Vivent aussi avec ce chef de famille ses frères plus jeunes avec leur propre descendance, ainsi que le personnel domestique au service de la famille. L'idéal est celui de cinq générations sous un même toit. Chaque père de famille a l'obligation de marier ses enfants. Ses fils continuent à participer à la vie et aux dépenses de son ménage d'origine, même s'ils s'en éloignent pour travailler, alors que les filles mariées deviennent membres de la famille de leur époux. Comme la majorité de la population ne partage pas ce mode de vie en famille étendue et s'organise en cellules familiales plus étroites, l'administration s'efforce de constituer des regroupements familiaux fictifs en voisinages et en villages placés sous la direction d'un notable et au sein desquels règne un système de responsabilité collective qui repose sur les chefs des ménages qui y participent. Sont ainsi éliminés des contacts avec l'administration, tous les individus qui n'ont pas les qualités requises pour exercer la parcelle d'autorité que l'Etat doit déléguer.

La littérature officielle n'évoque que les familles organisées sur le modèle de celles qui existent au sein de la minorité riche et elle ignore les isolés, les célibataires, les marginaux⁽¹²⁾.

Au sein de la famille comme au sein des regroupements plus larges, doivent être observés les principes sur lesquels est basée l'organisation étatique, soit le respect des hiérarchies, la primauté des mâles, des vieux, des instruits, des

(12) A ce propos, voir M. ENGELBORGH, *Les isolés comme facteur de transformation dans la société chinoise*, dans *Le Célibat*, Editions de l'Université de Bruxelles, 1974.

responsables sur les femmes, les jeunes, les travailleurs manuels et les exécutants, dans un encadrement contrôlé, coordonné et soutenu par l'Etat. Le fils se comporte envers son père comme l'employé envers son employeur et comme le ministre envers l'Empereur, *pater familias* de tous les Chinois.

Malgré la cohérence extraordinaire qui résulte de cette organisation, des conceptions inorthodoxes se sont cependant répandues et des groupes marginaux ont existé, tolérés s'ils ne rompaient pas la façade d'harmonie et n'attaquaient pas à la charpente fondamentale de l'ordre établi. Il en va de même pour toutes les déviances : tant qu'elles ne créent pas de scandale public, il est possible de les passer sous silence et d'abandonner leur répression ou leur couverture aux chefs des groupes d'encadrement traditionnel. C'est ainsi que la littérature officielle accrédite une vision idyllique de la société chinoise dans laquelle les mœurs sont d'une remarquable pureté : les femmes sont chastes, les hommes observent la fidélité conjugale au sein des ménages polygames, la délinquance n'est le fait que de rares éléments mal encadrés, pour la plupart récupérables.

C'est donc d'autant plus facilement que le puritanisme des dirigeants qui prennent le pouvoir en 1949 les amène à décrire leur pays comme la citadelle des vertus. Le vol, les débordements de la sexualité, les crimes ont été éliminés dans la société socialiste et seuls les ennemis du régime commettent encore de pareilles violations de la morale civique.

Malgré la conversion au marxisme-léninisme, la Chine n'a pas encore transformé vraiment les sujets de son administration : les familles, — ou les groupes qui y sont apparentés, — continuent à former la base de la société et non les individus. La République populaire a pu ainsi vivre sans code civil ni ensemble de lois sur les personnes, alors que la pénétration des conceptions révolutionnaires dans le corps social s'opère notamment grâce à des lois qui réforment les groupes : c'est le cas de la loi sur le mariage du 30 avril 1950.

Cette loi fonde l'union des époux sur la libre volonté des parties, la monogamie, l'égalité des droits et elle interdit l'intervention de tiers, précisément celle des parents qui, traditionnellement, décidaient des unions. Les époux ont cependant l'obligation d'enregistrer leur mariage. Or, cette loi qui se propose de libérer l'individu des contraintes familiales anciennes va très rapidement se révéler l'outil capable de le soumettre sans plus aucun écran protecteur aux ordres de l'administration et du parti. L'attachement à une cellule reste en effet indispensable ; l'obéissance et le dévouement au père de famille ou au chef d'un regroupement plus large, sont à présent dus aux organisations de quartier, aux cellules des mouvements de masse, aux unités de production, qui englobent de leurs réseaux chaque individu et le guident dans toutes les manifestations de sa vie.

L'âge au mariage est fixé par la loi à 20 ans pour les hommes et à 18 ans pour les femmes. La prise de conscience de plus en plus vive de la nécessité d'imposer un frein à la natalité s'exprime dans les mesures destinées à retarder le mariage à 28 ou 30 ans pour les hommes et à 25 ans au moins pour les femmes : c'est le bureau des enregistrements des mariages qui est chargé de faire respecter ces prescriptions. Il doit aussi, avant de délivrer le certificat de mariage, obtenir l'accord écrit des autorités responsables quant à l'union recherchée : comité

d'entreprise, dirigeant de l'unité de production à laquelle est attaché le candidat, comité de rue ou de quartier de son domicile⁽¹³⁾.

Cette procédure permet la prise en considération des attitudes au travail, des comportements sociaux, des convictions politiques, de l'origine sociale des futurs époux, qui doivent toujours être assortis, non plus en fonction de leurs conditions économique et sociales, mais en fonction de leur attitude envers le nouveau régime.

Lorsque les dispositions relatives au divorce contenues dans la loi seront interprétées de manière restrictive en raison, principalement, des problèmes créés par la multiplication des divorces qui laissent sans soins les vieux, les enfants, pour la prise en charge desquels des institutions spéciales n'ont pas encore été créées, les mêmes enquêtes aboutiront en pratique à n'autoriser la dissolution du mariage que pour des problèmes graves et des délits d'ordre politique. L'amour n'est re-légitimé qu'en 1977...

La famille a cessé d'être l'unité de production, de consommation et d'éducation avec la collectivisation de l'agriculture, de l'artisanat et du commerce et la nationalisation de l'industrie. Elle ne représente plus que l'ancrage de liens affectifs, la cellule responsable des enfants et des parents survivants des époux, plus généralement ceux du mari. Toutefois, la détermination de la taille de la descendance échappe à la libre volonté du couple et est soumise à une très forte pression sociale avec l'intensification du mouvement en faveur de la limitation des naissances. Les conditions mêmes de l'emploi, de la rémunération, du logement, de l'accès aux soins de santé et à l'enseignement sont de plus en plus sévèrement définies en fonction du degré d'obéissance aux directives qui limitent le nombre des enfants à mettre au monde. Si jusqu'à présent, un des enfants d'un ménage de travailleurs du secteur du peuple tout entier était généralement engagé par l'entreprise publique qui a employé le père jusqu'au moment de sa mise à la retraite, les dispositions réglementaires adoptées au cours de l'année 1979 réservent aux enfants uniques ces postes enviés dans le secteur de l'économie nationale, comme elles accordent à ces enfants uniques le bénéfice gratuit des soins de santé et de l'instruction, tant en ville que dans les campagnes. Ce n'est que par survivance de la tradition que certains couples bravent ces entraves économiques et culturelles pour obéir aux désirs de leurs parents d'assurer la perpétuation de la lignée par un fils toujours attendu après la mise au monde de plusieurs filles...⁽¹⁴⁾, ou lorsque la liberté retrouvée d'initiatives familiales d'ordre commercial et artisanal permet de vivre de ces revenus conquis en dehors du secteur étatique ou collectif.

Si ces mesures sont brutales, elles ouvrent le règne de la franchise car, dans la tradition chinoise, la taille de la descendance était considérée comme uniquement limitée par les phénomènes naturels de maladie et de mort, alors que les conditions économiques contraignaient à la vente des enfants, aux avortements et aux infanticides, particulièrement à celui des fillettes considérées comme

(13) M. ENGELBORGHES, *Les communautés en Chine populaire*, dans *Mosaïque*, pp. 5-13, Bruxelles, 1973.

(14) Pour plus de détails, voir notamment M. ENGELBORGHES, *Pression sociale et stimulants matériels dans la politique démographique de la Chine*, dans *Les attitudes à l'égard de la procréation*, Bruxelles, Editions de l'Université libre de Bruxelles (à paraître).

d'autant plus coûteuses à élever qu'elles ne participaient pas à l'assurance-vieillesse de leurs parents puisqu'elles passaient totalement dans la famille de leur époux lors du mariage ou même dès les fiançailles. Le rejet marxiste du malthusianisme avait abouti, en République populaire, à l'énoncé d'une politique de recherche de la force et du dynamisme dans le nombre, faute d'équipement et de formation, basée sur l'affirmation qu'à chaque bouche correspondaient deux bras, ce qui signifiait qu'un bras suffisait au besoin d'une bouche et que l'autre bras pouvait produire pour la collectivité.

L'individu reste chargé de responsabilités vis-à-vis de la cellule à laquelle il est attaché par sa naissance, par son occupation professionnelle, sa résidence, et dont il ne peut volontairement se dissocier. S'il le fait, il perd toute protection sociale et vit en marge de la société. Chacun a donc sa place dans la société, non plus fixée comme dans la tradition, par son sexe, son rang de naissance, sa formation et la place qu'occupe sa famille dans la hiérarchie sociale, mais par son dévouement et celui de ses parents à la cause du socialisme. Le bon citoyen communiste caresse l'idéal de fonctionner comme une vis bien huilée dans la machine sociale, il est tendu⁽¹⁵⁾ par la volonté de bien remplir les obligations que lui fixent son unité de travail, de résidence, et l'éventuelle cellule du parti ou de l'organisation de masse dont il est membre, ce qui est le cas pour tout citoyen dynamique et ambitieux.

Aucune transformation n'a ainsi été enregistrée en matière de conquête d'indépendance de l'individu, ni de libre-choix en matière de formation, de métier, de domicile ; bien étroite est en plus l'extension de l'autonomie individuelle à propos du mariage, de la descendance, sauf qu'il est possible actuellement de rester célibataire et de ne pas avoir d'enfant sans être mis au ban de la société. Toute manifestation d'esprit libre en matière de conception politique suffit, comme anciennement, pour précipiter dans le ghetto des opposants, actuellement des ennemis du socialisme, tel que le définissent les gouvernants.

Le tissu de guides, de surveillances et de contraintes que forment les unités de travail et de résidence est encore jugé trop lâche ; il est resserré grâce à un réseau d'organes d'encadrement qui constitue un perfectionnement de l'héritage laissé par les familles étendues et les regroupements en parentés fictives qui avaient servi de relais à l'administration de l'Etat et qui étaient les meilleurs gardiens de l'orthodoxie officielle.

Actuellement, en effet, chaque individu participe obligatoirement à un groupe d'étude politique au sein duquel une rééducation est perpétuellement en cours pour assurer qu'il suive les détours de la ligne placée aux leviers de commande⁽¹⁶⁾ au sein du *Parti communiste chinois*.

Les directives que lance le pouvoir central, le détachement d'avant-garde que constitue le bureau politique du *Parti communiste chinois* et qui détient tous

(15) C'est ce qu'exprime le journal intime tenu par un des modèles des bons citoyens, Lei Feng, proposé comme modèle aux masses le 5 mars 1963 avec l'aide d'une inscription calligraphiée de Mao ; il sera à nouveau cité en exemple le 5 mars 1977. Voir *Pékin Information*, n° 11, p. 3, 14 mars 1977.

(16) M. ENGELBORGHES, *L'encadrement de la population en République populaire de Chine*, dans *Revue des Pays de l'Est*, n° 2, pp. 95-134, 1977.

les pouvoirs en Chine touchent la population grâce aux canaux de petits groupes de solidarité collective et de responsabilité mutuelle formés de membres égaux, qui se choisissent un chef et qui sont reliés aux groupes des niveaux supérieurs, qui les contrôlent selon le principe du centralisme démocratique.

Le soutien à la direction du parti communiste et au régime socialiste est un droit et un devoir fondamental pour chaque citoyen ; son exercice est rendu possible dans toutes les manifestations de la vie et même dans la zone d'ombre des pensées profondes, grâce à la participation de ces petits groupes, organisés dans les bureaux, les ateliers, les équipes de production agricoles, les compagnies de l'armée, les prisons, les quartiers urbains et les écoles. Il faut à nouveau signaler l'uniformité du modèle d'organisation et des règles de fonctionnement de ces groupes, quel que soit le secteur dans lequel ils sont établis. Leurs membres travaillent ou vivent ensemble, se réunissent régulièrement pour des études politiques, pour se critiquer les uns les autres et s'accuser personnellement et la pression que l'ensemble du groupe crée sur chaque membre doit encourager la transformation des attitudes et des mentalités ; en fait, elle aboutit à ce que chacun se conforme mieux aux exigences des supérieurs et de la politique centrale. Ces groupes bien hiérarchisés transmettent des rapports de la base vers le sommet et des directives du sommet vers la base et sont reliés aux organes de la sécurité publique (la police) et au comité populaire (l'administration) du bourg, de l'arrondissement urbain, de la commune populaire, de l'unité de travail.

Le critère de la réussite étant celui de l'intégration dans la société, la paix sociale est assurée par des manifestations de respect des normes, c'est ce qui explique l'impressionnant appui de la population aux directives de lutte, de critiques, de réformes, soit à tous les grands mouvements politiques qui ponctuent la vie de la République populaire de Chine, même si ces mouvements impliquent des retournements dans la ligne appliquée.

Cependant l'intégration ne requiert pas l'adhésion intime alors que l'ascension sociale implique des convictions traduites dans la pratique. Aussi ces petits groupes sont-ils particulièrement importants parmi les employés du *Parti communiste chinois* et de l'Etat, ceux qui ont une fonction formelle d'autorité. C'est dans ces milieux que les groupes se réunissent le plus fréquemment et développent en profondeur leur action. Détenir un poste de direction en Chine implique des convictions politiques et la maîtrise de l'idéologie ; l'étude du comportement et des pensées de chacun des membres de cette élite permet de mettre en évidence les erreurs commises, les faiblesses de caractère ou d'engagement et elle a un effet direct sur la sélection, la promotion des membres. Par ailleurs, il en résulte une absence totale de vie privée : des rapports détaillés sont rédigés sur toutes les activités, les attitudes, les pensées de chacun des membres. Il en résulte, outre une surcharge de travail et une tension permanente, un gaspillage d'énergies et une conformité nécessaire et intégrale d'attitudes, de comportements, de discours, sous peine de provoquer de nouvelles réunions de discussion, de critique, de rectification, qui maintiennent le cadre membre du groupe en sursis tant qu'il n'est pas amendé ou qui aboutissent, en cas d'échec, à des sanctions véritables par les organes formels de l'administration.

Ce monolithisme prévaut toujours, mais il est directement menacé par la volonté de modernisation qui fait appel à d'autres facteurs que l'engagement politique. A présent, la Chine a besoin de cadres experts qui, si possible, sont rouges simultanément. De nouvelles idées se répandent, des revendications se développent afin que des règles puissent protéger de l'arbitraire et du totalitarisme du pouvoir central ; le rôle de l'individu et de l'innovation émergent. Les réunions politiques sont devenues moins fréquentes depuis 1978 mais elles ne peuvent être abandonnées afin de ne pas détruire la discipline déjà solidement entamée, de lutter contre le développement de la délinquance, tant que la Chine ne disposera pas des spécialistes qualifiés que requièrent l'économie, l'administration, les services. D'ici là au moins et pour prévenir le regroupement des mécontents, les cadres formés à cette technique et sélectionnés pour l'ardeur avec laquelle ils ont suivi les directives du *Parti communiste chinois* continueront à être utilisés dans cette fonction. Et s'il est vrai que les contradictions sont le moteur du progrès, des opposants existeront toujours qu'il faudra éduquer, transformer et récupérer afin qu'une petite poignée d'irréductibles seulement doive être éliminée...

La société chinoise continue à évoluer mais sans que son pouvoir politique se transforme en parallèle. La dichotomie entre le vrai et le faux, simplifiée en séparation entre ce qui est utile et ce qui est néfaste continue à être opérée par la seule volonté des gouvernants sans que les aspirations des gouvernés n'aient le droit de s'exprimer librement. Aussi est-ce sur la démocratie, cinquième volet de la modernisation et clé de voûte de sa réussite, qu'insistent évidemment les contestataires actuels.

Si la sagesse des nations porte à considérer qu'il faut plusieurs générations pour faire un bourgeois d'un manant (ou d'un bourgeois un prolétaire) combien en faut-il pour transformer en société radicalement nouvelle un groupe humain doté de caractéristiques spécifiques maintenues pendant des millénaires ?

Orientation bibliographique

Les multiples renvois à des études publiées par l'auteur à propos d'aspects particuliers de la société chinoise sont destinés à étayer les interprétations livrées dans le présent travail. Pour une information élargie peuvent être consultés les ouvrages suivants, choisis parmi les très nombreuses études publiées :

- BARNETT Doak, *Cadres bureaucracy and political power*, New York, Columbia University Press, 1967.
- BODDE Derk, *China's cultural tradition. What and whither?*, New York, Rinehart et C°, 1959.
- DREYER J.T., *China's forty millions : Minority nationalities and national integration in the Popular Republic of China*, Harvard University Press, 1976.
- EBERHARD Wolfram, *Social mobility in traditional China*, Leiden, E.J. Brill, 1962.

- FEI HSIAO-t'ung, *Peasant life in China*, London, Routledge & Kegan, 1962.
- FEUERWERKER A., CHENG S., *Chinese communist studies of modern chinese history*, Harvard University Press, 1961.
- GERNET J., *Le monde chinois*, Paris, Colin, 1972.
- GUILLERMAZ J., *Le parti communiste chinois au pouvoir, 1949-1972*, Paris, Payot, 1972.
- HU CHAN-tu, *China. Its people, its society, its culture*, New Haven, Human Research Area Files, Press, 1960.
- MOSELEY Georges, *The party and the national question in China*, Massachusetts, Institute of technology, 1966.
- SCHRAM Stuart, *Authority, participation and cultural change in China*, Cambridge University Press, 1973.
- SU ZEN E-tu, DE FRANCIS John, *Chinese social history*, Washington D.C., American Council of Learned Societies, 1956.
- YANG C.K., *A Chinese village in early communist transition*, Massachusetts, Institute of technology, 1959.
- YANG C.K., *Chinese communist society. The family and the village*, Massachusetts, Institute of technology, 1965.

Marthe ENGELBORGHES-BERTELS,
 Professeur à l'Université libre de Bruxelles,
 Mars 1980.

LES SOCIÉTÉS INDIENNES

Dans mon livre *Le modèle indou*⁽¹⁾, j'ai utilisé le terme « indou » sans la lettre h. Pourquoi ce terme et cette orthographe ? Je n'ai pas employé le mot « indien » de manière à empêcher la confusion avec le terme « indien » s'appliquant à la population d'Amérique. Pourquoi « indou » ? Parce qu'autrefois, en français, on n'écrivait pas d'h à « indou ». On a commencé à écrire « hindou » avec h dans la francophonie depuis 1830, sous l'influence du terme anglais ou l'h figure. Je m'efforcerai donc dans mon exposé d'employer le mot « indou » et non « indien ».

Les spécificités des Indes ou de l'Inde

À l'époque coloniale, les Anglais ont appelé cette région, les Indes. Pour quelles raisons ?

En Inde, il existe quatorze langues différentes l'une de l'autre. Quatre dans le sud appartiennent à la famille dravidienne et les autres dans le nord sont de la famille indo-européenne. Ces langues, des régions septentrionales, sont héritières du *sanskrit*, langue cousine du grec et du latin. À l'intérieur de ces groupes, les langues ont chacune leur tradition et leur alphabet. L'alphabet *sanskrit*, — de la langue originelle du nord, — est utilisé pour une des grandes langues du nord, le *hindi* et pour une langue du centre, le *mahratti*. On dit souvent que le *hindi* est la langue nationale de l'Inde. Ce n'est pas exact car les quatorze langues sont des langues nationales et le *hindi* est la langue officielle.

Sur le plan scolaire, tout élève a le droit de recevoir l'enseignement dans sa langue maternelle. Chaque Etat, — il y en a vingt-deux, qui sont autonomes et qui, ensemble, constituent l'Union indienne, république fédérale, — possède sa langue propre ; les documents officiels sont rédigés dans cette langue et l'Etat a le droit de l'imposer dans toutes les écoles primaires et secondaires, du ressort des gouvernements locaux. Pour l'enseignement supérieur, — les universités se sont multipliées depuis 1947, — chaque Etat peut demander que l'enseignement soit donné dans la langue de l'Etat et le gouvernement fédéral décide. Souvent les deux premières années d'université sont suivies dans la langue de l'Etat, — en *mahratti*, en *tamoul*,... — et après cela, les cours sont donnés en anglais. Cette situation peut être étonnante pour nous, en Europe, pour qui les notions de langue et de nationalité sont très liées. Mais elle explique pourquoi les Anglais ont appelé cette région, les Indes.

(1) Cfr *Cahiers de Clio*, n° 64, p. 119, Bruxelles-Liège, Centre de la Pédagogie de l'Histoire et des Sciences de l'homme, 1980.

Pourquoi peut-on appeler ce pays l'Inde, au singulier ? C'est que, en Inde, existent pratiquement toutes les religions qui sont pratiquées dans le monde. Pour les historiens des religions, l'Inde est un *museum* vivant, car il y existe toujours des communautés qui n'existent plus nulle part ailleurs : par exemple, les chrétiens de Saint-Thomas qui sont arrivés en Inde vers 52 de notre ère. A ce moment, des ports indous faisaient un commerce important avec l'Empire romain et il y avait là des communautés qui furent atteintes par la prédication chrétienne et, deux mille ans après, elles existent toujours. Ce qu'il y a de plus remarquable, c'est que l'Inde est le seul endroit du monde où des chrétiens disent la messe dans la langue du Christ, en araméen. Ainsi, une petite communauté, — à peine un million d'individus, — a réussi, à travers les siècles, à garder sa langue liturgique, sa religion, alors que le reste du pays connaissait d'autres religions. Autre exemple : dans la région de Bombay, existe une communauté qui suit la religion de *Zarathoustra*, religion dominante en Perse entre le V^e siècle avant Jésus-Christ et le V^e siècle après Jésus-Christ. Cet endroit est le seul au monde où cette religion est encore pratiquée, et cela depuis le VII^e siècle, moment où des exilés iraniens y sont arrivés. S'il y a de par le monde un aspect de la vie sociale qui divise, très souvent, c'est bien la religion. Or, malgré les quatorze langues, malgré les vingt-deux Etats et le nombre infini des religions, on peut écrire l'Inde au singulier.

Ce qui fait surtout la spécificité de l'Inde, c'est le système de la caste que je développerai plus longuement.

Le système de la caste

En français, le mot caste donne un certain nombre d'idées qui s'y rattachent et en général, elles sont fausses ou inexactes. Mais, faisons l'histoire du mot. En Inde, il n'existe pas de terme pour caste. Le mot caste est d'origine portugaise. Les Portugais, en arrivant à Goa, port sur la côte occidentale, avec Vasco de Gama puis Albuquerque, trouvèrent là un centre *brahmane*. Or, dans la mentalité indoue, ce qui caractérise la caste des *brahmanes*, c'est sa pureté par rapport à l'impureté progressive des autres castes. Donc les Portugais, en contact avec des *brahmanes*, ont appelé tout l'ensemble par le mot *caste*, pur, et le terme a subsisté. Or, en fait, il faudrait le supprimer car, dans notre mentalité, maintenant, caste a des connotations, — par exemple, groupe social, — qui ne peuvent absolument pas s'appliquer au système indou.

Quels sont les termes que les Indous utilisent pour le mot caste ? Il y en a un qui est important, c'est le mot *jati*, c'est-à-dire le groupe de naissance. La société de l'Inde est une organisation de petits groupes de quelques milliers de personnes, le plus souvent. *A priori*, il n'y a pas d'isolé ; chacun appartient à une *jati* et a le droit d'observer les coutumes de son groupe. C'est pour cela qu'il y a tant de religions en Inde, qu'il n'y a jamais eu de persécution religieuse. La religion est l'affaire de la *jati*.

En Inde, la majorité de la population est rurale, — entre 80, 82%, — et ce que l'on appelle la civilisation indoue, — musique, sculpture, etc., — appartient à un monde rural. Toute la société s'est civilisée à partir de la campagne et sans avoir besoin de la ville, contrairement à notre civilisation où la cité est civilisatrice de la campagne, — dans civilisation, il y a le mot *civis*. Quand les Indo-Européens sont arrivés en Inde, vers 1500 avant notre ère, il y avait des villes, ils les ont détruites et ils ont construit une nouvelle civilisation, totalement rurale. De fait, depuis l'an mil avant notre ère jusqu'à l'arrivée des musulmans, et surtout des Anglais, on ne trouve plus de ville en Inde. Tout ce qui est culturel se situe au niveau du village. Là, existe une tradition qui a utilisé des voies totalement différentes de celles qu'a suivies notre propre tradition.

Ce qui fait la structure du village indou, c'est la *jati*. Le système s'est transformé, s'est dégradé après l'arrivée des Anglais, avec la création de la propriété privée du sol. Auparavant, il n'y avait pas de propriétaire : la terre est à Dieu et la terre est au village. Sur le territoire de celui-ci, existe un certain nombre « d'ayants droit ». Les principaux « ayants droit » sont ceux qui cultivent la terre, — groupe des producteurs, — formant une ou deux *jati*, caste dominante du village, la plus importante au point de vue démographique et celle qui possède le pouvoir économique. La distribution des lots entre les familles se fait au niveau du conseil des villages. A côté de ces *jati* de producteurs, il y a celles des éleveurs, moins importantes. Autour de ces *jati*, il y a toutes les *jati* de techniciens, d'artisans : les charpentiers, les potiers, les forgerons, etc. Parmi ceux-ci, se range le technicien du spirituel, le *brahmane*, qui domine. Au bas de l'échelle, les techniciens des travaux « sordides », les balayeurs, les vidangeurs, les incinérateurs des morts, les travailleurs du cuir, peau morte, etc. ; ce que nous appelons, nous, les intouchables.

Que ce soient les *brahmanes* ou les vidangeurs, les plus purs ou les plus impurs, ils font partie de ces *jati*, et sont les clients économiques des *jati* de producteurs. Avant l'introduction de la propriété privée par les Anglais, il n'y avait pas de monnaie : les échanges se faisaient entre familles de producteurs et les autres *jati*. Les potiers faisaient les pots pour tout le village, les charpentiers faisaient les charrettes, les charrues pour tout le village, ... et cela sans rémunération. Ils étaient, comme les producteurs, des « ayants droit » et on divisait toutes les récoltes entre chaque *jati*. Ce système est très élaboré et il demande beaucoup de communication entre les individus.

Le système des castes est donc l'organisation dans une société déterminée des contre-pouvoirs. Le pouvoir économique des *jati* productrices connaît le contre-pouvoir des *jati* de techniciens, dépendants des *jati* de producteurs, mais échappant, sur le plan social, à leur domination. Le village-type, aujourd'hui, compte environ 2000, 2500 habitants. Parmi ceux-ci, 75% sont des producteurs et les 25% qui restent sont divisés entre les autres *jati*. Donnons un exemple de l'avantage du système. Dans un village, une *jati* de potiers est représentée par une ou deux familles. L'activité de ceux-ci va donc s'étendre à l'ensemble de la région. Ils auront, dès lors, un moyen de pression important sur les producteurs. S'ils arrêtent leurs activités, toute la région en souffrira. Donc toutes les classes d'artisans ont un contre-pouvoir par rapport au pouvoir économique des producteurs.

Le système de la caste et le pouvoir politique

Dans un schéma comme celui que je viens de décrire, on ne voit pas comment s'inscrit l'Etat, le pouvoir politique. Le village est autarcique dans son organisation traditionnelle. Avec le système des *jati*, historiquement, en Inde, il est impossible d'avoir un gouvernement centralisé fort. Aucun pouvoir politique ne peut imposer sa loi à un système organisé en *jati*, soit sur le plan du village, soit sur le plan de la région. En Inde, les dynasties n'ont guère duré. Depuis environ 2500 ans, — époque de l'origine du système des *jati*, — les dynasties ont changé au bout de deux, trois générations. Il n'y a pas de notion de royaume, d'Etat et un gouvernement central a toujours été organisé difficilement. Il y a bien eu quelques empires, ils ont duré au maximum quatre générations. Localement, il y a eu des royaumes, ils ont duré deux, trois générations.

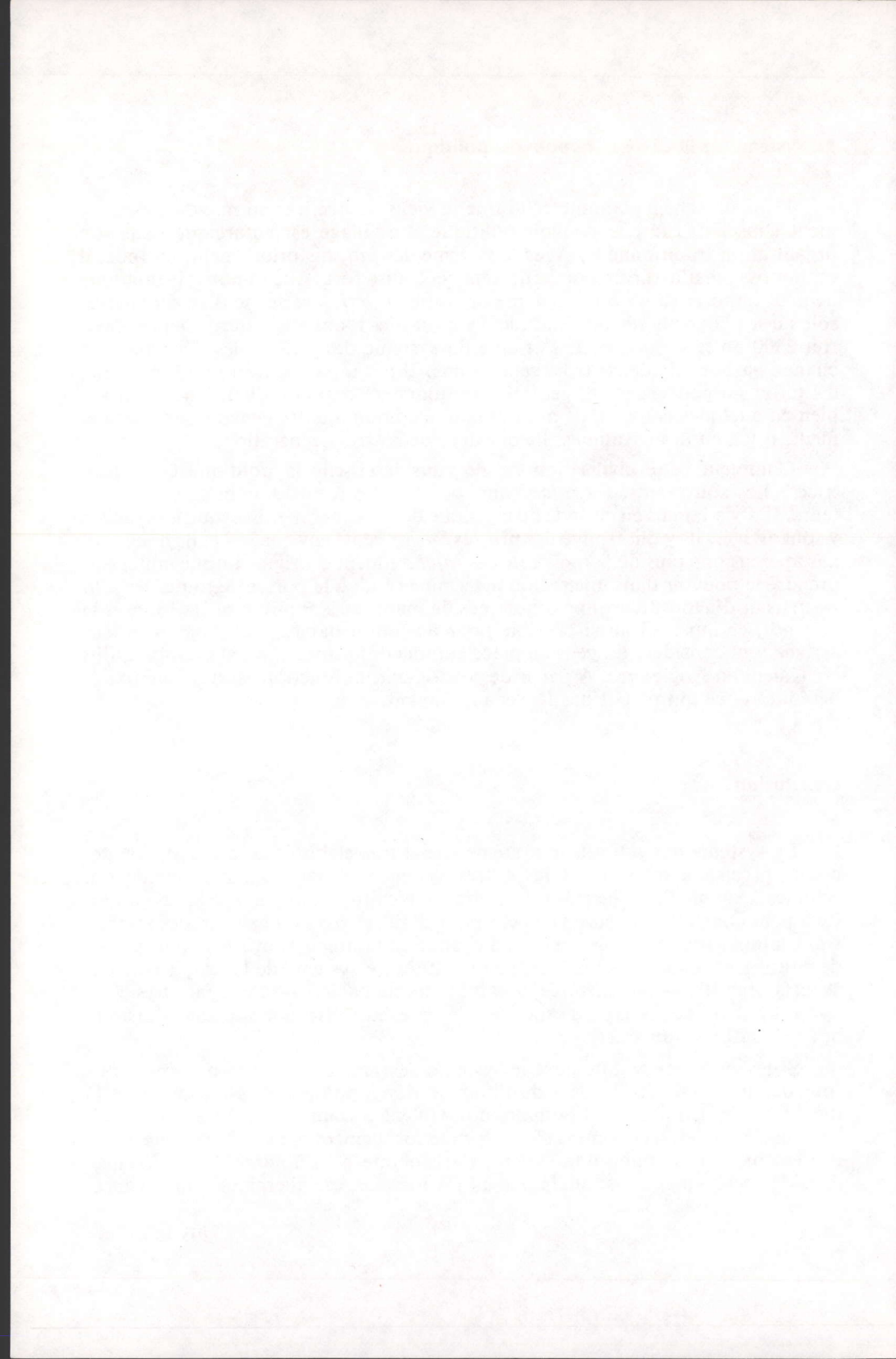
Comment cette civilisation rurale considérait-elle la politique centralisatrice ? Les souverains, les *rajahs* ont toujours été regardés comme des prédateurs. Il n'y a jamais eu en Inde de mystique de l'aristocratie. Lorsque les Anglais y sont arrivés, ils y ont trouvé des princes, — six cents environ, — et ils ne se sont pas aperçus que plus de la moitié de ces *rajahs* étaient d'origine intouchable. Car prendre le pouvoir dans une région déterminée était à la portée de toutes les *jati*. Il suffisait d'avoir un groupe d'hommes de main, de s'appuyer sur la force et la violence, ce qui était aussi possible pour des intouchables. Les Anglais, à leur arrivée, ont considéré les gens en place comme des princes, avec la notion qu'ils en avaient en Angleterre. A partir de ce moment, la fonction est devenue fixe et héréditaire, ce qui n'était pas le cas auparavant.

Conclusion

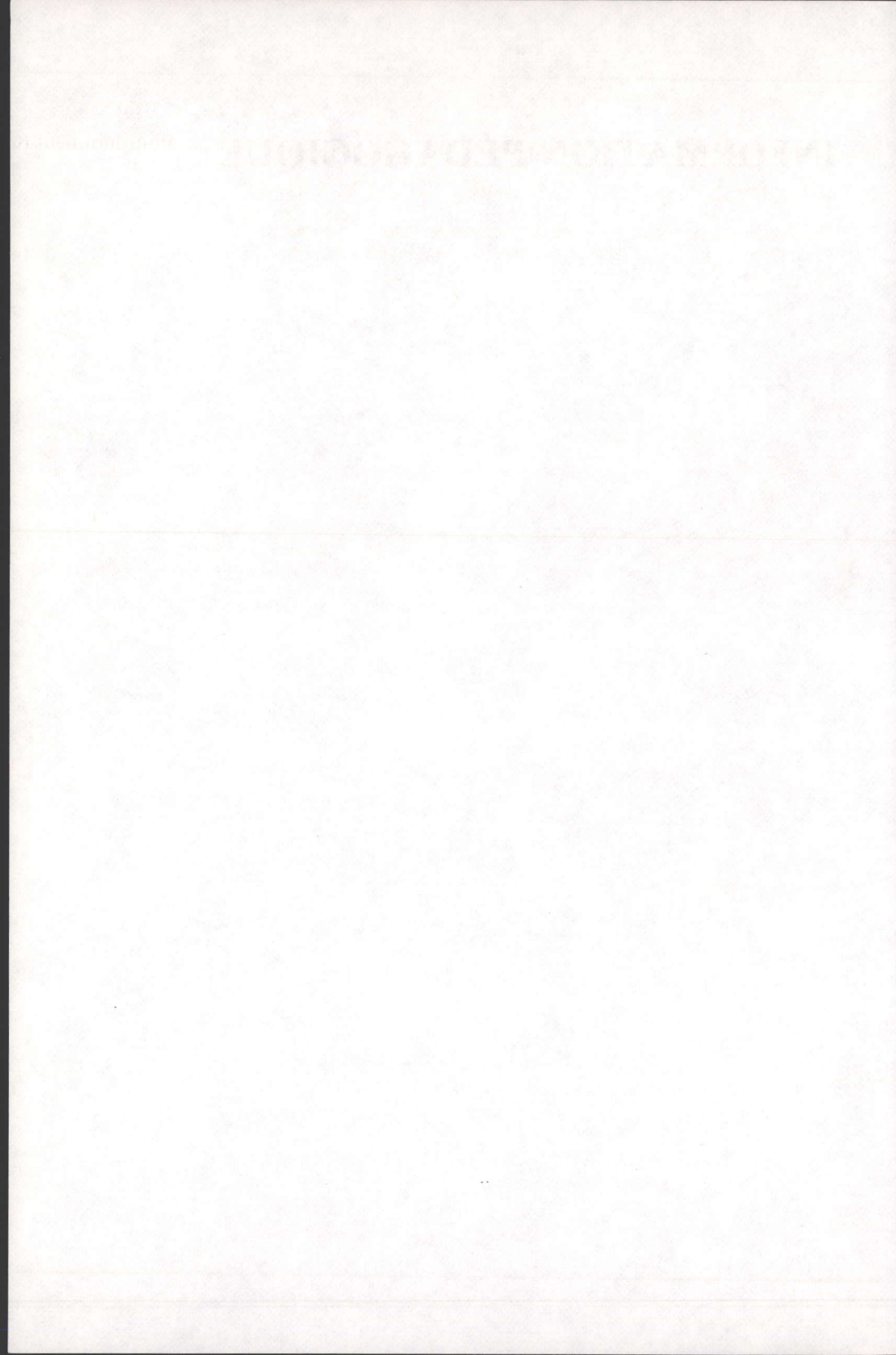
Le système des *jati* est un système social très élaboré qui a réussi, sur des points précis, là où souvent les autres systèmes sociaux dans le monde ont échoué, à savoir l'organisation du pluralisme culturel dans une grande nation. Cela peut constituer un enseignement pour d'autres pays où existent des minorités. L'atomisation de la *jati* permet à chaque communauté, même la plus petite, de cultiver ses coutumes propres, son identité. Le système de la *jati*, à côté des aspects négatifs, — par exemple, le fait des intouchables, — a une face très positive : il fait d'une société une société tolérante, fait assez unique dans l'histoire des civilisations humaines.

Si les *brahmanes* dominent le système des *jati*, c'est d'abord parce qu'ils sont des non-violents. L'idéal de l'homme développé par la philosophie et la théologie de l'Inde, est l'homme non-violent ; celui-ci est l'homme total, l'homme complet. Cet homme s'est exprimé socialement dans le *brahmane*. Contrairement à cet homme non-violent, l'aristocrate est l'homme de la violence. Ainsi la société indoue est allergique à l'aristocratie, car allergique à la violence.

Guy DELEURY



INFORMATION PÉDAGOGIQUE



HISTOIRE ET SOCIÉTÉ

En mars 1980, un colloque a réuni au domaine du Rond-Chêne à Esneux des spécialistes de l'étude de sociétés extra-européennes et des professeurs d'histoire. Ce colloque était placé sous la présidence des inspecteurs d'histoire.

Monsieur l'Inspecteur Van Santbergen a introduit les débats en développant la notion de tiers monde à partir du commentaire de diapositives reproduisant des graphiques. Des communications ont été présentées par des spécialistes de l'étude des sociétés indoue, latino-américaines, africaines et chinoise⁽¹⁾. Des films documentaires concernant des sociétés africaines ont été projetés.

Des groupes de travail ont été constitués et se sont penchés sur l'utilisation et l'intégration de ce qui leur était proposé, — diapositives, exposés, films, — dans les différents degrés de l'enseignement secondaire ainsi que sur les problèmes méthodologiques qu'ils soulèvent.

Nous publions ici une synthèse des résultats des travaux réalisée à partir des rapports des différentes commissions constituées.

Intégration de l'étude des sociétés extra-européennes dans les programmes de l'enseignement secondaire

1. Au premier degré (12-14 ans)

Des notions relatives à l'étude de ces sociétés peuvent être intégrées à l'étude des problèmes suivants :

- *L'homme se nourrit* (plus particulièrement dans le chapitre *La faim, problème de toujours et de partout*) ;
- *L'homme fabrique* (exemple : conséquences de l'installation de multinationales dans les pays du tiers monde) ;
- *Les relations avec autrui, La société rurale, L'homme et l'Etat* ;
- *Les droits et les devoirs de l'homme.*

(1) Les textes des communications sont publiés dans l'*Information scientifique* de ce numéro.

2. Au deuxième degré (14-16 ans)

L'étude systématique d'une société extra-européenne ne peut être envisagée dans son ensemble dans le cadre du cours d'histoire du deuxième degré. Mais elle s'impose pour les cours de sciences sociales.

Certains éléments qui permettent d'actualiser les aspects anciens de nos sociétés peuvent cependant être introduits. A titre exemplatif, citons :

- la société féodale au Yémen ;
- la société agricole en Chine et en Amérique latine ;
- les non-concordances entre les frontières nationales nées de la décolonisation et les ethnies, gardiennes des traditions ;
- la coexistence entre les systèmes politiques traditionnels et l'héritage colonial ;
- l'importance des rites et des symboles ;
- le pluralisme culturel.

3. Au troisième degré (16-18 ans)

L'étude des sociétés extra-européennes s'intègre tout naturellement dans le programme d'histoire de l'enseignement rénové, aussi bien dans le cours de formation commune que dans le cours à option ou d'« Evolution sociale contemporaine ».

En cinquième année, on peut étudier dans le cadre des *Structures économiques et sociales* :

- le capitalisme : C.E.E. et Japon,
- le socialisme : U.R.S.S. et Chine,
- le tiers monde : Amérique latine et Inde.

En sixième année, dans le cadre des *Structures politiques*, on peut envisager :

- les régimes autoritaires : Allemagne nazie, Chine, Chili ;
- les démocraties libérales : Belgique.

Dans le cours à option, l'étude de l'évolution des doctrines politiques peut porter sur le marxisme : Marx, Lénine et l'U.R.S.S. ; Mao Tsé-tung et la Chine, ceci à titre d'exemple.

Dans les écoles de type II, ces matières peuvent être envisagées dans le cours de sixième année et dans la section « Sciences humaines ».

L'étude des sociétés extra-européennes peut aussi figurer au programme des troisième et quatrième années de technique de qualification ou à l'occasion du cours de « Questions d'actualité ».

Les objectifs

L'objectif principal de l'étude des matières dont il est question est la lutte contre l'ethnocentrisme et la mise en valeur de la richesse et de la diversité des cultures extra-européennes, objectif que l'on s'efforcera d'atteindre progressivement à travers l'enseignement des quatre premières années et qui pourra être pleinement poursuivi au dernier degré.

1. En formation commune

Outre l'objectif principal, il faut rencontrer et préciser des notions fondamentales telles que tiers monde, sous-développement, non-alignement, économie indépendante, néo-colonialisme, coopération, etc.

Le cours d'histoire de formation commune doit servir de support au cours à option ou permettre une synthèse au moins partielle des matières abordées au cours à option.

2. En option

Il faut :

- souligner l'importance des diversités rencontrées à travers les sociétés étudiées, ce qui permettrait de mieux préciser les notions évoquées plus haut ;
- dans le cas des anciennes colonies, montrer les liens de dépendance économique et politique à l'égard des anciennes métropoles ;
- mettre en évidence, parmi les problèmes rencontrés par ces Etats, celui de la recherche de l'identité paraissant être un des plus importants.

Un tel plan de travail permet de faire un sort aux clichés habituels ou de nuancer des concepts devenus des clichés et de pratiquer la critique historique.

La méthodologie

Au premier degré, l'utilisation des documents, — documents écrits, graphiques, diapositives, films, etc., — s'ils sont intéressants, nécessite cependant une adaptation au niveau de la classe et beaucoup de précautions dans leur emploi, étant donné la complexité des notions à dégager, l'abstraction des schémas et graphiques... Les documents sont cependant le gage d'un enseignement attractif pour les élèves.

Aux deuxième et troisième degrés, l'emploi des documents complexes est plus aisé ; l'utilisation des graphiques présentés sous forme de diapositives, par exemple, qui peut servir facilement d'aliment à une discussion.

En ce qui concerne les documents filmiques⁽²⁾, ils apparaissent comme moins maniables, moins souples à utiliser, car ils sont parfois longs, très denses. Cependant on peut en faire usage occasionnellement en prenant des précautions critiques lors de leur présentation aux élèves. En effet, la valeur des commentaires est fort inégale, faisant preuve souvent d'ethnocentrisme et portant des jugements de valeur. La présentation du sujet est souvent insuffisante ; la rédaction d'un livret documentaire s'avère donc indispensable. De plus, il faut attirer l'attention des élèves sur le fait que les films ethnographiques traitent souvent de sociétés qui présentent des caractéristiques assez exceptionnelles aujourd'hui. On ne peut donc pas tirer de conclusions générales sur la totalité de la société envisagée à partir de ces documents.

Les films apportent néanmoins une confirmation éclatante de ce que chaque tribu, chaque ethnie, chaque société se distingue des autres par sa spécificité. Leur complexité (généalogie, tradition orale, structures sociales, rapports entre le pouvoir et le sacré...) nous empêche de construire des comparaisons hâtives ou d'émettre des jugements de valeur ethnocentriques ou néo-colonialistes. Une grille d'analyse spécifique aux documents filmiques serait la bienvenue, pour pouvoir exploiter au mieux le contenu de ceux-ci.

Autres suggestions d'ordre méthodologique : la présence occasionnelle en classe d'un témoin de la société étudiée serait d'un apport précieux et enrichirait le contenu du cours ; l'approche multidisciplinaire est aussi recommandée.

Entre autres écueils, il faut donc éviter l'ethnocentrisme et l'utilisation abusive de la statistique, ce qui implique la nécessité d'un bon dossier documentaire.

Quelques observations

Les communications entendues devraient nécessairement avoir une incidence sur notre enseignement dans la mesure où elles sont toutes des mises au point sur le caractère particulier, unique et complexe de chaque société, permettant ainsi de remettre en question l'ensemble des préjugés, stéréotypes et jugements de valeur que nous avons souvent intériorisés puis « offerts » à nos enseignés.

En effet, les réalités indoues, la dualité géographique des sociétés latino-américaines, la leçon de critique historique au service des sociétés africaines ou l'influence du passé dans l'idéologie chinoise actuelle sont autant d'éléments importants devant nous permettre de lutter contre la tentation de faire des associations abusives entre les différentes sociétés « archaïques » contemporaines et entre ces dernières et les sociétés préhistoriques et protohistoriques. Il faut être circonspect dans les rapprochements entre les stades antérieurs de notre société occidentale et certains stades actuels des sociétés traditionnelles du monde extra-européen.

(2) Les films présentés lors du colloque étaient réalisés par Patricia et Etienne Verhaegen et portaient comme titres : *La muraille de Ray Buba*, *Les sept vaches maigres du roi Shiluk*, *La forteresse des intrigues*. Il est possible de se les procurer en prêt au Service des Auxiliaires d'enseignement de l'Organisation des Etudes, rue de Stassart 43, 1050 Bruxelles, tél. 02/511.59.80 ou 511.59.89.

Conclusions

Les professeurs souhaitent :

- qu'une bibliographie complète et récente relative aux sociétés extra-européennes soit élaborée ;
- qu'un dossier pédagogique sur le tiers monde soit réalisé.

L'utilité du colloque fut multiple. En effet, il a permis :

- de faire prendre conscience aux professeurs d'histoire de l'importance de l'étude d'autres sociétés que la nôtre ;
- de mettre l'accent sur la nécessité qu'il y a d'adapter l'étude du phénomène du sous-développement aux différents niveaux des élèves (un choix judicieux des documents est indispensable) ;
- de mettre en garde contre une approche ethnocentrique des sociétés étudiées ;
- de souligner l'utilité du film ethnographique mais aussi la grande prudence qui s'impose dans son emploi en classe.

Note complémentaire

L'eurocentrisme a été longtemps un des défauts majeurs de l'enseignement de l'histoire. A l'heure où les *media* abreuvant nos élèves d'informations en provenance de pays extra-européens où l'actualité est très souvent brûlante, nous ne pouvons pas ne pas sensibiliser nos élèves aux problèmes de ces sociétés. L'histoire immédiate réalisée par les journalistes doit être contrebalancée, contrôlée par l'histoire des spécialistes, expliquant le présent par le passé.

Le problème est d'amener nos élèves à comprendre les phénomènes qui, échelonnés dans le temps, ont caractérisé l'évolution de ces sociétés, — sans nous placer sans cesse au point de vue de l'Europe, — et ont abouti aux situations actuelles.

Les rapports établis par les commissions constituées lors du colloque *Histoire et société* fournissent des éléments très valables et des remarques très pertinentes mais ils m'apparaissent très vagues, très réservés en ce qui concerne les possibilités d'intégration, — notamment au premier degré, — de l'étude des sociétés différentes de la nôtre dans les programmes d'histoire de l'enseignement secondaire eu égard à l'importance que ces sociétés ont prise dans l'histoire du monde. Loin de moi l'idée de réduire à la portion congrue l'histoire locale, régionale, nationale et européenne au profit d'un enseignement de l'histoire essentiellement axé sur les sociétés extra-européennes, mais il me semble que la confrontation de données, de systèmes d'explication, de modes de pensée autres que les nôtres pourrait armer davantage les jeunes, développer leur sens critique, la notion de l'espace, leur sens de la relativité et de la tolérance, enfin servir la compréhension et la coopération internationales. Et c'est dès le premier degré que, avec des méthodes pédagogiques variées et adaptées à ce niveau d'étude, la

curiosité des élèves pour ces sociétés lointaines doit être aiguisée, que doivent être posées des questions auxquelles des tentatives d'explication seront par la suite progressivement fournies.

A titre d'exemple, je livre ici quelques suggestions d'intégration de notions relatives aux sociétés extra-européennes à l'étude des problèmes majeurs du programme du premier degré.

Lorsque le problème *L'homme se nourrit* est étudié, en tenant compte des réserves émises à Esneux quant aux comparaisons hâtives et dangereuses, on peut montrer la persistance de sociétés de ramasseurs-chasseurs et de sociétés d'éleveurs, les localiser, caractériser leurs techniques, souligner leurs problèmes, définir leurs relations avec des sociétés plus évoluées. Lorsqu'on se penche sur les sociétés agricoles, à côté de l'étude du passé européen, on peut faire découvrir l'importance actuelle de ce type de société dans de nombreuses contrées du monde, la persistance d'emploi d'outils, de techniques, de méthodes « anciennes », étudier les causes et les conséquences de cette persistance, présenter les tentatives, — balbutiantes, en voie de réussite ou réussies, — de modernisation et de mécanisation de l'agriculture, mettre en évidence les freins à cette modernisation, les problèmes qu'elle soulève, les conséquences qu'elle entraîne à différents points de vue. A côté de l'étude des famines qui ont existé dans le passé en Europe, on doit approfondir les problèmes actuels de la malnutrition, de la faim en les localisant, en développant leurs causes, leurs effets, les remèdes possibles.

Dans le cadre de l'étude du problème *L'homme fabrique*, on peut montrer la persistance de l'emploi d'outils rudimentaires ou peu perfectionnés, de techniques anciennes, d'énergies anciennes, dans beaucoup de régions du monde, tenter d'expliquer le pourquoi de cette subsistance, en dégager les diverses conséquences, signaler le grand rôle encore joué par l'artisanat et en présenter les techniques, étudier les problèmes de l'industrialisation, ceux des réserves d'énergie et de matières premières.

Autre exemple, dans le cadre de *L'homme commerce*, on peut mettre en évidence l'importance actuelle du marché dans beaucoup de régions. A propos de l'étude du commerce international, on peut montrer le rôle des pays grands producteurs de matières premières, leurs problèmes, les grands circuits commerciaux, etc.

A l'occasion de l'étude de *La société rurale*, des exemples de grandes propriétés peuvent être pris en Amérique latine : on peut y caractériser les structures sociales, montrer qu'elles sont héritières des structures coloniales, définir ce type de production-travail et de distribution-commercialisation, signaler les essais de réformes agraires, essayer d'expliquer leurs vicissitudes diverses. L'étude d'un type d'organisation collective peut être réalisée, à côté d'autres modèles, à partir du cas des communes populaires chinoises. L'Inde peut fournir aussi un excellent modèle de sociétés rurales.

Au moment où l'on étudie *La société urbaine*, à partir d'exemples pris aussi en dehors du modèle européen, on peut développer le problème des différents types de ville, expliquer leur origine diverse, montrer les problèmes de l'urbanisation, de la concentration démographique, — par exemple en Amérique latine, etc.

Dans *L'homme et l'Etat*, le tribalisme en Afrique peut être envisagé, la Chine peut servir d'exemple d'Etat collectiviste, certains Etats sud-américains de dictature, etc.

On pourrait ainsi multiplier les exemples d'intégration possible. Il ne s'agit pas à ce niveau de faire une étude complexe et approfondie des sociétés extra-européennes, mais de faire découvrir par les élèves une série de notions, problèmes, — expliqués simplement, — s'y rapportant. Au stade de l'initiation, la matière historique concerne essentiellement la culture matérielle liée aux besoins des hommes. Par approches successives, les élèves seront amenés à découvrir les solutions, — ou la carence de solutions, — apportées par ceux-ci à leurs problèmes, qu'ils soient économiques, sociaux, politiques, que ce soit dans le monde européen ou en dehors de celui-ci.

Il faut en effet amener progressivement les adolescents à pouvoir apprécier les problèmes du temps présent qui ne se limitent pas à l'Europe mais qui revêtent un caractère universel. Cette initiation au premier degré permet par la suite, en intégrant et en développant des notions plus complexes, en ajoutant des éléments juridiques, institutionnels, diplomatiques, la multiplication des comparaisons entre les différents groupes humains dont on aura analysé les diverses composantes.

Synthèse des rapports des commissions et
note complémentaire réalisées par
Denise DENBLYDEN-LAMBRETTE.

LA FAIM : PROBLÈME DE TOUJOURS ET DE PARTOUT

La séquence d'enseignement présentée ici a été réalisée telle quelle dans deux classes de première année du degré d'observation (12-14 ans). Le degré de difficulté des documents analysés et des problèmes soulevés a obligé le professeur à donner de nombreuses explications aux élèves, à les accompagner d'illustrations, de comparaisons, de développements, d'analyses afin de rendre l'étude du problème moins abstrait et de faire mieux appréhender les mécanismes extrêmement complexes de la faim dans le monde d'aujourd'hui. Ces nombreux développements prennent beaucoup de temps, risquent de transformer les leçons en exposés du professeur, sans garantir la compréhension totale de la part d'élèves aussi jeunes. Cette séquence d'enseignement nous semble mieux convenir à des élèves du deuxième degré de l'enseignement secondaire général, soit en deuxième année dans le cadre du programme d'histoire « Le tiers monde », soit dans les cours de sciences sociales. Elle rencontrerait mieux encore les objectifs fixés par les programmes de sciences humaines et de formation humaine et sociale dans les classes d'enseignement technique et professionnel (14-16 ans). Nous la publions ici en complément utile du colloque Histoire et Société.

N.D.L.R.

INTRODUCTION

Cette séquence d'enseignement *La faim : problème de toujours et de partout* a été expérimentée à l'Ecole moyenne de l'Etat de Beyne-Heusay (province de Liège) au cours de l'année scolaire 1979-1980 dans deux classes de première année du degré d'observation (12-13 ans) pendant trois mois.

La séquence dut être souvent renforcée par des développements, des illustrations, des comparaisons, des analyses ainsi que par des évaluations de compréhension de manière à rendre les faits étudiés moins abstraits et à mieux faire comprendre le problème complexe de la faim dans le monde.

Choix de la séquence

Au moment où l'actualité internationale nous plonge dans les affres de la faim (Sahel, 1976 ; Cambodge, 1979 ; Ouganda, 1980), il me paraissait indispensable d'utiliser ces faits pour permettre aux élèves de prendre conscience du caractère complexe du problème qu'ils ont trop souvent tendance à simplifier, méconnaissant les faits essentiels, ignorant les causes réelles tout en « imposant » des solutions naïves et irréalistes à des faits difficiles à circonscrire. D'où la relative complexité des documents choisis dans la mesure où le sujet lui-même l'est et que la recherche des textes ne pouvait, — pour éviter une simplification abusive, — se porter vers des revues de mauvaise vulgarisation résolvant tous les problèmes et souvent teintées d'un sensationnalisme sans intérêt pour la compréhension réelle des faits.

En conséquence, si les documents peuvent être analysés en première observation, ils devront être complétés par le professeur (dans le respect de leurs contenus et de leurs significations) au cours des leçons au moyen d'illustrations, de digressions ou de comparaisons avec l'environnement quotidien des élèves⁽¹⁾.

Par ailleurs, l'intérêt d'une telle séquence réside dans l'appréhension par l'élève :

- du caractère inégalitaire des ressources et des biens entre les pays et entre les catégories sociales, religieuses et ethniques d'un même pays ;
- du « privilège » qu'il a d'appartenir à une minorité de pays ayant éloigné les spectres de la faim pour la grande majorité de leur population ;
- de la nécessité de mieux comprendre les causes d'une confrontation Nord - Sud ;
- de l'existence d'une pauvreté souvent méconnue et d'une malnutrition chronique dans les pays riches ;
- de ce que les rapports humains et économiques sont avant tout des rapports de forces ;
- des possibilités et des perspectives essentielles dans la résolution du problème tout en se forgeant une nouvelle dimension du monde.

Méthodes d'acquisition

Durant trois mois et à raison d'une heure par semaine, le groupe-classe a réalisé un travail d'analyse sur base de documents mis à sa disposition, aidé en cela par le professeur qui facilita la compréhension globale et particulière des informations. N'envisageant que la faim aujourd'hui, la séquence situe le problème dans

(1) Par exemples, la perception de la pauvreté dans son quartier, le pourrissement volontaire de fruits au Pays de Herve, l'obésité en Belgique,...

les pays riches et les pays pauvres (faits, causes⁽²⁾, conséquences, solutions possibles et leurs difficultés d'application) tout en remettant en question un certain nombre d'approximations, d'erreurs ou de préjugés ; attitudes courantes lorsque certains élèves, plongés dans ce genre de sujet, se sentent obligés d'émettre des avis peu nuancés ou de trouver des solutions utopiques à des problèmes qui ne le sont point.

SÉQUENCE D'ENSEIGNEMENT : LA FAIM : PROBLÈME DE TOUJOURS ET DE PARTOUT
--

Introduction au problème

1. Réflexion et discussion

Les élèves sont invités à réfléchir et à donner leur opinion sur le problème suivant : les fêtes de fin d'année : fêtes culturelles ou fêtes de la gloutonnerie ?

2. Commentaire

Les élèves sont amenés à commenter les titres de deux ouvrages parus récemment :

- S. et J. de ROSNOY, *La malbouffe*, Paris, Olivier Orban, 1979,
- R. GENTILS et P. JOLIVET, *L'équilibre alimentaire*, Paris, Flammarion, 1979.

3. Document

« Ces enfants trop bien nourris des pays développés consomment-ils trop de protéines ? Des expériences faites sur le rat montrent qu'un abus de protéines raccourcit la vie. Il pourrait bien en être de même pour l'homme [...] »

Les parents seront sans doute surpris d'apprendre que les besoins réels de leurs enfants sont inférieurs à ce qu'ils croient. Viandes et graisses sont consommées en excès, alors qu'on enregistre une consommation insuffisante de poisson, de lait, de fromage et de pain. Une ration glucidique excessive est apportée non par les « sucres lents » puisés dans les féculents, mais dans les « sucres rapides » contenus dans les sucreries et boissons sucrées. »

Jean CONTRUCCI, *Aux vingtièmes journées de diététique. Ces enfants trop bien nourris des pays développés*, dans *Le Monde*, 31 mai 1979.

(2) Chacune des douze causes majeures d'apparition de la faim dans les pays en voie de développement fut résumée puis retranscrite à l'intérieur de phyllactères composant la feuille de synthèse.

4. Questionnaire

En sachant que la ration alimentaire absorbée chaque jour doit apporter à l'organisme :

- une certaine quantité d'énergie nécessaire à son fonctionnement (sous forme de protides, lipides, glucides), aux opérations du métabolisme ;
- tous les principes nutritifs non énergétiques, spécifiquement indispensables à la vie (vitamines, minéraux, eau) ;
- un équilibre entre les constituants nutritionnels ;

en vous aidant des conclusions des discussion et commentaire ainsi que du texte, déterminez les deux troubles dont souffre la majorité des habitants des pays industrialisés avancés :

1.
2.

La faim dans les pays riches

Voyons dès à présent s'il est encore réellement possible d'avoir faim chroniquement dans un pays riche et industrialisé : le cas de la Belgique !

Documents

1. « Pousseke, 71 ans. Une mansarde au quatrième dans les Marolles [...]. Un taudis. Seule, sans pension, Pousseke survit.

Etat civil : « exclue ». Unique ressource : les dons de l'Assistance publique. Une aumône. Juste de quoi ne pas crever de faim. Un cas en voie de disparition ? Non. Le quart monde en Belgique est « fort » de 300 à 500000 personnes. Les plus démunies, les plus pauvres, le dernier échelon de l'échelle sociale. »

LUC DEFOSSE, *Juste de quoi ne pas crever de faim...*, dans *Europe 74*, n° 11, 11 décembre 1974.

2. « Dans un échantillonnage de 147 familles bruxelloises, 30 vivent avec moins de 35 francs par jour. D'autres ont en moyenne 185 francs par jour pour vivre (ce qui fait 5550 francs par mois). Ce quart monde (5 à 6% de la population belge) meurt souvent dès la quarantaine, d'épuisement et de privations. »

Données citées par Pierre THONON, *Quart monde. 300000 Belges, classe sociale : « Affreux, sales et méchants »*, dans *Pourquoi Pas ?* pp. 31-34, 23 juin 1977.

Questionnaire

1. Quelle est la nature des deux documents ?
.....
2. Comment ce quart monde peut-il survivre ?
..... (= C.P.A.S.)
3. Expliquer l'expression : « le dernier échelon de l'échelle sociale » :
.....
.....
.....
4. Comment appelle-t-on les personnes situées dans cette catégorie sociale ?
.....
5. Pourquoi ce quart monde meurt-il souvent à un âge peu élevé ?
.....
.....
.....
6. Selon vous, de quel autre mot a été tiré le terme « quart monde » :
.....
7. En conclusion, sur environ 10 millions de Belges, dites quel pourcentage de cette population fait partie aujourd'hui du quart monde :
.....

La faim dans les pays en voie de développement

LES FAITS

Documents

1. Diapositives représentant :
 - un enfant Touareg (région du Sahel, Afrique du Nord, famine de 1976),
 - des Ougandais (Afrique orientale, 1980),
 - des Cambodgiens (Asie du Sud-Est, 1979).

2. « *Pour passer en revue les affamés du monde alignés coude à coude, il faudrait trois mois en roulant à 100 km/h sans s'arrêter.* »

(N.B. : cela équivaut à une file de 200.000 km de long, soit 400 millions de personnes)

Alexandre DOROZYNSKI, *Le premier congrès de la faim*, dans *Science et vie*, pp. 43-46, décembre 1974.

3. « Un milliard d'hommes souffre de malnutrition chronique dans le monde. »

Rapport de la commission présidentielle sur la faim dans le monde, Washington, décembre 1979, extrait de Pierre DROUIN, Le nouveau visage de la faim, dans Le Monde, n° 10.845, p. 1, 12 décembre 1979.

4. « A chaque heure, 6000 personnes meurent de faim dans le tiers monde. »

Roger GARAUDY, dans *Rencontre*, émission de la R.T.B. radio, vendredi 28 décembre 1979, 16 heures.

5. « Sur 100 enfants qui naissent chaque minute dans le tiers monde, 15 mourront dans l'année et 75 n'auront jamais accès à des soins médicaux. Un quart de ces enfants souffriront de malnutrition au moment du sevrage ; leurs risques de mourir seront de trente à quarante fois plus élevés que s'ils étaient nés en Europe ou en Amérique du Nord. »

M.H. LABOUISSSE (directeur général de l'U.N.I.C.E.F.), *Introduction au rapport de l'Unicef publié dans la clôture de « l'Année internationale de l'enfant »*, cité dans *Le Monde*, n° 10.854, p. 1, 22 décembre 1979.

Questionnaire

1. Distinguer les termes :
 - sous-nutrition (ou dénutrition) :
 - malnutrition :
2. Sur 100 enfants qui naissent chaque minute dans le tiers monde, combien n'auront aucun problème alimentaire ou de santé ?
.....

LES CAUSES

Document

« Après la perpétuation froide et lucide d'un véritable génocide du fait des Khmers rouges, les survivants se rendent compte que le Vietnam se sert de l'alimentation comme d'une arme pour asseoir son pouvoir : cela va de la répartition au compte-gouttes de secours à l'interdiction de l'abattage du bétail et aux retards imposés aux moissons. »

Pierre DROUIN, *Le nouveau visage de la faim*, dans *Le Monde*, n° 10.845, p. 6, 12 décembre 1979.

Questionnaire

1. Quelle est la nature de ce document ?
.....
2. De quel pays sont originaires les Khmers ?
.....
3. Dans quel continent ce pays est-il situé ? Dans quelle région ?
.....
4. Pourquoi les appelle-t-on des Khmers rouges ?
.....
.....
5. Pourquoi les Vietnamiens se serviraient-ils de l'alimentation pour asseoir leur pouvoir ? Quel pays ces Vietnamiens occupent-ils ?
.....
.....
.....

1^{re} CAUSE :

Document

« *Le budget en cours au Bangla Desh affecte 20% de crédits à l'armée, 10% à la police et à la justice, et seulement 1,5% à l'agriculture, qui représente presque la seule activité productive du pays.* »

René DUMONT, *Le tiers monde en cage. L'erreur mortelle des pays pauvres : vouloir copier le « modèle occidental »*, dans *Le Nouvel Observateur*, p. 70, 5 juin 1978.

Questionnaire

En sachant qu'il y a beaucoup de cas de sous-nutrition et de famines cycliques au Bangla Desh, expliquer la contradiction existant dans les attributions budgétaires du gouvernement de ce pays du sous-continent indien :

.....
.....
.....

2^e CAUSE :

Document

« Il ne faut pas donner de chiffres [concernant les besoins alimentaires de l'Inde] parce que, si nous en donnons, le marché est si spéculatif que les cours monteraient encore et nous devrions payer plus cher. »

Déclaration de Mme Gandhi (alors premier ministre de l'Inde), dans *L'Express*, 14 octobre 1974, *Le problème alimentaire mondial*, cité dans *La Wallonie*, p. 4, octobre 1977.

Questionnaire

1. Recherchez la signification des termes suivants :
 - spéculatif :
 - les cours :
2. D'après ce texte, qui contrôle les stocks alimentaires mondiaux ? Faites une croix à côté de la réponse correcte :

☐	les pays riches
☐	les pays pauvres

3^e CAUSE :

Document

« Selon le rapport Perspectives sur les produits 1972-1973 de la F.A.O., les principaux pays exportateurs ne sont pas disposés à continuer de jouer vis-à-vis du monde le rôle de renfort, et ils ont la capacité technique d'éviter de s'embarasser de stocks excédentaires coûteux de sorte qu'on ne peut plus compter désormais sur les stocks des exportateurs comme réserve permanente permettant de faire face à des mauvaises récoltes généralisées dans le monde. »

J.P. CHABERT, M. MARLOIE et P. SPITZ, *Pays exportateurs et importateurs. Une instabilité « normale » du marché international (Une arme politique de choc : l'alimentation)*, dans *Le Monde diplomatique*, n° 258, p. 11, septembre 1975.

Questionnaire

1. Recherchez la signification du sigle F.A.O. :
.....
2. Pourquoi les pays riches détruisent-ils leurs stocks alimentaires excédentaires ?
.....
3. Peut-on comparer cette situation à celle des fermiers du Pays de Herve (Belgique) qui souvent brûlent leurs stocks de pommes et de poires ou les laissent pourrir sur place ? Développer votre réponse.
.....
.....
.....

4^e CAUSE :

Document

« Sicco Mansholt, ancien président de la C.E.E., remarque qu'en ce début d'une période de disette alimentaire, le monde industrialisé doit faire un choix : nourrir l'homme, ou nourrir le porc. Jusqu'à présent, dit-il, nous avons choisi le porc. »

Alexandre DOROZYNSKI, *Le premier congrès de la faim*, dans *Science et vie*, p. 45, décembre 1974.

Questionnaire

1. A qui donne-t-on les surplus alimentaires que les pays riches constituent ?
.....
2. Sous quelle forme se présentent ces surplus ?
.....

5^e CAUSE :

Document

« La faim est moins un problème de production que l'absence de pouvoir d'achat pour la masse des sans emploi et des sous-employés des pays en voie de développement. Cela a été illustré récemment en Inde, dans la C.E.E. et aux Etats-Unis, pays qui ont affronté des problèmes de surplus alimentaires considérables pendant que la masse des sous-alimentés, — de 450 à 500 millions, — est restée virtuellement inchangée. »

James GRANT, président du Conseil du développement outre-mer des Etats-Unis, cité par Roland-Pierre PARINGAUX, *Le ghetto de la faim*, dans *Le Monde*, p. 2, 13 juillet 1979.

Questionnaire

1. Comment est-il possible que l'Inde, pays sous-développé, possède à la fois des surplus alimentaires considérables et une population majoritairement sous-alimentée ? Développer votre réponse :

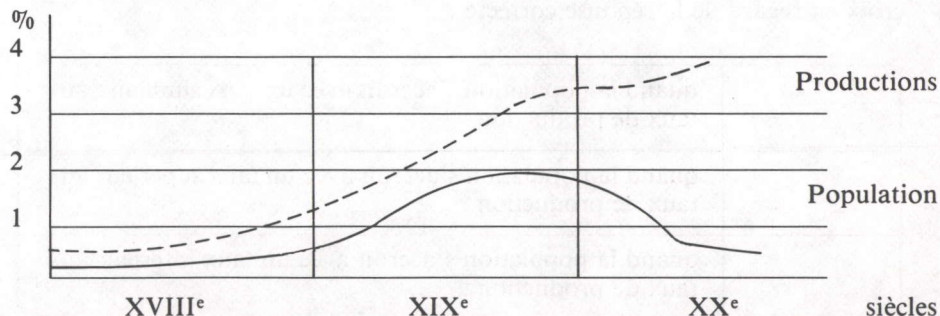
.....
.....
.....

6^e CAUSE :

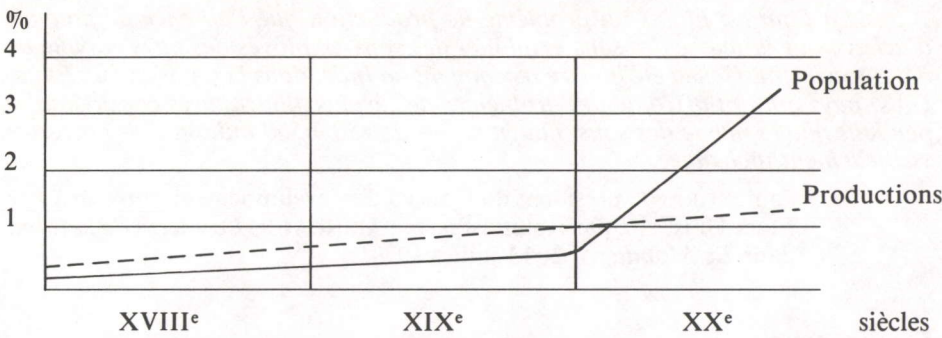
Document

Esquisse schématique de la croissance de la population et des productions (productions agricoles, productions du secteur secondaire,...)

a) Pays développés



b) Pays sous-développés



Graphiques réalisés d'après Yves LACOSTE, *Géographie du sous-développement*, p. 190, Paris, P.U.F., 1965.

Questionnaire

- 1. A quelle époque la population du tiers monde s'est-elle accrue beaucoup plus vite que les productions (entre autres alimentaires) ?
.....
- 2. Selon vous, pourquoi ? Quel grand personnage en a été indirectement le responsable (dans l'absolu) ?
a.
b.
- 3. Expliquez à l'aide des graphiques pourquoi l'on peut dire que la famine existe nécessairement dans les pays sous-développés.
.....
.....
- 4. En manipulant les notions de croissance productive et de croissance démographique, dites quand on peut dire que la famine se déclare. Faites une croix en regard de la réponse correcte :

	quand la population s'accroît avec un taux similiaire aux taux de production
	quand la population s'accroît avec un taux supérieur aux taux de production
	quand la population s'accroît avec un taux inférieur aux taux de production

7^e CAUSE :

Document

« Pour l'ensemble du tiers monde, 40 à 60% de la production agricole totale est perdue chaque année, dont la plus grande part pourrit au soleil ou engraisse les rats à cause de la lenteur de la distribution et de la médiocrité des moyens de stockage. »

Dominique RONVAUX, *Play People*, décembre 1977.

8^e CAUSE :

9^e CAUSE :

Document

« Totalelement exploités par les usuriers du village, les paysans indiens sont lourdement endettés et la plus grande partie de leurs gains sont absorbés par les intérêts ; financièrement ruinés, ils ne peuvent améliorer leurs cultures et sont souvent forcés de céder leurs terres aux usuriers [...]. Dans beaucoup de cas, du revenu net de la culture, moins d'un cinquième va au paysan et le reste au propriétaire non travailleur ».

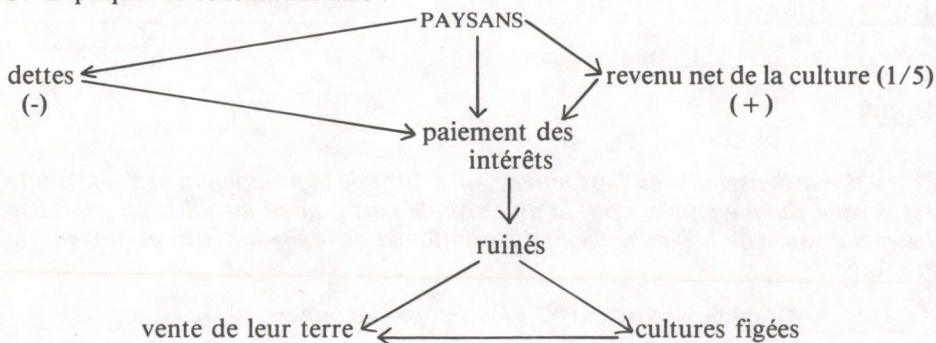
Alak GHOSH, *Indian Economy, its Nature and Problems*, Calcutta, World Press, 1973, cité par René DUMONT, *Surpopulation et pénurie alimentaire en Asie du Sud. Briser les privilèges*, dans *Le Monde diplomatique*, n° 238, p. 11, janvier 1974.

Questionnaire

1. Recherchez la signification du terme « usurier » :
.....

2. Quel est le statut social du paysan indien ?
.....

3. Expliquez le schéma suivant :



4. Qui a écrit le texte ?
.....

5. Quelle est la nationalité de cet auteur ?
.....

6. Est-il crédible ? ☐ oui/non Pourquoi ?
.....

7. Le bénéficiaire de la vente des terres agricoles par le paysan endetté est-il un travailleur du secteur primaire ?
.....

10^e CAUSE :

Document

« J'ai voulu faire une réforme agraire en fixant le maximum des terres possédées à 10.000 hectares. Or, il y a des maharadjas qui possèdent des centaines de milliers d'hectares [...]. Mais les Indiens croient que, si dans la vie, les gens ne se comportent pas bien, ils se réincarneront [renaîtront] dans des chiens. Les

propriétaires ont donc appelé les paysans et leur ont dit : Du point de vue de la loi, vous avez le droit de prendre les terres auxquelles vous avez droit, mais vous deviendrez des chiens dans la vie future. Et, m'a dit Nehru, 35 à 40% des paysans ont refusé les terres. »

Mikail ROLEA, *La faim*, dans *Rencontres internationales de Genève*, 1960.

Questionnaire

1. Recherchez la signification des termes suivants :
 - a. réforme agraire :
 - b. *maharadja* :
 - c. Nehru :
2. Pour quelle(s) raison(s) la réforme agraire a-t-elle échoué en Inde ? Faites une croix en regard de la ou des réponse(s) choisie(s) :

	l'attitude des <i>maharadjas</i>
	les croyances religieuses des habitants
	les lois existantes
	la pauvreté économique des habitants

3. Pourquoi les *maharadjas* ont-ils fait peur aux paysans indiens ? Faites une croix en regard de la réponse choisie :

pour conserver leur pouvoir	
pour conserver leur avoir	

11^e CAUSE :

Document

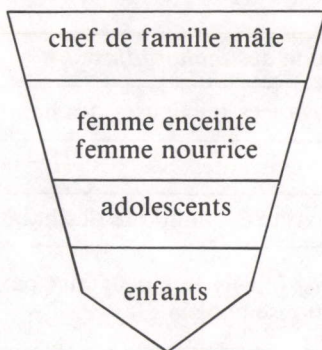
« Il existe une ségrégation par le statut, c'est-à-dire le fait que certaines nourritures sont réservées à certains en fonction de leur place dans la société familiale ou villageoise.

Par exemple, s'il n'y a de la viande que pour une personne, c'est le chef de famille qui se la verra attribuer [...] même si sa famille comporte enfants ou adolescents, si sa femme est enceinte ou nourrice [...] alors que le mâle adulte est celui qui pourrait se passer de viande avec le moins d'inconvénients. »

M. CEPEDÉ, *Alimentation (économie de l')*, dans *Encyclopaedia universalis*, t. 1, pp. 667-668, 1979.

Questionnaire

1. Qui devrait en réalité bénéficier de la viande ?
.....
2. Pour quelles raisons ?
.....
3. D'après le schéma suivant, donnez un synonyme au terme « statut » social :

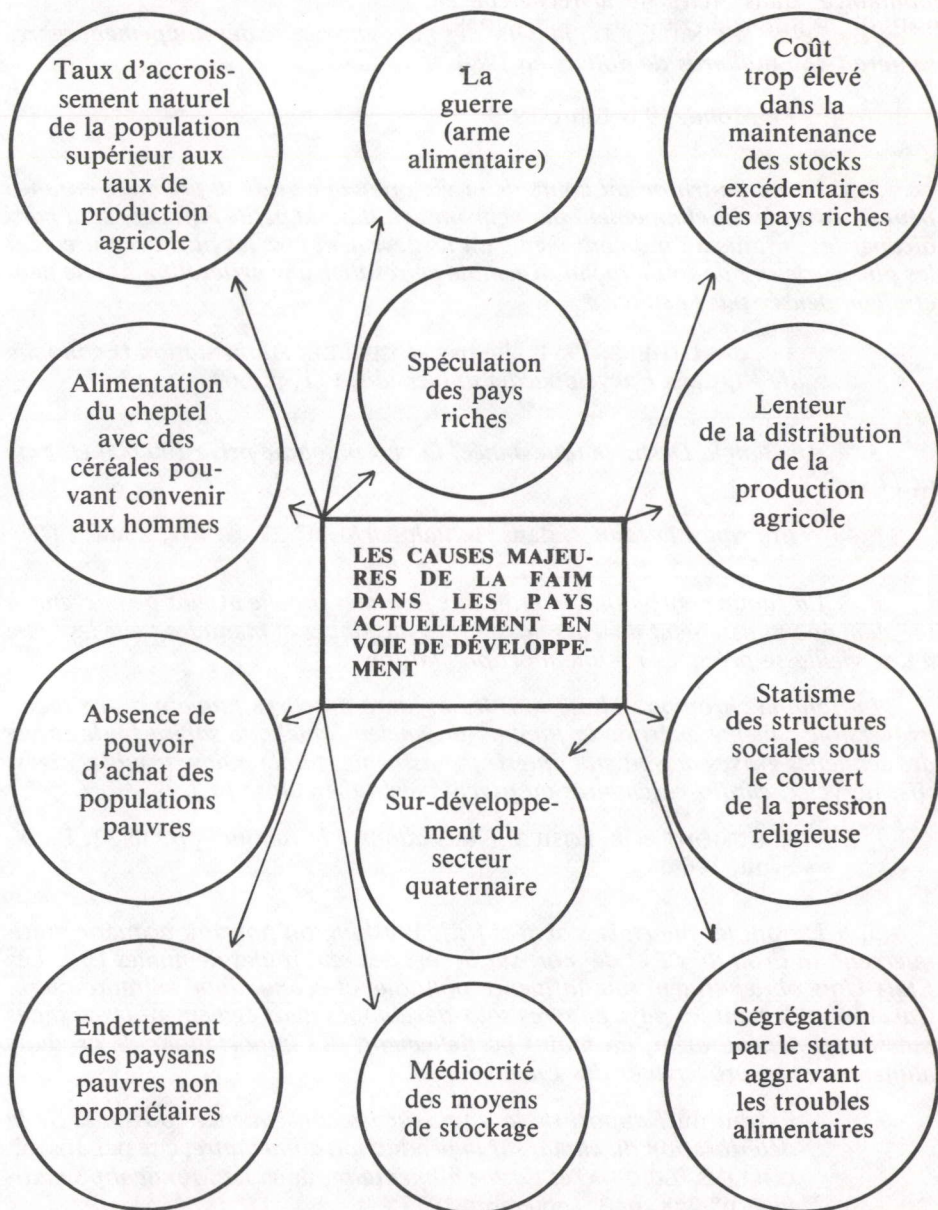


statut :

12^e CAUSE :

Remarque

Nous venons de voir les douze principales causes actuelles de la faim dans les pays sous-développés. Les faits étudiés vous montrent à quel point ce problème est complexe. Complexes seront également les conséquences de la sous-alimentation et les solutions possibles à cette situation inégalitaire entre le Nord et le Sud.



Documents

1. « Selon la C.N.U.C.E.D., la dette des pays en voie de développement représenterait 360 milliards de dollars en 1980. »

Le Monde, 9 octobre 1979.

2. « La malnutrition au cours de la vie prénatale et de la première enfance peut entraver le développement des neurones et, dans la petite enfance, peut handicaper les enfants au moment même où ils devraient être les plus aventureux et les plus curieux ; de toute façon, il semble en résulter une arriération qui ne peut être compensée par la suite. »

J.C. CAROTHERS, 1954, cité par M. CEPEDA, *Alimentation (Economie de l')*, dans *Encyclopaedia universalis*, t. 1, p. 669.

3. « Au Bangla Desh, chaque année, la xérophtalmie prive 100.000 enfants de la vue. »

Pourquoi la faim ?, dans *Actualquarto*, n° 27, p. 107, 2 mai 1978.

4. « La famine chronique interdit aux hommes qu'elle atteint de parvenir à un plein épanouissement de leurs possibilités physiques et mentales ; elle les voue à une vieillesse précoce et à une mort prématurée.

La famine chronique blesse tous les organes du corps humain d'une façon irréversible : même guéri de la famine, un ancien famélique subira toute sa vie des séquelles graves de son état antérieur : asthénie, faible poids, troubles digestifs, nerveux, cardio-vasculaires ou psychiques, tuberculose [...]. »

R. DUMONT et B. ROSIER, *Nous allons à la famine*, pp. 30-32, Paris, Seuil, 1966.

5. « Durant les mauvaises années [...], Washington pourrait acquérir pratiquement un droit de vie et de mort sur le sort des multitudes démunies [...]. Les Etats-Unis obtiendraient une influence politique et économique extraordinaire. Car non seulement les pays pauvres sous-développés mais également les grandes puissances dépendraient, au moins partiellement, des importations de produits alimentaires en provenance des Etats-Unis. »

Extrait du *Rapport de la C.I.A. sur les conséquences possibles de la détérioration du climat sur la production alimentaire*, cité par Joseph COLLINS, *La C.I.A. et l'arme alimentaire*, dans *Le Monde diplomatique*, n° 258, p. 3, septembre 1975.

Questionnaire

1. Quelles sont les conséquences de la sous-alimentation au point de vue financier ?
.....
2. Quelles sont les conséquences de la sous-alimentation sur l'état physique des êtres humains ?
.....
.....
3. Expliquez pourquoi on peut dire que les pays riches possèdent une « arme alimentaire » ?
.....
.....
.....

LES SOLUTIONS POSSIBLES ET LEURS DIFFICULTÉS D'APPLICATION

Documents

1. « *Au Guatemala, un programme de crédit rural, mené conjointement par la F.A.O. et la B.I.R.D. (Banque internationale pour la reconstruction et le développement) attribuait la moitié des prêts à la fraction la plus aisée des propriétaires terriens, ceux qui possédaient au minimum 112 acres et ne représentaient pas plus de 3% de la population.* »

Joseph COLLINS et Frances MOORE LAPPE, *Mythe de l'aide aux plus pauvres et piège de l'endettement. La banque mondiale et le développement agricole du tiers monde*, dans *Le Monde diplomatique*, n° 303, p. 29, juin 1979.

2.

<i>Aide au développement des pays pauvres par les pays riches pour l'année 1973</i>		
<i>Pays</i>	<i>% du produit national brut</i>	<i>classement</i>
<i>France</i>	<i>0,58</i>	<i>1</i>
<i>Suède</i>	<i>0,56</i>	<i>2</i>
<i>Pays-Bas</i>	<i>0,54</i>	<i>3</i>
<i>Belgique</i>	<i>0,51</i>	<i>4</i>
<i>Danemark</i>	<i>0,47</i>	<i>5</i>
<i>Australie</i>	<i>0,44</i>	<i>6</i>
<i>Canada</i>	<i>0,43</i>	<i>7</i>
<i>Etats-Unis</i>	<i>0,23</i>	<i>11</i>

Chiffres cités d'après Jacques CORDY, *La prochaine crise mondiale : la faim*, dans *Le Soir*, p. 5, 6 novembre 1974.

3. « Un foyer français sur trois possède un chien, au moins un sur quatre un chat, record européen. De 14 millions de boîtes en 1961, la consommation des aliments spéciaux destinés à ces animaux domestiques est passée à 280 millions de boîtes en 1970. En tout ces bêtes consomment 2 millions de tonnes de nourriture, de quoi nourrir correctement, — car ils contiennent beaucoup de protéines, surtout les aliments pour chats, — au moins 12 millions d'enfants asiatiques. »

Gerard CHALENCON, dans *Le Monde*, 22 août 1972.

4. « La quantité de céréales supplémentaires nécessaires pour nourrir les 416 millions d'individus qui, selon la F.A.O., souffriront de la faim en 1990, est de 32 millions de tonnes, dont la production coûterait 8 milliards de dollars. Or cette somme est à peine supérieure à celle que les Etats-Unis dépensent annuellement pour leur programme de timbres alimentaires destiné à renforcer l'alimentation pourtant incomparablement supérieure de leurs propres pauvres. Elle équivaut encore à trois semaines du budget du Pentagone et à l'achat de cinq sous-marins lance-missiles Trident. »

M.T., Aux Etats-Unis. Une commission présidentielle invite le gouvernement à augmenter son aide alimentaire au tiers monde, dans *Le Monde*, n° 10.845, p. 6, 12 décembre 1979.

5. « La société indienne accorde une importance énorme au fait de mettre au monde des garçons. Il [chef d'un village situé à 50 kilomètres seulement de Delhi] concède que les filles représentent un fardeau, — le taux de mortalité des nouveaux-nés du sexe féminin demeure élevé de façon suspecte dans les Etats du Penjab et du Haryana, — mais il affirme avec insistance que tout enfant mâle signifie une paire de bras supplémentaires et la sécurité pour les parents dans leur vieillesse. Selon une étude faite au plan national, le couple moyen doit avoir 6,2 enfants pour qu'un de ses fils parvienne à l'âge adulte.

La législation concernant les terres cultivables (qui limite la propriété d'une famille en fonction de sa dimension), les exemptions fiscales, la représentation parlementaire des Etats, tous ces facteurs constituent autant d'incitations à des familles nombreuses. »

Sunanda K. DATTA-RAY, *Surpopulation et pénurie alimentaire en Asie du Sud*. Eduquer le public, dans *Le Monde diplomatique*, n° 238, p. 11, janvier 1974.

Questionnaire

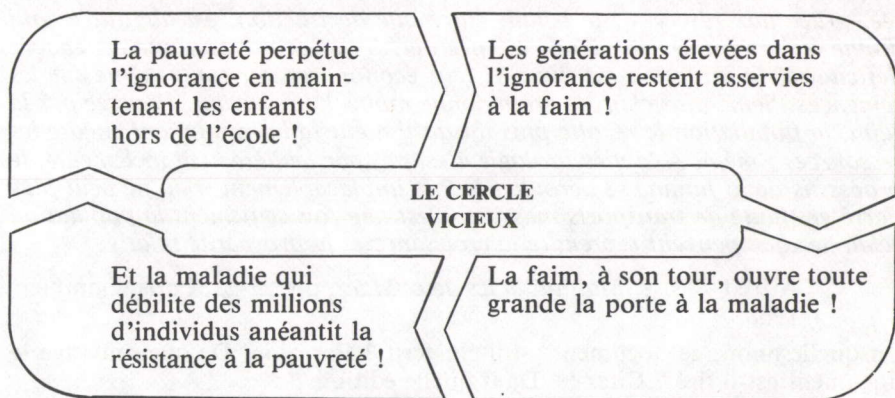
1. Relevez les solutions possibles au problème de la sous-alimentation :

.....
.....

2. Relevez toutes les difficultés d'application de solutions :

.....
.....
.....

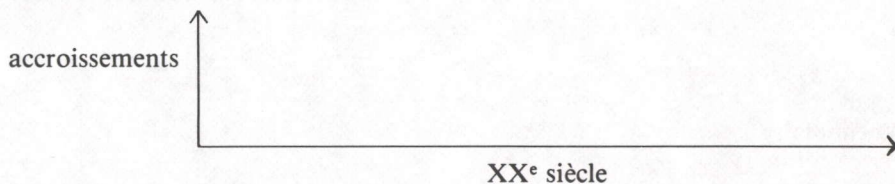
Synthèse générale



D'après U.N.I.C.E.F., *Regard vers l'avenir*, brochure 404, p. 4.

Questions de contrôle

1. Citez cinq causes d'apparition de la famine dans les pays en voie de développement aujourd'hui. Développez dans le détail une de ces causes.
2. O.N.U. =
C.E.E. =
F.A.O. =
3. Complétez le schéma ci-dessous représentant le rapport entre la croissance de la population et celle des productions agricoles des pays en voie de développement au XX^e siècle :



N.B. : population =
productions =

4. « Une population vit, sur sa terre, avec une technique donnée, presque constante. Pendant quelque temps, elle s'accroît naturellement. Si les récoltes annuelles étaient égales, la pression démographique s'accroîtrait sans cesse, donnant lieu à une disette progressive et, sans doute, à de violentes luttes.

En fait, le processus se déroule autrement. Les conditions atmosphériques s'avèrent, une année, défavorables : sécheresse, par exemple, au mauvais moment. Si la chute de récolte n'est pas trop importante, la crise peut être passée, grâce aux réserves ; le bétail, autre que de traction, est abattu, ce qui donne les ressources en viande et en grain. Si la récolte suivante est encore déficitaire, la privation est dure. Il faut économiser sur tout, même sur les semences. Semé plus clair, le grain donne moins l'été suivant. Poussée par la faim, la population le récolte plus tôt qu'il n'eût fallu, diminuant encore les ressources ; même si la météorologie n'est pas particulièrement inclémente, le processus de la famine se déroule dès lors implacablement, rien ne peut plus l'arrêter, faute de transports massifs. C'est une fois seulement la population éclaircie, que peuvent reprendre la croissance et la prospérité relative. »

Alfred SAUVY, *Malthus et les deux Marx*, pp. 22-23, Paris, Gonthier, 1966.

En quelle année ce document a-t-il été écrit ? Par qui ? De quel ouvrage le document est-il tiré ? Citez-le. Dans quelle édition ?

Quel phénomène physique dominant provoque souvent la famine dans les régions en régime « primitif » ? Pourquoi « primitif » (voir la question précédente) est-il écrit entre guillemets ?

Quelle réponse trouve-t-on aux difficultés de la *première* sécheresse ?

Pourquoi le processus de famine se déroule-t-il implacablement même si la météorologie n'est pas trop inclémente ?

Qu'aurait permis l'existence de transports massifs ?

Que signifie « la population éclaircie » ?

5. Quelle(s) solution(s) apporteriez-vous au problème général de la faim dans les pays en voie de développement ?

.....

Vocabulaire

Chronique (une maladie) : Se dit d'une maladie qui dure longtemps et se développe lentement.

Diététique (la) : Etude de l'hygiène alimentaire, de la nutrition.

Dysenterie (la) : Maladie infectieuse caractérisée par une inflammation ulcéreuse du gros intestin provoquant des évacuations sanguinolentes accompagnées de coliques violentes.

F.A.O. (Food and agriculture organisation) : Organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

Féculents (les) : Matières végétales contenant de la fécule (exemple : pommes de terre).

Génocide (un) : Destruction méthodique d'un groupe racial, d'un peuple (ethnocide) (ex. : l'extermination des Juifs par les nazis).

Métabolisme (le) : Ensemble des transformations chimiques et biologiques qui s'accomplissent dans l'organisme.

Natte (une) : Pièce de tissu fait de brins de végétaux entrelacés à plat, servant de tapis, de couchette.

Oedème (un) : Infiltration aqueuse du tissu cutané provoquant un gonflement indolore au niveau de la peau.

Paludisme (le) : Maladie infectieuse caractérisée par des accès de fièvre due à un parasite inoculé par la piqure d'un moustique.

Prostré (être) : Etre dans un état de prostration, être accablé, très abattu.

Réincarnation (la) : Union dans un nouveau corps d'une âme qui avait été unie à un autre corps (voir hindouisme).

Ségrégation (la) : Action de mettre à part ; le fait de séparer (en parlant d'éléments d'une masse ou d'un groupe).

Sevrage (le) : Action de cesser progressivement d'allaiter un nourrisson pour lui donner une nourriture plus solide.

Sous-prolétariat (le) : Fraction sociale la plus défavorisée des prolétaires (ne posédant que ses mains comme force de travail).

U.N.I.C.E.F. : Fonds international des Nations-Unies de secours à l'enfance.

Choix de documents complémentaires

La faim dans les pays riches

« Lille. — Trois frères âgés respectivement de quatre ans, deux ans et demi et un an ont été transportés d'urgence le 1^{er} février à la cité hospitalière de Lille, après avoir été découverts par les gendarmes dans un état de faiblesse et de malnutrition avancé. L'enfant de deux ans et demi, dont les orteils ont été rongés par le froid et la vermine, a dû être admis au service de chirurgie.

Les trois enfants vivaient pratiquement cloîtrés, avec leurs parents, dans une maison insalubre de Sainghin-en-Weppes, à une dizaine de kilomètres de Lille.

Le père, âgé de vingt-six ans, est actuellement sans travail et la mère, âgée de vingt-cinq ans, attend un quatrième enfant. »

Roger CANS, *L'infra-monde*, dans *Le Monde*, p. 7, 5-6 février 1978.

« *La seule enquête des revenus de ces familles, réalisée par le Mouvement A.T.D. quart monde à Bruxelles en mai 1977, révèle que pas plus de 40% d'entre elles ne touchent un salaire direct et encore 1/6 (7%) de ces revenus est loin du salaire minimum garanti. Si 63% ont eu au moins une rentrée d'argent liée directement au travail (chômage, pension, mutuelle, salaire), 37% donc n'ont aucune rentrée sous cette forme [...]. Cette enquête nous dit que 42% des familles (de 5 personnes en moyenne) ont un revenu disponible s'étalant de 0 à 85 F par jour et par personne. »*

Mouvement international, A.T.D. quart monde, *Livre blanc. Le sous-prolétariat en Belgique*, p. 11, Pierrelaye, juin 1977.

La faim dans les pays en voie de développement

Les faits

« *Dans la seule année 1979, 50 millions d'individus mourront de faim, dont 17 millions d'enfants. »*

Chiffres cités par l'O.N.U., repris par Maria-Antonietta MACCIOCCHI, *Sauver les condamnés à mort*, dans *Le Monde*, n° 10 769, 14 septembre 1979.

« *Caractères du tiers monde :*

- *d'ordre démographique :*
 - *forte mortalité infantile,*
 - *grande fécondité physiologique ;*
- *d'ordre économique :*
 - *faible consommation d'énergie,*
 - *travail des enfants ;*
- *d'ordre social :*
 - *forte population d'analphabètes,*
 - *forte population de cultivateurs,*
 - *faiblesse des classes moyennes,*
 - *condition inférieure de la femme,*
 - *stratification des sociétés. »*

D'après l'étude de l'Institut national des Etudes démographiques, cité par Robert DEMOULIN, *Histoire économique contemporaine*, notes de cours, p. 272, Liège, Gothier, 1975.

« Si l'on mettait dans la tête de ramener le monde à la dimension d'un gros village de 1000 habitants, voici quel rapport de données on pourrait y retrouver :

- 140 habitants seraient des Américains : 60 pour l'Amérique du Nord et 80 pour l'Amérique du Sud ;
- on dénombrerait 210 Européens, 85 Africains et 565 Asiatiques ;
- 300 des ces « villageois » auraient la peau blanche alors que 700 seraient des hommes de couleur ;
- 60 privilégiés contrôlèrent la moitié des revenus du village ;
- plus de 700 citoyens seraient analphabètes ;
- plus de 500 ne mangeraient pas à leur faim ;
- 600 habitants et plus habiteraient des taudis. »

René LABRECQUE, *Quel monde pour quels enfants ?*, dans *Informec*, n° 38, p. 6, Service général des communications du Ministère de l'Éducation du Québec, juin-juillet 1979.

Nombre de protéines indispensables par individu et par jour	Nombre de protéines consommées journellement par individu				
	R.F.A.	Tunisie	Iran	Côte d'Ivoire	Mexique
20 gr	82,5 gr	11 gr	12 gr	13 gr	14 gr

Chiffres cités d'après Jacques CORDY, *La prochaine crise mondiale : la faim*, dans *Le Soir*, p. 5, Bruxelles, 6 novembre 1974.

« Ce qu'il faut se rappeler à propos des villages, c'est que les gens n'y sont point des voisins, mais des rivaux. »

Joseph COLLINS et Frances MOORE LAPPE, *Mythe de l'aide aux plus pauvres et piège de l'endettement. La Banque mondiale et le développement agricole du tiers monde*, dans *Le Monde diplomatique*, n° 303, p. 29, juin 1979.

« Pour nous, il n'est pas contestable que le tiers monde, environ trois milliards de personnes, est nettement scindé en deux blocs inégaux et presque cloisonnés entre eux, d'une part, un « secteur moderne », un milliard, qui regroupe tous les dirigeants et privilégiés des régimes, les citoyens des mégalo-poles et les salariés du secondaire ou du tertiaire, et, de l'autre, les paysanneries, deux milliards, abandonnées presque partout, volontairement ou involontairement, à leur triste sort, et qui ne peuvent virtuellement manger que les vivres qu'elles produisent elles-mêmes. »

Jean-Paul HARROY, *L'Europe et la faim dans le monde*, dans *Le Soir, Carte blanche*, p. 1, Bruxelles, 7 décembre 1979.

« Une quarantaine de pages passent en revue, impitoyablement, les blocages politiques, socio-culturels et économiques que subissent les paysans des zones les plus pauvres du tiers monde.

Le manque de liberté s'analyse sous des formes diverses : l'esclavage et le servage sont plus répandus qu'on ne le croit, mais surtout des restes de régimes féodaux, où le dominant est incité à veiller à ce que ses dominés ne s'écartent que peu du minimum de l'autosubsistance pour rester sous tutelle. En outre, le pouvoir central, même s'il est sincèrement désireux d'aider le secteur rural, ne fait pas tous les efforts qu'il faudrait pour faire passer jusqu'au ras du sol les flux du progrès (enseignement, fourniture de produits et outillage, aide alimentaire, etc.).

Les blocages socio-culturels sont plus connus provenant de la religion, de la tradition, ou de ce que Georges Balandier appelle les investissements sociologiques (c'est-à-dire les dépenses de prestige) ou de l'emprise du groupe social qui attire vers celui qui réussit une nuée de parasites familiaux.

Parmi les blocages économiques, M. J.-P. Harroy cite l'insécurité de la tenure, l'endettement vis-à-vis des propriétaires, du marchand ou de l'usurier, enfin la mauvaise commercialisation des surplus. »

Pierre DROUIN, *La misère du tiers monde. Comme des mouches*, (A propos de l'ouvrage de Jean-Paul HARROY, *Demain la famine, ou la conspiration du silence*, Bruxelles, Hayez, 1979), dans *Le Monde*, p. 2, 13 juillet 1979.

Les conséquences

« La malnutrition pendant la vie embryonnaire et les dix-huit premiers mois de l'enfance entraîne la déficience mentale définitive : il manque aux enfants jusqu'à 60% des neurones du cerveau, et cette destruction est irrémédiable.

Autre conséquence : la taille moyenne des paysans diminue. Nous allons vers des générations de nains. »

Professeur Nelson CHAVES, nutritionniste, cité par Robert LINHART, Brésil. *Le sucre et la faim*, dans *Le Monde*, 3 février 1980.

« Les carences alimentaires provoquent à elles seules une pathologie clairement reconnaissable : notamment goîtres (400 millions de personnes), anémies (300 millions) ; xérophtalmie ou carence en vitamine A entraînant la cécité (100 millions). »

Claire BRISSET, *Le désert médical du tiers monde*, dans *La santé des Français*, Supplément au *Monde*. Dossiers et documents, p. 151, novembre 1979.

Les solutions possibles et leurs difficultés d'application

« En 1973, les pays riches ont gaspillé, en le donnant à leur bétail, 380 millions de tonnes de grains et de tourteaux oléagineux, lesquels sont plus riches encore que les grains [...].

Les 380 millions de tonnes de céréales, qui ont procuré de la viande à environ 450 millions de personnes, auraient donné une nourriture équilibrée, sans carence de protéines, à deux milliards d'êtres humains. »

René DUMONT, *Nous n'allons pas à la famine, nous y sommes*, dans *Les riches mangent trop*, numéro spécial de *Croissance des jeunes nations*, n° 153, p. 10, novembre 1974.

« [...] la plupart ignorent que les gazons, terrains de golf et cimetières des pays industrialisés absorbent presque autant d'engrais que les terres cultivées par 70% de la population mondiale. »

U.N.I.C.E.F., 1974.

Production agricole et population active du secteur primaire		
	Tiers monde	Pays développés
Production agricole	1/3	2/3
Secteur primaire	63% (Asie) 69% (Afrique)	19% (Europe)

Pourquoi la faim ?, dans *Actualquarto* n° 27, p. 107, 2 mai 1978.

« Quand on évoque le problème de la faim en Inde, n'importe quel occidental cultivé, tolérant et capable de compassion prend un ton affligé pour déplorer le problème des vaches. Comme on le sait, les Indiens vénèrent la vache et n'y toucheront jamais, en dépit de la plus sévère disette de protéines. Or, il y a en Inde environ 100 millions de vaches qui sont apparemment inutiles : elles produisent moins de 250 litres de lait par an chacune, alors qu'une vache occidentale produit de dix à quinze fois plus. Et encore, quand elles veulent bien donner du lait : dans une année ordinaire, la moitié des vaches indiennes ne produisent pas une goutte de lait. Efflanquées, avec les os qui menacent de leur crever la peau toutes vives, elles n'ont pas non plus la force de mener à bien la gestation d'un veau : elles avortent le plus souvent et, plus souvent encore, si elles vèlent à terme, elles ne peuvent évidemment allaiter. Néanmoins, l'imagerie populaire indienne se complait à représenter des vaches aux visages de pin-ups dont les mamelles sont des sources jaillissantes de lait.

Marvin Harris, professeur d'anthropologie à l'Université Colombia, à New York, s'est intéressé à cet agaçant problème du point de vue énergétique [...].

Le cheptel bovin de l'Inde produit 700 millions de tonnes de fumier récupérable et d'ailleurs récupéré. D'un point de vue thermique, cela représente l'équivalent de 27 millions de tonnes de bois. Etant donné que l'Inde dispose de peu de pétrole, de charbon et de bois, c'est un capital thermique très appréciable. Les Indiens l'apprécient justement : plus de la moitié de ce fumier est utilisé en agriculture, l'autre moitié est utilisée comme combustible. La brique de bouse brûle en donnant une flamme propre et basse qui permet à la ménagère indienne de laisser mijoter ses plats tandis qu'elle vaque à d'autres travaux ménagers, commodité qui ne nous est accessible que grâce à des systèmes de contrôle électronique et beaucoup d'électricité. Aussi, la moindre parcelle de fumier est-elle précieusement récupérée.

Les Anglais auxquels on reproche beaucoup leur laisser-faire dans les anciennes colonies, avaient bien compris cela. Quand on notait devant eux que les Indiens se laisseraient mourir plutôt que de toucher à leurs vaches, ils répliquaient : Oui, mais s'ils y touchent, ils mourront encore plus sûrement de faim. En 1944, à la fin de la guerre, alors que la famine sévissait pourtant au Bengale, les autorités britanniques renforcèrent les lois sur la protection des vaches ! [...].

Imaginez donc que l'Inde, qui a d'autres vaches à fouetter doive acheter 25 millions de tonnes de pétrole en plus ! C'est vrai, les vaches gênent la circulation à Bombay, à Bénarès, note Harris, mais elles consomment quand même bien moins d'énergie en une année qu'il n'en est gaspillé en un jour dans des embouteillages urbains occidentaux. La vraie vache sacrée, dit cet anthropologue, c'est l'auto [...]. Ce genre d'analyse ressortit à l'anthropologie la plus classique. Il indique que non seulement le bon sens n'est pas la chose la mieux partagée du monde, puisque l'Occident continue de reprocher aux Indous leurs vaches sacrées, mais encore qu'une science apparemment aussi « gratuite » que l'anthropologie peut présenter une valeur économique supérieure à celle de l'économie elle-même. »

G. MESSADIE, dans *Science et vie*, septembre 1974.

Orientation bibliographique

Ouvrages

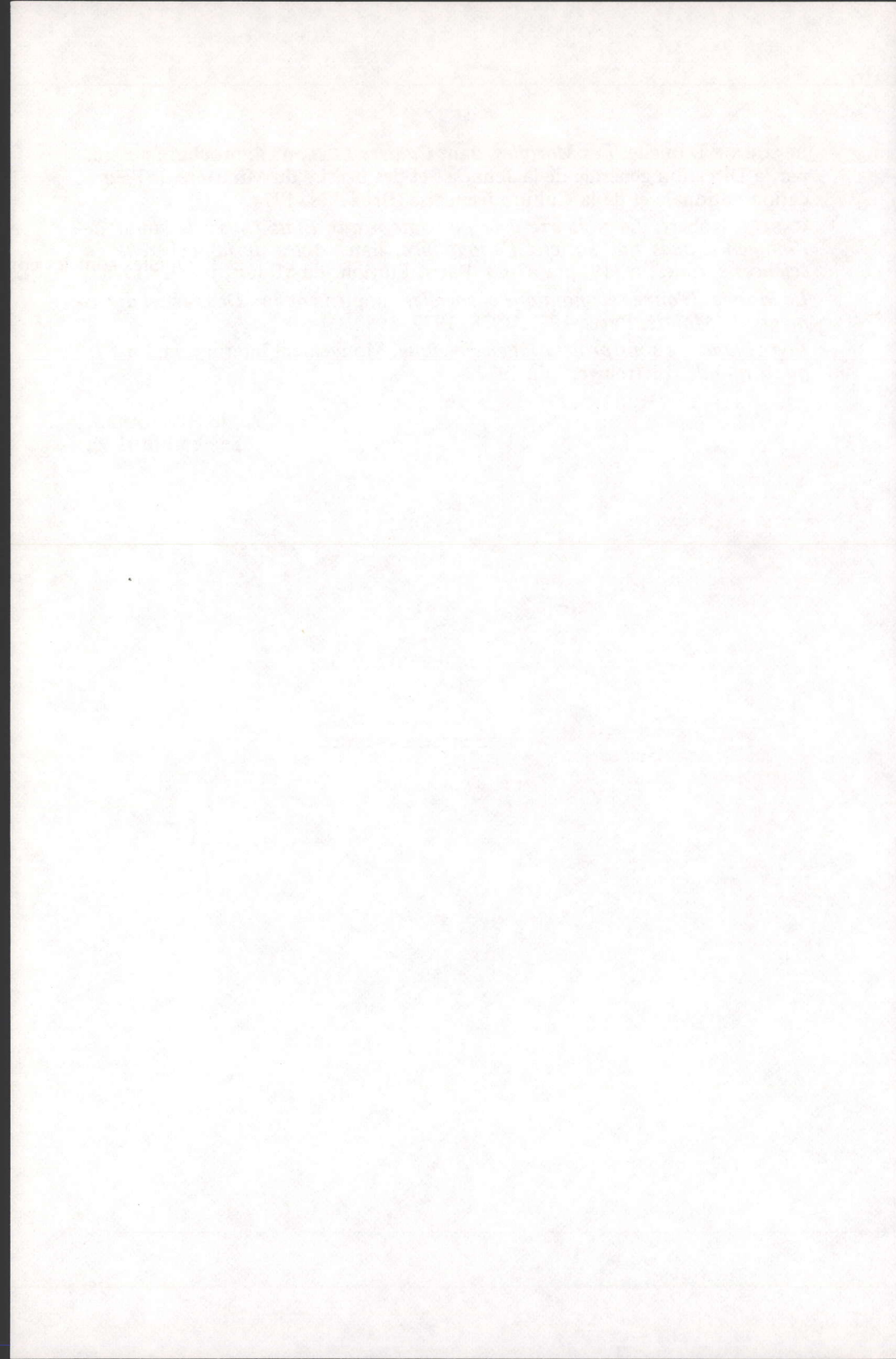
- ALBERTINI J.-M., *Les mécanismes du sous-développement*, Paris, Editions ouvrières, 1967.
- BAIROCH P., *Le tiers monde dans l'impasse*, coll. « Idées », Paris, Gallimard, 1971.
- BESSIS S., *L'arme alimentaire*, Paris, Maspero, 1979.
- de BOSSCHERE G., *Clefs pour le tiers monde*, Paris, Seghers, 1973.
- de CASTRO J., *Géopolitique de la faim*, Paris, Editions ouvrières, 1971.
- COUET J.-F. et BREMOND J., *Pays sous-développés ou pays en voie de développement ?*, t. 1 : *Voir, comprendre, analyser*, coll. « Profil », Paris, Hatier, 1978.
- COUET J.-F. et LIGNIERES R., *Pays sous-développés ou pays en voie de développement*, t. 2 : *Batailles pour le développement*, coll. « Profil », Paris, Hatier, 1979.
- DELEURY G., *Le modèle indou*, coll. « Le temps et les hommes », Paris, Hachette, 1978.
- DUMONT R., *La croissance... de la famine !*, Paris, Seuil, 1975.
- DUMONT R. et ROSIER B., *Nous allons à la famine*, Paris, Seuil, 1966.
- FURIA D. et SERRE P.-Ch., *Techniques et sociétés. Liaisons et évolutions*, coll. « U », Paris, Colin, 1970 (plus particulièrement le chapitre 3 de la 2^e partie du livre III).
- GENTILS R. et JOLIVET P., *L'équilibre alimentaire*, Paris, Flammarion, 1979.
- GEORGE S., *Comment meurt l'autre moitié du monde*, Paris, Laffont, 1978.
- HARROY J.-P., *Demain la famine, ou la conspiration du silence*, Bruxelles, Hayez, 1979.
- LACOSTE Y., *Géographie du sous-développement*, Paris, P.U.F., 1976.
- LE COZ Jean, *Les réformes agraires*, coll. « Magellan. La géographie et ses problèmes », Paris, P.U.F., 1974.
- PROVENT A. et de RAVIGNAN P., *Le nouvel ordre de la faim*, Paris, Seuil, 1977.
- SAUVY A., *Malthus et les deux Marx*, Paris, Gonthier, 1966.
- de ROSNAY S. et J., *La malbouffe*, Paris, Orban, 1979.

Revues et brochures

- *Atlaseco. Le Nouvel Observateur, Atlas économique et politique mondial*, Paris, septembre 1978, 1979, 1980.
- A.E., Bruxelles, Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au développement, revue trimestrielle (première parution en été 1974).

- BEAURAIN Danielle, *Les Marolles*, dans *Cahiers J.E.B.*, n° 4, brochure publiée par la Direction générale de la Jeunesse et des Loisirs du Ministère de l'Education nationale et de la Culture française, Bruxelles, 1974.
- CASTEL Robert, *La « guerre à la pauvreté » aux Etats-Unis : le statut de l'indigence dans une société d'abondance*, dans *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 19, pp. 47-60, Paris, Editions de Minuit, janvier 1978.
- *Le Monde. L'année économique et sociale*, Supplément aux *Dossiers et documents du Monde*, Paris, 1977, 1978, 1979, 1980.
- *Livre blanc. Le sous-prolétariat en Belgique*, Mouvement international A.T.D. quart monde, Pierrelaye, juin 1977.

André DUMOULIN,
Septembre 1980.



CHRONIQUE CINÉMATOGRAPHIQUE

CHRONOLOGICAL INDEX

1870-1879

1880-1889

1890-1899

MON ONCLE D'AMÉRIQUE (1980)

RÉALISATEUR : Alain RESNAIS

SCÉNARISTE : Jean GRUAULT

PARTICIPATION importante du professeur Henri LABORIT

DISTRIBUTEUR : Belga

Prix spécial du Jury au Festival de Cannes 1980

1. Structure

Un cœur qui bat : telle est la première image. Puis une mosaïque de photographies, celles d'instantanés de la vie : plan que l'on retrouvera à la fin du film. La vie des trois personnages principaux est racontée en traits lapidaires. Ensuite leur histoire sera développée. Leurs destinées se croiseront, s'épouseront, s'affronteront.

Parallèlement à ces vies humaines, la caméra montre à maintes reprises les réactions de rats blancs aux *stimuli*. Les commentaires du professeur Laborit ponctuent toute l'œuvre.

Des personnages s'identifient aux héros du cinéma : Jean Gabin pour René, le fils d'agriculteur devenu cadre ; Jean Marais pour Jeanine, l'actrice de théâtre, puis responsable dans l'industrie du vêtement. Les scènes sont alors en noir et blanc.

2. Thèmes

a. La vie - l'évolution

L'image initiale, celle du cœur, indique le sujet : la vie. Une vie terrestre qui a évolué depuis le lichen jusqu'à l'homme. Une vie qui s'organise en fonction de l'énergie et du mouvement. Les plantes utilisent directement l'énergie solaire et la nourriture du sol auquel elles sont fixées. Les animaux et l'homme dévorent l'énergie accumulée dans les végétaux et les autres animaux. Ils doivent se déplacer pour se nourrir. Le système nerveux leur en fournit les moyens. Les commandes de ce système logent dans le cerveau.

Le cerveau commande des actions qui sont souvent des réactions à des événements extérieurs. Chez l'homme, chaque zone du cerveau est le siège d'une tendance fondamentale, selon l'exposé simplificateur du professeur Laborit : l'instinct, la mémoire, les associations.

b. Les comportements

Chez l'individu comme dans la société, l'instinct l'emporte encore nettement, surtout lorsqu'il s'exprime par l'agressivité. Inversement, un autre comportement répandu est l'inhibition. Celle-ci se traduit par une angoisse ; elle engendre des maladies psychosomatiques (ulcère à l'estomac, maladies cardiovasculaires, etc.), des cancers ou le suicide. Ces deux types de comportement sont illustrés dans le film.

Une société se caractérise par son instinct de conservation. « La vie se conserve », dit le professeur Laborit au début du film. Chacun se cramponne à la vie. La cellule familiale assure la reproduction, clé de la conservation ; elle lutte contre les forces centrifuges. La classe dirigeante, elle, veut maintenir la hiérarchie sociale, gage de sa domination.

c. Le milieu, l'éducation et les modèles sociaux

Chaque personnage principal est bien localisé dans le temps, mais surtout dans l'espace. Son éducation l'a influencé, parfois de manière négative. René, le cadre, s'est séparé de ses parents agriculteurs, en raison de ses conceptions et du choix de sa femme. Jeanine, une Parisienne, a vécu dans un appartement. Son engagement contre la guerre du Vietnam et son amour du théâtre ont dressé ses parents contre elle. Elle s'en est éloignée. Par contre, Jean Le Gall, est né dans une famille aisée. Il est récompensé par son grand-père lorsqu'il travaille bien à l'école. Il recherchera la fortune et la gloire. Par ses relations politiques, il sera propulsé directeur à la Radio ; mis à l'écart, il deviendra député et écrivain.

Les acteurs de cinéma et les héros qu'ils incarnent influent aussi sur la personnalité. Leur façon d'agir et l'expression de leurs sentiments coïncident souvent avec celles des protagonistes du film. Alain Resnais, monteur de formation, a bien assemblé les plans adéquats.

3. Intérêt pédagogique

Cette œuvre originale n'est pas exempte de défauts. Telle situation comme celle du double suicide de René, le cadre, paraît peu plausible. En outre, les réactions humaines ne peuvent pas être comparées systématiquement avec celles des rats ! Le film est trop didactique. A force de vouloir prouver...

Toutefois il sera utile non seulement pour les cours de « psychologie et relations humaines », mais aussi pour les leçons d'histoire. Et cela en raison de

l'importance accordée à la chronologie, à l'évolution de la vie et à la mémoire. L'œuvre de Resnais est d'ailleurs largement axée sur le temps. L'ouverture de l'histoire à la biologie et à la psychologie nous incite à conseiller la vision de ce film.

Les élèves en analyseront les thèmes, la structure et le langage cinématographique. Ils pourront prolonger leur réflexion par la lecture d'ouvrages accessibles d'H. Laborit et de J. Ruffié.

On appréciera enfin le jugement moral auquel aboutissent le réalisateur et le professeur Laborit et qui rejoint certaines préoccupations des historiens : il est capital que l'homme connaisse le fonctionnement de son cerveau et qu'il mesure les conséquences de ce fonctionnement dans le passé.

J. DEGEYE.

KAGEMUSHA (« L'OMBRE DU GUERRIER »), JAPON, 1980

RÉALISATEUR : Akira KUROSAWA

SCÉNARISTES : A. K. - Masato IDE

OPÉRATEUR (direction) : Takao SAITO

PRODUCTEURS : Toho Kurosawa Productions, F.F. COPPOLA, G. LUCAS

DISTRIBUTEUR : 20th Century Fox

Grand Prix (ex-aequo), Festival de Cannes, 1980

Durée : environ trois heures

1. Structure du récit et style

Un prologue, trois actes et un épilogue : une œuvre de facture classique. Le cadre : le Japon des années 1573 - 1575, dans la transition entre la féodalité et la modernité.

A cinquante ans environ, Shingen Takeda est l'un des seigneurs féodaux, *daimyô*, les plus redoutés. Une nuit de 1573, au cours du siège d'un château, il est mortellement blessé par une balle. Il a le temps de faire connaître son testament politique à ses vassaux : pour préserver la force du clan Takeda, sa mort doit rester secrète pendant trois ans.

C'est alors qu'intervient le « Double ». Il est apparu à la première image du film, lorsqu'il a été présenté au seigneur Shingen par le frère de celui-ci, — et son conseiller principal, — Nobukado Takeda : c'est un paysan voleur. Les grands recouraient parfois à un sosie : Nobukado lui-même avait déjà servi de doublure à son frère pour donner le change lors de batailles. Le « Double » s'impose peu à peu à son entourage, à tel point qu'il suscite la jalousie et l'opposition du fils de Shingen.

Ce dernier, Katsuyori Takeda, réussit à chasser le sosie. Orgueilleux et présomptueux, il prend l'initiative d'une attaque contre les rivaux les plus dangereux du clan : Yeyasu Tokugawa et Nobunaga Oda. Il conduit ses troupes à un désastre total. Le « Double », qui a assisté à la scène, se fait volontaire tuer et rejoint ainsi le Maître, Shingen Takeda, son modèle.

Comme dans *Dersou Ouzala* (1976), les paysages sont d'une grande beauté plastique. La caméra magnifie les mouvements de troupes, que celles-ci se déplacent lentement en rase campagne ou qu'elles entreprennent des actions militaires. Elle ne montre pas tout. Le son suggère à lui seul un événement : le claquement sec de l'arme à feu indique que le seigneur Shingen a été atteint. De même, la bataille finale n'est montrée que dans ses débuts (les vagues successives de cavaliers et de fantassins qui s'élancent sur ordre de Katsuyori) et son résultat (l'anéantissement) ; les développements sont symbolisés par les salves des troupes adverses.

2. Film et histoire

a. Société et pouvoir

Comme en Occident, la société japonaise du XVI^e siècle est encore tissée de liens de solidarité entre les puissants. Le plus fort, l'équivalent de notre suzerain, s'entoure de vassaux qui l'assistent à la guerre et le conseillent. Des rapports de force s'instaurent entre les vassaux. Un personnel nombreux sert dans le château seigneurial : chambellans, valets, cuisiniers. Le seigneur entretient des concubines.

Deux allusions sont faites à la religion japonaise. De même que nos châteaux réservaient une place à la chapelle, le seigneur possède son autel. Mais la religion n'est pas appréciée lorsqu'elle ne correspond plus aux attentes du pouvoir : c'est le sens de l'expédition punitive menée par le seigneur Tokugawa.

La masse japonaise n'est pas montrée au travail : paysans, pêcheurs, artisans, marchands. Toutefois le réalisateur met beaucoup d'humour à souligner l'écart entre le « Double », un paysan, et son modèle, le seigneur Shingen. Pour lui, la noblesse n'est pas seulement une qualité juridique. Elle consiste aussi en une maîtrise de soi, une certaine sagesse, le sens du commandement, un « art de la guerre ». Le sosie se sera familiarisé avec la vie de château et avec la guerre ; il aura acquis l'impassibilité du Maître, pas son habileté de cavalier. Par contre, il met en évidence la laideur morale du chef : il dit à son futur Maître et Modèle qu'un paysan voleur n'égale jamais en mal un puissant seigneur, car ce dernier ne vit que de l'argent et du sang des autres. Cruelle vérité ! En outre, tous les seigneurs n'ont pas une égale aptitude à la sagesse : Katsuyori le démontre, alors que son père et l'ombre de celui-ci étaient respectés et craints par leurs rivaux. L'armée du père possédait quatre atouts : la force du vent et la puissance de destruction du feu, mais également le silence de la forêt et l'immobilité de la montagne. Ce dernier trait était le symbole du Maître, au point que lorsque Katsuyori lancera son attaque suicidaire, son ennemi, Tokugawa, dira que c'est la fin du clan Takeda, car « la Montagne a bougé ».

b. Guerre et mort

Au sens littéral, il s'agit d'un film de guerre. Selon le réalisateur, les équipements militaires de l'époque ont été respectés : ils ont été prêtés par des musées ou reconstitués avec minutie.

La raison essentielle de l'échec final de Katsuyori, en 1575, réside dans son retard technique et dans sa tactique anachronique. Comme à Crécy (1346) et à Azincourt (1415), la cavalerie subit une lourde défaite. A Nagashino, les vagues de cavaliers viennent mourir sous le feu des arquebuses, — introduites par les Portugais à partir de 1543, — dont les desservants se relaient derrière leurs palissades de bois⁽¹⁾. Folie, car les espions auraient pu informer les stratèges de l'armement et des méthodes des adversaires.

Le propos du réalisateur est de mettre l'accent sur le caractère horrible de la guerre. C'est le sentiment qu'inspire au « Double » le monceau de cadavres des gardes qui l'ont préservé de la mort. C'est encore l'insistance de la caméra sur le champ de bataille parsemé de cadavres et sur les soubresauts de ceux-ci : simples fantassins et riches cavaliers, chevaux et hommes.

La mort force les hommes à se confondre avec les éléments dont ils sont issus : la terre ou l'eau. A sa demande, le corps de Shingen sera immergé dans le lac. Face à la mort apparaît la précarité du pouvoir et des entreprises humaines, comme le jeune seigneur Tokugawa l'exprime dans un chant grave.

c. Rôle du « Double »

Le « Double » a une fonction historique, mais surtout une portée philosophique. Au départ, il accepte de jouer ce rôle pour éviter la punition de son vol. A la mort de Shingen, il y est contraint par les vassaux, en raison du testament du défunt ; comme il remplit mal sa mission, il est presque écarté. Quand il constate que les ennemis de Shingen vont tirer profit de sa mort, il décide de le remplacer. Il abdique peu à peu sa personnalité pour se confondre avec la personne du Maître : comportement, puissance de concentration, sens de la décision, courage moral. Avant tout, ce qui ne trompe pas, il est parvenu à gagner l'affection du petit-fils de Shingen, Takemura, qui a perçu pourtant le rien de dissemblance avec son grand-père réel. Une fois écarté définitivement de ce rôle, il fera encore preuve de qualités certaines. Ainsi il n'accepte pas l'argent des vassaux. Il est présent sur le champ de bataille de Nagashino, où il fait signe aux combattants de ne pas s'aventurer dans une entreprise perdue. Horrifié par le spectacle du carnage, il va jusqu'à un véritable suicide et parvient à se jeter dans le lac où un étendard des Takeda flotte et où son Maître repose.

(1) Cfr Robert GUILLAIN, *A propos de « Kagemusha »*. *Armes nouvelles dans l'ancien Japon*, dans *Le Monde*, p. 23, 3 octobre 1980.

3. Histoire et enseignement

Le film peut être exploité soit à l'occasion d'une vision en salle, soit en ciné-club lorsqu'il sera disponible en 16 mm. Les travaux ci-dessous s'adresseront aux élèves de 3^e générale ou technique de transition (14-15 ans), en relation directe avec une période étudiée dans le cours. On peut insister en l'occurrence sur la comparaison ponctuelle entre l'Occident et une société d'Extrême-Orient. Si le film est proposé au degré de détermination (16-18 ans), les exercices concerneront spécialement le langage cinématographique, l'œuvre de Kurosawa, — artiste de notre temps, — et l'évolution du Japon, du XVI^e siècle à nos jours.

On citera quelques axes de recherches :

- a) rédiger un plan et une synthèse du film ;
- b) indiquer les faits et les idées que contient l'œuvre ;
- c) choisir les séquences et les plans les mieux réussis, c'est-à-dire ceux où les images coïncident bien avec le sens du film ;
- d) rechercher des études, des chapitres de livres⁽²⁾ et des documents relatifs au Japon des XVI^e-XVII^e siècles, afin de déterminer à quel(s) niveau(x) le film recrée la vérité historique ;
- e) établir un tableau où l'on compare à grands traits l'histoire moderne du Japon et celle de l'Occident aux points de vue politique, militaire et socio-économique ;
- f) préciser le rapport du sujet choisi par Kurosawa avec le présent ;
- g) noter des exemples de recours aux « Doubles » dans l'histoire et dans la littérature.

J. DEGEYE.

(2) Cfr Fernand BRAUDEL, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XV^e - XVIII^e siècle*, t. 2 : *Les jeux de l'échange*, pp. 525-529, Paris, Colin, 1979. L'auteur explique notamment la coexistence de la féodalité et des ingrédients du capitalisme au Japon, ainsi que les différences entre la situation de ce pays et celle de la Chine.

INFORMATION BIBLIOGRAPHIQUE

FORMATION OF EMBODIMENT

FORMATION OF EMBODIMENT

FORMATION OF EMBODIMENT

FORMATION OF EMBODIMENT

FORMATION OF EMBODIMENT

FORMATION OF EMBODIMENT

FORMATION OF EMBODIMENT

FORMATION OF EMBODIMENT

FORMATION OF EMBODIMENT

FORMATION OF EMBODIMENT

FORMATION OF EMBODIMENT

FORMATION OF EMBODIMENT

FORMATION OF EMBODIMENT

FORMATION OF EMBODIMENT

FORMATION OF EMBODIMENT

FORMATION OF EMBODIMENT

FORMATION OF EMBODIMENT

FORMATION OF EMBODIMENT

FORMATION OF EMBODIMENT

FORMATION OF EMBODIMENT

FORMATION OF EMBODIMENT

FORMATION OF EMBODIMENT

FORMATION OF EMBODIMENT

FORMATION OF EMBODIMENT

FORMATION OF EMBODIMENT

FORMATION OF EMBODIMENT

FORMATION OF EMBODIMENT

FORMATION OF EMBODIMENT

FORMATION OF EMBODIMENT

FORMATION OF EMBODIMENT

À PROPOS DE...

Les dossiers du C.R.I.S.P.

Depuis 1975, outre son courrier hebdomadaire, le *C.R.I.S.P.* (Centre de recherche et d'information socio-politiques, rue de la Révolution 16, à 1000 Bruxelles, Belgique) publie des dossiers clairs et précis sur des sujets divers, tels :

- *Le budget de l'Etat en Belgique*, n° 9, juin 1976 ;
- *La Belgique dans la Communauté européenne*, n° 8, 1975 ;
- *Les partis politiques en Belgique*, n° 10, juin 1978 ;
- *Le système de la décision politique en Belgique*, n° 11, 1977 ;
- etc.

J'ai eu l'occasion d'examiner plus en détail les deux dossiers suivants :

- *Les groupés d'entreprises*, n° 13, septembre 1979 ;

Ce premier dossier est conçu dans une perspective historique, montrant la concentration économique en Belgique sous l'égide de la banque mixte d'abord (collectant d'une part des dépôts et prenant d'autre part des participations dans le capital d'entreprise), comme la *Société générale*, la *Banque de Belgique* ou encore la *Banque Rotschild* devenue depuis le *Groupe Bruxelles-Lambert*, de la « banque de dépôts/holding » ensuite, au lendemain de la première guerre mondiale. Cette dernière est différente de la banque mixte en ce sens qu'elle prend des participations à long terme dans le capital d'entreprises industrielles et commerciales, ce qui lui procure des revenus intéressants en temps normal mais provoque des demandes de restitution en temps de crise, comme ce fut le cas lors de la crise économique internationale de 1930. On assiste dès lors, dès 1934, à la scission des activités des anciennes banques mixtes. La *Société générale* par exemple continue à gérer ses participations dans des entreprises industrielles et commerciales tandis que ses activités bancaires sont reprises par la *Banque de la Société générale*, constituée en décembre 1934. Plus près de nous, les sociétés multinationales se développent et sont présentes en Belgique soit par le biais de sociétés qu'elles créent, soit par celui de sociétés existantes qu'elles reprennent (*Sarma*, *A.C.E.C.*,...).

Les groupes d'entreprises présentent entre eux de grandes différences : le pouvoir peut y être plus ou moins concentré, plus ou moins dispersé ; les activités et les intérêts peuvent aussi être plus ou moins concentrés, plus ou moins dispersés ; des entreprises peuvent s'y situer à des degrés divers ; certains groupes agissent seuls et isolés, d'autres s'associent et agissent en commun. La situation des principaux groupes belges est ensuite montrée pour illustrer ce propos. Enfin, les derniers chapitres traitent de la morphologie des groupes d'entreprises, notion de fait et non de droit désignant « un ensemble d'entreprises, constituées en entités

juridiques distinctes, entre lesquelles existe un réseau de liaison de nature à les placer sous l'influence d'un même centre de décision » et de la décision politique.

Pour être complète, je signalerai des annexes comprenant la répartition des sociétés à portefeuille contrôlées par la *Commission bancaire* à la date du 30 juin 1969, des orientations de lecture et un lexique.

— *Les nouvelles institutions de la Belgique. Le régime définitif prévu par le pacte d'Egmont et l'accord du Stuyvenberg*, pas de numéro de collection, juin 1978.

Ce second dossier est présenté de manière fort attrayante dans le but de faire saisir des notions devenues bien complexes. Un premier fascicule, intitulé *Conception générale*, présente les nouvelles institutions ainsi que l'organisation des pouvoirs exécutif et législatif. Un deuxième fascicule ingénieusement agencé présente un schéma général des assemblées ainsi que le fonctionnement et l'organisation de chacune d'elles, ses compétences. Un troisième fascicule traite du pouvoir exécutif, en utilisant le même système de représentation. Les deux derniers fascicules traitent des étapes de la mise en place des nouvelles institutions, présentent les nouvelles institutions sous forme de schéma, des cartes de la Belgique des communautés et des régions ainsi que de l'agglomération bruxelloise.

Un dossier bien utile en attendant les dernières mises au point suite aux lois votées en juillet 1980 sous le gouvernement Martens III !

Une collection qui devrait exister dans toutes les écoles belges et être considérée comme outil de travail tant par les professeurs que par les élèves des classes terminales (16-18 ans) de l'enseignement secondaire.

Pour recevoir le catalogue général du *C.R.I.S.P.*, adressez-vous rue du Congrès 35, à B. 1000-Bruxelles (Belgique).

M. H.

Le Peuple français, Revue d'histoire populaire, publication trimestrielle, Meudon, depuis 1978 (nouvelle série).

J'ai plus particulièrement examiné le n° 1 de cette nouvelle série de la revue *Le peuple français. Revue d'histoire populaire*, ainsi que son n° 3, tous deux datés de 1978. Les sujets traités sont, notamment *Médecins au XVIII^e siècle* ; *1907 : une grève à Flers* ; *Été 1936 : grèves d'ouvriers agricoles* ; *1956 : l'affaire du canal du Suez* ; *Les cheveux verts du pays d'Ouche* (fabrication d'épingles) ; *L'œuvre sociale de la Commune* ; etc.

Chaque article analysé repose sur des témoignages contemporains, cités de manière claire et précise. Le style est aisé. L'iconographie de qualité. Enfin, des suggestions de lectures complémentaires sont souvent faites en fin d'article.

Le lecteur belge regrettera peut-être le caractère spécifiquement français de la revue. Il n'empêche qu'elle pourrait utilement prendre place dans la classe d'histoire et être consultée par les élèves, dès le premier degré de l'enseignement secondaire, dans le cadre des travaux d'équipe et en vue de conduire vers la recherche personnelle et le travail autonome.

Pour se procurer la revue, envoyer un chèque de 20 FF à l'adresse de la revue : *Le peuple français*, B.P. 26, F. 92190 - Meudon (France).

M. H.

Mc MULLEN Tim, *L'innovation dans l'enseignement secondaire. Le premier cycle de l'enseignement secondaire : problèmes et perspectives*, Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement (C.E.R.I.), Paris, Organisation de coopération et de développement (O.C.D.E.), 1978.

Cet ouvrage très dense présente le rôle important joué par l'école, l'influence des pressions extérieures sur l'évolution de l'enseignement, le problème élèves-adolescents, le contexte de l'apprentissage ainsi que les problèmes des finalités et des objectifs. Cela dans une première partie.

Après avoir ainsi dressé le cadre général, l'auteur envisage les problèmes et les perspectives de l'enseignement secondaire en s'attachant à l'organisation du système scolaire, aux choix, contenus et méthodes des programmes d'études, — où l'on déplorera le rôle peu important attribué à l'enseignement de l'histoire, — au problème des échecs, à la notation des élèves, etc.

Plutôt que de vouloir le résumer, il me semble plus intéressant de laisser la parole à l'auteur, pour ses conclusions. Les voici.

« A. RÉSUMÉ DE L'ANALYSE

La désillusion actuellement ressentie face à l'enseignement provient en partie de son incapacité à réaliser des buts qui, dans une certaine mesure, relevaient d'une conception erronée, en partie de son échec réel à satisfaire les besoins des jeunes, vivant dans le climat troublé de la société d'aujourd'hui. Cette désillusion a engendré à la fois une répugnance à subventionner l'école aussi généreusement que par les années passées et une exigence de retrouver la contrepartie des sommes dépensées, d'imposer à l'école une responsabilité.

Le but de l'éducation en est venu récemment à être conçu comme d'aider à un plein épanouissement individuel, sur les plans intellectuel, affectif, physique, de sorte que chacun puisse vivre une vie personnelle satisfaisante au sein du petit groupe social où elle se déroulera, et apporter une contribution positive à la vie économique, politique et sociale de l'ensemble humain plus vaste auquel il

appartient. En certains cas, l'accent a été mis plus particulièrement, dans le cadre de cette vaste définition, sur le développement de l'individu en relation avec sa vie professionnelle : un aspect négligé dans maint système. Ce but général embrasse manifestement l'objectif plus précis de jouer un rôle actif dans l'avènement d'une plus grande égalité et dans la relance de la croissance économique.

La mise en route de semblables buts doit être imaginée dans le contexte particulier de la société contemporaine, avec sa pluralité de croyances, son incertitude à l'égard des codes moraux, sa cellule familiale réduite vivant dans les grands ensembles urbains ou suburbains et n'entretenant avec l'entourage que des relations appauvries, l'accent mis sur la consommation, le rôle dominant des moyens de communication de masse, et un monde du travail dépersonnalisé, tourné vers la production de masse. Tous ces facteurs ont déterminé une coupure entre adolescents et adultes, l'apparition d'une sous-culture du groupe des 13-20 ans, ainsi que l'absence de toute architecture de croyances, de morales et de conventions susceptible d'encadrer la socialisation des jeunes.

Or le premier cycle de l'enseignement secondaire coïncide avec cette période si importante, mais aussi si troublée, de l'adolescence qui voit l'adulte sortir de l'enfant. Il recouvre en particulier les premières années de l'adolescence, où les aspects négatifs atteignent leur plus grande ampleur. Dans le passé, l'enseignement a ignoré dans une large mesure les besoins des enfants imputables à ce stade particulier de leur développement : l'accent était mis avant tout sur la nature des disciplines et des techniques enseignées. Cependant, si l'on veut atteindre les buts ci-dessus marqués, ce sont les élèves eux-mêmes qui doivent être placés au centre du tableau. Ce n'est pas là un plaidoyer en faveur de ce qui, dans les méthodes d'éducation expérimentales, est connu sous le nom d'enseignement puéricentrique ; c'est l'affirmation d'un aspect indéniable. Dans la situation actuelle, avec un enseignement de masse accueillant des élèves issus de toutes les classes sociales, aucun système ne fonctionnera sans motivation suffisante chez les élèves, ce qui implique une réelle prise en considération de leurs besoins variés et de leurs intérêts éventuels.

Ainsi le souci de la nature particulière, inconfondable, des premiers stades de l'adolescence doit inspirer toutes les discussions sur la structure, le programme d'études et le contexte du premier cycle de l'enseignement secondaire. Il faut prendre en considération les variations de l'âge d'entrée dans l'adolescence, d'intensité et de direction, ainsi que les périodes de réussite scolaire médiocre qui en découlent, les variations aussi dans la manière dont élèves et parents issus de diverses classes socio-économiques réagissent. Tous ces facteurs devraient retentir sur le contenu et les méthodes du programme d'études, et sur le calendrier des différenciations de grande portée à y introduire ; ils affecteront également tout le contexte du programme d'études : les relations personnelles entre élève et professeur, le degré d'autonomie de l'élève, du professeur et de l'établissement, les relations de l'école avec la communauté.

Ce dernier point, l'ouverture de l'école au monde réel de la communauté qui l'entoure, est d'une importance vitale en particulier relativement à deux objectifs. D'abord, elle permet aux adolescents d'avoir des contacts avec des adultes de physionomie diverse et de tous les âges ; elle peut ainsi aider à freiner l'actuel

appauvrissement des rapports entre adolescents et adultes. Ensuite, elle offre une possibilité d'accroître la compréhension des réalités du monde du travail par ceux qui sont appelés à y entrer bientôt.

L'analyse de la situation présente dans les écoles montre que les facteurs étudiés plus haut n'ont guère été pris en considération dans la définition du premier cycle du secondaire tel qu'il existe ; les écoles sont encore le reflet des écoles élitistes traditionnelles du passé, qui avaient des objectifs différents et étaient fréquentées par des élèves différents. Actuellement, le programme d'études est en général conçu en fonction des connaissances requises aux stades ultérieurs de l'enseignement, met au centre la discipline, et est enseigné selon les méthodes à verrouillage ; il ne prend en considération ni les errements de l'adolescence, ni ses besoins⁽¹⁾. Les premières années d'écoles, qui coïncident avec les années troubles de l'adolescence, sont utilisées comme années d'orientation et beaucoup de choix décisifs sont effectués soit au cours de ces années, soit à leur terme. Les occasions de contacts avec les adultes sont peu nombreuses ; les professeurs maintiennent entre eux-mêmes et leurs élèves une distance conforme à leur autoritarisme, et on ne s'est pas encore beaucoup efforcé d'ouvrir l'école à la communauté.

Le résultat des études telles qu'elles sont actuellement conçues, c'est que trop d'élèves échouent ou n'ont que des succès insuffisants, — la plupart d'entre eux issus des groupes socio-économiques inférieurs. Toutefois, même ceux qui réussissent sont privés des moyens de satisfaire une bonne partie de leurs besoins d'adolescents ; par exemple, aucune tentative d'envergure n'a été faite pour rapprocher l'école de la vie réelle qui se déroule hors de ses murs, en particulier du monde du travail. Plusieurs problèmes d'une haute importance, mais moins centraux, sont en relation avec le problème de l'inadaptation du programme d'études et du contexte scolaire : la manière de porter une appréciation sur les élèves, leur orientation vers de sages choix, les rapports de l'école et de la communauté, les rapports avec l'école primaire, en-deçà, et les institutions où les élèves iront ensuite, ainsi que le travail, au-delà.

B. LES IMPLICATIONS DE L'ANALYSE

Les actions recommandées par ce rapport ont deux dimensions : l'une est une dimension totale qui requiert un réexamen de tout le système du premier cycle du secondaire à la lumière de l'analyse conduite ci-dessus ; l'autre suppose ce réexamen à un niveau plus spécifique, celui des parties distinctes de ce système : le contexte et les méthodes dans le programme d'études, les différenciations, le facteur orientation, etc. Celles-ci peuvent aussi, jusqu'à un certain point, se partager selon une dimension chronologique en actions à long terme et actions à court terme. Pourtant, il peut être nécessaire de s'assurer que les actions spécifiques le plus nettement à court terme soient vues dans le contexte d'un plan global à long terme, comme en leur sens le plus large et le moins précisé.

(1) Ceci nous semble exagéré eu égard aux expériences belges en ce qui concerne l'enseignement de l'histoire (N.D.L.R.).

1. L'implication globale

Le réexamen de la totalité du premier cycle du secondaire implique un regard sur trois de ses aspects : buts et objectifs ; implications en résultant pour le programme d'études et le contexte indispensables à la réalisation de ces buts ; moyens nécessaires à la mise en œuvre de toute réforme jugée indispensable, — tout cela vu dans le contexte de la nature des adolescents de tout milieu social, des problèmes et des défis inhérents à la société actuelle.

En même temps, certains problèmes structuraux appellent une réflexion sur la dimension des établissements, sur leur utilisation dans le temps, — semaine et année, — sur leurs rapports avec la communauté et leur direction.

1.1. Les buts et objectifs

Quel que soit le degré de possibilité de transposer exactement buts et objectifs en actes qui les réaliseront, il apparaît essentiel de mener à bien une entreprise de clarification et, aussi bien, de persuasion auprès de tous ceux que concernent les problèmes de l'enseignement, pour obtenir leur adhésion au moins relative à ces buts et objectifs. Sans cette tâche préliminaire, à coup sûr l'apparition des élèves est difficile sinon impossible, et les critères d'une réforme difficilement concevables. Ce qui importe, étant donné l'ampleur des buts, est d'obtenir la participation non seulement de tous ceux qui appartiennent au monde de l'enseignement, mais aussi de représentants de tous les secteurs de la société que sert l'enseignement.

1.2. Les implications pour le processus et la pratique

Celles-ci embrassent le contenu et les méthodes du programme d'études, la nature et le calendrier des différenciations significatives, le processus d'orientation et de choix, la nature et les finalités du mode d'appréciation. Mais aussi les attitudes, les aptitudes, la formation, — et la formation continue, — des professeurs, la répartition des moyens financiers, la nature des services de contrôle et des services auxiliaires, les rapports entre l'école et la communauté.

1.3. Les implications pour les moyens de réalisation

L'ampleur de la réforme impliquée par ce réexamen est telle que sa réalisation doit se concevoir à long terme, peut-être sur une durée pouvant atteindre vingt-cinq ans. Cependant, pour qu'il en soit ainsi, certaines conditions nécessaires doivent être remplies assez vite : par exemple, des changements dans la formation des futurs enseignants, les exigences des universités ou d'autres catégories d'établissements, des systèmes d'examens passés à l'extérieur des écoles ; toute cette action doit être menée maintenant.

1.4. Une implication plus générale

Les trois sous-sections précédentes ont considéré les élèves adolescents dans les écoles secondaires, car le problème essentiel se pose dans le stade particulier du développement que les élèves traverseront au cours de ces années-là. Mais les problèmes de l'adolescent ne se résoudront pas dans les écoles seulement. En fait,

une grande part de ce qui devrait être réalisé dans les écoles n'est possible que si les problèmes sont pris en charge dans leur contexte social global. Un besoin urgent se fait sentir de considérer la situation présente des adolescents dans notre société du point de vue de l'unité totale de leur vie : dans la famille, dans les activités de loisir, dans le travail. Ceci est encore plus vrai si l'on songe à tous ceux que frappe un handicap et au nombre en forte croissance des délinquants juvéniles.

2. Les implications spécifiques

2.1. Contenu et méthode du programme d'études

Repenser à neuf toute cette matière ne peut être que l'affaire d'un projet à long terme, mais certaines actions peuvent être immédiatement entreprises :

- a) vers une réduction de la place prépondérante accordée à la perspective scolaire traditionnelle, surtout dans les matières fondamentales comme les mathématiques et les langues étrangères ;
- b) vers la création d'un programme d'études comportant une motivation intrinsèque pour un plus grand nombre d'élèves ;
- c) vers une introduction d'activités qui soient davantage d'expression, de création et d'exercice corporel, ainsi que de travaux dont l'unité soit plutôt dans le problème posé que dans la discipline concernée ;
- d) vers les techniques de communication au sens large ;
- e) vers l'introduction de travaux visant à faire comprendre la vie en société et à y préparer, en particulier celle du monde du travail ;
- f) vers le développement d'un apprentissage fondé sur le travail individuel et en petits groupes et vers le recul de l'apprentissage à verrouillage ;
- g) vers l'octroi d'une égalité des chances, aussi bien que d'un enseignement approprié en faveur des filles ;
- h) vers le développement d'activités incluses dans le programme d'études où joue un rôle la communauté locale.

2.1. Différenciation significative dans le programme d'études

- a) Vers la remise aussi tard que possible d'une semblable différenciation.
- b) Vers la renonciation à l'idée que les premières années (11-14 ans) de l'enseignement secondaire soient un moment propre à orienter.
- c) Vers une meilleure compréhension du fondement social de décisions prises relativement à des sections et à des carrières dans l'école.

2.3. Le système de prise en charge individuelle

- a) Vers l'instauration d'un système de prise en charge individuelle efficace, placé sous le contrôle de professeurs expérimentés et pourvus d'un statut honorable.
- b) Vers la suppression de toute cloison entre ce système et un système d'orientation efficace.

- c) Vers une étroite solidarité du système de prise en charge individuelle avec le système enseignement/apprentissage, notamment dans les premières années, en réduisant le nombre de professeurs se partageant l'enseignement de chaque élève.

2.4. Mode d'appréciation des élèves

- a) Vers la suppression des examens extérieurs à l'établissement.
- b) Vers un mode d'appréciation visant à aider à apprendre, et qui ne soit pas entendu comme un instrument de sélection.
- c) Vers la création d'un système d'appréciation intérieur à l'établissement et vers une communication de résultats couvrant le développement de toute la personnalité.
- d) Vers un système d'appréciation des techniques fondamentales possédées par l'élève.
- e) Vers une appréciation efficace mais non répressive de la responsabilité.

2.5. Orientation

- a) Vers la création d'un système efficace, disposant du temps, du personnel, des ressources et du statut convenables pour assurer des choix sages pendant et à la fin de cette période de la formation.
- b) Vers le développement à l'école d'un climat de connaissance et de compréhension du monde du travail de la part des élèves, des parents et des enseignants.
- c) Vers le changement à la fois de la formation initiale et de la formation en cours de service des enseignants pour produire.
- d) Vers la création par un système de prise en charge individuelle d'une méthode pour rassembler et enregistrer le maximum d'informations sur chaque élève pris individuellement.
- e) Vers le développement de liens étroits avec, tout à la fois, industrie et commerce et avec les institutions d'enseignement terminal, notamment celles qui offrent des sections techniques et commerciales.

2.6. Rapports entre école et communauté

- a) Vers les contacts les plus nombreux possibles entre adolescents de l'école et adultes de la société.
- b) Vers le plein usage des ressources humaines et matérielles de la communauté.
- c) Vers l'introduction de la communauté à l'école pour permettre le mélange des adultes et des adolescents au cours d'activités communes.
- d) Vers la participation réelle de la communauté à la direction de l'école.

2.7. Organisation intérieure de l'école

- a) Vers des systèmes plus démocratiques de gestion interne au niveau de l'établissement.
- b) Vers une autonomie accrue à de petits groupes de professeurs, — et peut-être d'élèves, — au niveau enseignement-apprentissage.

- c) Vers la formation et le recyclage des chefs d'établissement et des autres professeurs responsables.

2.8. Pour éviter les échecs et les résultats insuffisants

- a) Vers la reconnaissance, aussi bien pour le statut que pour les ressources, de l'importance du premier cycle de l'enseignement secondaire, pour ceux qui y trouvent leur dernière chance d'une formation.
- b) Vers la mise au point d'un contenu, d'une méthode et d'un contexte qui puissent motiver la majorité des élèves, notamment ceux issus des classes socio-économiques inférieures.
- c) Vers la création de formules, combinant vie scolaire et travail.
- d) Vers une participation accrue des parents des élèves défavorisés à la vie de l'école.
- e) Vers la satisfaction des besoins des élèves handicapés sur les plans psychologique et physiologique, dans le contexte d'un établissement normal. »

M.H.

Gresea oxfam

Le GRESEA (Groupe de recherche pour une stratégie économique alternative) est né, voici deux ans, du souci d'apporter à la problématique du tiers monde une approche économique concrète qui puisse satisfaire à la fois les populations du tiers monde et celles des pays industrialisés. Son activité présente deux volets complémentaires :

- des recherches économiques approfondies visant à mieux comprendre les mécanismes régissant les relations entre pays industrialisés et pays en voie de développement ;
- et une activité d'animation visant à sensibiliser le public le plus large sur les problèmes posés par ces relations.

Vous trouverez ci-joint la liste des études réalisées par le GRESEA. Elles sont actuellement disponibles et peuvent être obtenues à leur adresse : rue J. Van Volsem, 58 à 1050 - Bruxelles :

— *Analyse du système productif mondial du tabac* (60 FB)

Ce document analyse l'ensemble de la filière productive du tabac et montre comment les multinationales du tabac ont élaboré un éventail de stratégies qui assurent leur domination sur l'ensemble de la filière, du producteur de tabac brut au consommateur de cigarettes.

— *Fume, c'est du belge* (100 FB)

Ce document applique l'analyse du marché mondial au marché belge et montre que, sous l'image de marché « bien belge » qui est perçue par le consommateur, la Belgique est en fait totalement colonisée par les multinationales du tabac. Ce document étudie aussi le rôle de la C.E.E. dans le secteur et propose une tentative de quantification des coûts sociaux du tabac.

— *Description de quatre multinationales du tabac* (240 FB)

— *R.J. Reynolds*

— *Philip Morris*

— *British American Tobacco*

— *Rupert-Rothmans*

Cette étude est une description approfondie des composantes de quatre multinationales : filiales, diversification, etc. C'est un complément utile aux deux autres études sur le secteur du tabac.

Ces trois dossiers ont été réunis sous une forme pédagogique dans un montage audio-visuel destiné notamment aux enseignants. Durant 12 minutes, le montage compte 50 diapositives. Il est accompagné de fiches pédagogiques permettant d'assurer un débat ultérieur. Intitulé *L'empire de la cigarette*, il peut être loué (200 FB) à Oxfam-Belgique.

— *Quand j'entends le mot cuivre* (150 FB).

Il s'agit d'une étude fouillée sur le secteur du cuivre, matière première stratégique, envisageant les réactions des pays industrialisés aux nationalisations et à la cartellisation des pays en voie de développement producteurs, la place du cuivre dans l'économie belge et les conséquences qui en découlent sur la politique étrangère de la Belgique, etc.

— *Les problèmes stratégiques des relations entre la Belgique et le tiers monde*, colloque de Bruxelles, 18 et 19 mai 1979.

Restent disponibles actuellement (novembre 1980) :

- Bichara KHADER, *Présentation du point de vue du tiers monde concernant le pétrole et l'O.P.E.P.*
- *Débat sur le thème des matières premières.*
- Issam EL ZAIM, *Technologie et politique industrielle pour le développement du tiers monde* ; Jorge BEINSTEIN, *Etat actuel du débat sur la science et la technique en Amérique latine* ; *Débat sur le thème transfert de technologie.*
- GRESEA, *Le développement du tiers monde est-il cause de chômage chez nous ?*
- *Echanges commerciaux et stratégies alternatives pour une coopération au développement*, table ronde introduite par S. LEVRERO.

Des fascicules utiles, notamment dans les classes supérieures de l'enseignement secondaire.

M. H.

NOTES ET GLANURES

AUTOUR DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

BLUMENSON M., *Le réseau du Musée de l'homme. Les débuts de la résistance en France*, Paris, Seuil, 1979.

Le groupe du Musée de l'homme a été un des tout premiers à organiser la résistance intérieure. Leur journal s'appelait *Résistance*. L'auteur américain raconte, après une très longue enquête, l'histoire héroïque, dramatique de ces hommes et de ces femmes qui, pour la plupart, mourront, après le procès, en déportation ou seront exécutés. Les événements décrits dans ce livre se sont réellement passés, il n'y a aucune fiction ; les conversations rapportées sont réelles ainsi que les lettres et les messages. C'est ce qui fait de cet ouvrage une œuvre émouvante et historique.

Il serait important de pouvoir le compter dans les bibliothèques d'écoles, de pouvoir le donner en lecture aux élèves, car il glorifie mais aussi démystifie ceux qui se sont battus pour la liberté, et donne ainsi une image peu habituelle de la résistance : le vécu d'hommes et de femmes qui, s'ils ont été des héros, étaient aussi des hommes et des femmes tout simplement.

J.D.

BLUMENSON Martin, *Le réseau du Musée de l'homme. Les débuts de la résistance en France*, Paris, Seuil, 1979.

Le groupe du Musée de l'homme a été un des tout premiers jalons de la résistance française à l'occupation nazie. Boris Vildé, Anatole Lewitsky, Yvonne Oddon, Pierre Walter, Léon-Maurice Nordmann, Claude Aveline, Germaine Tillion, Simone Martin-Chauffier, Jacqueline Bordelet, René Sénéchal, Jean Cassou, Marcel Abraham, Paul Rivet... Ce sont là quelques-uns des protagonistes du groupe, éditeur du journal *Résistance*.

Le livre de Martin Blumenson, écrivain américain, est le résultat d'une enquête minutieuse auprès des familles des membres du réseau, de lectures et recherches historiques. Il est original, — encore que le procédé ait tendance à se généraliser, — par sa présentation : l'auteur en effet

met les personnages en scène et les fait vivre plutôt que de présenter un simple récit. Il pourra donc capter l'attention des adolescents, dès 15-16 ans, et leur permettre d'approcher le phénomène de la résistance à l'oppression nazie dans les milieux intellectuels qui ont agi dans les directions suivantes : distribution de tracts, manifestations spectaculaires comme déposer la carte de visite du général de Gaulle contre le socle de la statue de Clémenceau le 11 novembre 1941, recherche d'itinéraires de passage vers l'Angleterre.

M.H.

CHRISTOPHE Robert, *Les flammes du purgatoire. Histoire des prisonniers français de 1940*, Paris, France Empire, 1979.

Il s'agit ici de faits se rapportant aux prisonniers de guerre que trop souvent on oublie. Ces hommes ont vécu pendant cinq ans dans des *oflags*, des *stalags* et des *kommandos*. L'auteur retrace ici leurs peines, leur courage, leurs actions, leurs évasions et surtout la vie quotidienne avec les idées qui s'affrontent, le racisme, l'anti-racisme, le nationalisme, la « résistance dans les camps », etc. L'auteur spécifie qu'il s'est efforcé de se comporter en historien objectif. Et c'est ce qui rend sans doute ce livre intéressant : c'est que les faits qu'il relate sont simples, sans mélodrame, mais décrivent des situations qu'il faut rappeler de temps en temps.

J.D.

GOEBBELS Joseph, *Derniers carnets. Journal 28 février - 10 avril 1945*, Présentation de Michel Tournier, Paris, Flammarion, 1977.

Ouvrage épais et peu palpitant, ces *Derniers carnets* de Goebbels couvrent une période d'une quarantaine de jours, du 28 février au 10 avril 1945. Ils informeront quiconque recherche des témoignages sur la manière dont les opérations militaires et les répercussions qu'elles ont entraînées ont été ressenties en Allemagne nazie et plus particulièrement à Berlin par Goebbels. Celui-ci a, jusqu'au bout, espéré la victoire du *Reich* et a continué à prendre des mesures en ce qui concerne la diffusion des informations (pp. 351-352). A retenir aussi des illustrations de sa position vis-à-vis des juifs (p. 148 et p. 350), des pays occidentaux libérés, — France et Belgique, — (p. 51), des bombardements alliés sur les villes allemandes (p. 54, pp. 91-93).

Des cartes des opérations militaires complètent ce témoignage fortement engagé.

M.H.

HALIMI André, *Ce qui fait rire les Français sous l'occupation*, Paris, Lattes, 1979.

Cet album contient peu de textes mais beaucoup de dessins commentés. Si la France entière a beaucoup souffert sous l'occupation, les Français n'ont pas toujours eu peur, ils se sont défendus, selon l'auteur, par l'humour. Il n'y a pas de dessins mettant en cause l'occupant, mais la vie quotidienne telle qu'elle était pendant les années 1939-45. On se moquait de soi-même, de ses privations, de ses frustrations de tous ordres, on se défoulait... L'auteur a délibérément choisi : il a délaissé les dessins racistes, antisémites, ce n'est pas l'objet du livre, et puis, dit-il, à leur sujet, il vaut mieux adopter le silence. « Le rire était en vente libre ». Album intéressant mais qu'il faudra expliquer à ceux qui n'ont pas connu cette période, car tout semble si loin et si peu réel. C'est pourquoi cet ouvrage garde toute sa valeur : c'est un témoignage d'un des côtés de la guerre de 1939-45.

J.D.

MASSON Philippe e.a., *Dictionnaire de la seconde guerre mondiale*, 2 vol., Paris, Larousse, 1979-1980.

Au moment où de plus en plus montent en Europe des tensions bellicistes, au moment où les acteurs de la dernière guerre mondiale, plus ou moins sourds au fracas des guerres anticoloniales amorties par le lointain, commencent à s'interroger sur les vertus d'un mutisme caractéristique de l'après 1945, cet ouvrage issu de la collaboration de plusieurs dizaines de spécialistes vient à son heure pour préciser tant de détails déjà ensevelis dans les linéaux de l'oubli et rappeler combien « les soldats de la dernière guerre furent grands » alors qu'ils combattaient bien moins un ennemi national qu'une idéologie maudite qu'ils avaient crue à jamais extirpée mais qui « sous le marécage, dormait, un œil toujours ouvert ».

On ne résume pas un dictionnaire, moins dictionnaire d'ailleurs qu'encyclopédie. Les aspects militaires y tiennent naturellement une place importante, avec les forces armées, les armements et matériels, les opérations grandes et petites, les protagonistes. Mais, en raison de l'ampleur de la conflagration, véritable guerre totale, on a aussi donné à l'ouvrage le caractère d'une histoire embrassant tous les événements qui se sont déroulés de 1939 à 1945. Toute la vie y est donc englobée avec ses aspects économiques, politiques, psychologiques, culturels, religieux et autres.

Des notices brèves, relatives aux noms de personnes et de lieux, alternent de manière heureuse avec des articles de synthèse présentant des vues d'ensemble sur toutes les questions majeures ou contribuant à mettre en lumière l'importance respective du rôle de chaque pays dans le conflit. Beaucoup des points traités sont inédits ou tirés d'archives jusqu'ici inaccessibles. L'illustration, particulièrement riche, privilégie un peu les sources allemandes, en raison de la qualité sans doute de leur conservation, car il a fallu longtemps dans certains pays pour assurer la création de services préoccupés de l'histoire de la seconde guerre mondiale. Regrettons que la rubrique *concentration (camps de)*, encore qu'elle mette en parallèle U.R.S.S., III^e Reich, Japon, ne s'étende pas davantage sur le phénomène et ne fournisse pas une carte d'implantation de ces antichambres de la mort. Est-il par ailleurs normal de séparer la guerre germano-soviétique du reste du conflit mondial ? Ces regrets et questions n'enlèvent rien aux qualités de l'ensemble.

R.V.S.

MO CZARSKI Kazimierz, *Entretiens avec le bourreau*, coll. « Témoins », Paris, Gallimard, 1979.

Le bourreau, c'est le général SS J. Stroop, condamné à mort par les Américains en 1947. Remis aux autorités polonaises pour répondre de la liquidation du *ghetto* de Varsovie, il fut pendu le 6 mars 1956. K. Moczariski, résistant de l'armée de l'intérieur, arrêté en 1945 par les services de sécurité stalinien, condamné à mort, fut enfermé dans la même cellule que Stroop, avec un autre prisonnier allemand. Grâcié, puis réhabilité en octobre 1956, il est décédé en 1975. Petit à petit, le Polonais obtient par de simples conversations des renseignements sur les SS, sur la personnalité de Stroop, sur les idées qu'il véhicule, sur le *ghetto*. Il ressort qu'il est un bureaucrate timide, brutal et craintif, obéissant aveuglément aux ordres.

Les chapitres consacrés à la destruction du *ghetto* sont émouvants et révoltants de cynisme. Stroop reconnaît aux Polonais une vaillance, du courage et de l'ingéniosité, de même qu'aux juifs de Varsovie.

Il y a des lacunes dans la démarche de Moczariski, mais ce livre est un témoignage des atrocités commises par les nazis. Il a fallu aussi à Moczariski beaucoup de courage pour supporter pendant neuf mois cette détention commune et rester calme pendant les divagations de Stroop. Rien n'a été inventé, ni reconstitué. Chaque parole de Stroop était une confession. Un pouvoir totalitaire avait poussé Stroop à devenir

un bourreau. Un autre pouvoir totalitariste avait condamné Moczariski ; lui, n'a pas cédé. Le livre nous donne une peinture bouleversante d'un caractère façonné par un système totalitaire.

J.D.

POLIAKOV Léon, *Brève histoire du génocide nazi*, coll. « Classiques Hachette », Paris, Hachette, 1979.

En 48 pages dont 9 d'illustrations provenant toutes du *Centre de documentation juive contemporaine*, Léon Poliakov parvient à présenter une synthèse à la fois claire et précise du génocide nazi. Il montre d'abord combien l'émancipation des Juifs par la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* fut mal acceptée en Allemagne parce qu'imposée par l'ennemi français et comment l'ancien grief religieux à l'égard des Juifs fit place, dans toute l'Europe du XIX^e siècle, à des griefs nouveaux censés être scientifiques puisque basés sur la théorie de la race. Il montre ensuite la montée du mouvement hitlérien, la persécution des Juifs allemands en temps de paix, la chasse aux Juifs en Pologne, le cas particulier de la France. Ensuite, ce sont les premières exterminations à ciel ouvert à l'occasion de la campagne sur le front de l'Est. Le chapitre sur l'appareil déportationnaire montre en quoi la déportation fut différente suivant les pays : France, Pays-Bas et Belgique (+ Danemark), Italie, péninsule balkanique, Hongrie, Allemagne. L'étude proprement dite se termine par deux chapitres, l'un sur les camps de la mort de Pologne en général, l'autre sur Auschwitz en particulier. Dans sa conclusion, l'auteur montre quels étaient les grands dessins nazis si Hitler avait réussi son projet de conquête européenne.

Le texte de la synthèse proprement dite est émaillé de témoignages divers, accompagné d'une bibliographie sommaire mais utile et de deux annexes, l'une relative au chiffre total des victimes juives pendant le second conflit mondial, l'autre constituée par une déclaration des historiens français sur la politique hitlérienne d'extermination. Signée par 35 personnes, cette déclaration a pour buts de montrer la matérialité du génocide à ceux qui le mettraient en doute et d'« empêcher que ce qu'ont fait les hommes, avec le temps, ne s'efface de la mémoire » comme le disait déjà Hérodote.

A lire et à faire lire par les élèves de l'enseignement secondaire. A intégrer aussi dans les cours tant comme instrument de travail que comme témoignage.

Puissent les maisons d'édition généraliser ce type d'ouvrage à un prix modique.

M.H.

SPERBER Manès, *Au-delà de l'oubli*, Paris, Calmann-Lévy, 1979.

Il s'agit ici du troisième volume de l'autobiographie de l'auteur. Elle débute par sa libération des prisons nazies, en 1933, pour se terminer en 1948, à l'aube de sa carrière d'écrivain. Le hasard des rencontres, l'exil, le malheur des temps lui ont fait connaître Malraux, Koestler, Aron, Anne Seghers et bien d'autres. C'est l'histoire d'une longue attente à travers le conflit mondial, la rupture avec le parti communiste, à travers l'éclatement de la catastrophe, la recherche de la liberté et de la vérité.

Pas un livre d'histoire, roman plutôt, mais qui traverse toute une période historique et qui nous fait toucher de près des événements vécus par l'auteur et par beaucoup d'autres.

J.D.

VAN ECK Ludo, *Le livre des camps*, Louvain, Kri-tak, 1979.

L'auteur nous livre le monument le plus complet sur l'ensemble des camps de concentration nazis, sur le système de destruction industrielle de millions d'êtres humains qui se sont évanouis en fumée après avoir subi de monstrueuses tortures physiques et morales. Ludo Van Eck, rescapé de l'univers concentrationnaire, a visité tous les camps dont il parle. Cet ouvrage est le fruit de ses recherches. En exergue, un extrait du journal d'Anne Frank : « Je me demande toujours s'il n'aurait pas mieux valu pour nous tous de ne pas avoir choisi la clandestinité et d'être tous morts au lieu de vivre de malheur [...] et pourtant, en regardant le ciel, je me dis que tout cela s'arrange de nouveau [...] et que le calme et la paix reviendront dans le monde. »

C'est à Paul M.G. Lévy, président du *Conseil du Mémorial national du Fort de Breendonck*, que l'auteur a demandé de préfacer son œuvre. Dans cette préface, Paul M.G. Lévy s'adresse à ses petits-enfants, en termes nuancés, avec un très grand sens de la relativité, avec une objectivité admirable. Pour lui, ce sont surtout les jeunes qui doivent savoir que les responsabilités sont partagées, que les guerres ont cessé d'être nationales pour devenir idéologiques, que Hitler n'était pas fou, mais « lucide et rationnel » (p. 16).

Hitler est nommé chancelier le 31 janvier 1933 ; le 5 mars de la même année, il détient le pouvoir suprême après la victoire électorale de son parti (288 sièges sur 647 au *Reichstag*). Le 22 mars 1933, Heinrich Himmler proclamait l'ouverture du premier camp de concentration

officiel, celui de Dachau, établi, d'après lui, selon la volonté du peuple allemand ; depuis ce jour-là jusqu'à la chute du *III^e Reich*, on est frappé par « la logique sans faille »... « du raisonnement »... « de ceux qui [...] ont conçu » les camps de concentration (p. 16).

L'auteur de l'ouvrage et l'auteur de la préface ont des conceptions idéologiques fort différentes, mais ils sont devenus frères dans un même combat.

Ludo Van Eck, qui s'insurge contre l'idée du refus de savoir de certains qui considèrent comme coupables « du mal qui pourra arriver demain » (p. 23), s'est efforcé de nous présenter une vaste documentation pour que « le lecteur puisse se faire une idée plus complète de l'organisation immense qu'exigèrent les camps de concentration et qui ne permet pas de prendre au sérieux la phrase laconique : 'Je ne l'ai pas su' du citoyen de la République fédérale allemande d'après guerre » (p. 27). Quelle documentation nous livre-t-il ? Une excellente carte des camps de concentration où figurent tous ceux dont il est question dans l'ouvrage, classés suivant les pays où ils se trouvaient et où ils peuvent, — dans la plupart des cas, — être encore visités aujourd'hui (Belgique, R.F.A., R.D.A., France, Pays-Bas, Autriche, Pologne, Union Soviétique, Tchécoslovaquie). Un jargon des camps et une postface de l'auteur terminent l'ouvrage.

Pour chacun des camps (Breendonck, Bergen-Belsen, Dachau, Esterwegen, Flossenbürg, Neuengamme, Buchenwald et Dora, Ravensbrück, Natzweiler-Struthof, Amersfoort, Vught, Westerbok, Manthausen, Belzec, Kulmhoff, Majdanek, Auschwitz-Birkenau, Gross-Rosen, Sobibor, Stutthof, Treblinka, le *ghetto* de Varsovie, Theresienstadt, — deux chapitres supplémentaires sont réservés à la *Pologne martyre* et à l'U.R.S.S. : *Le sadisme barbare*), l'auteur a recueilli des documents iconographiques (photographies prises par les nazis eux-mêmes, malgré l'interdiction formelle, photographies prises par l'auteur au moment de la libération des camps ou plus tard, photographies prises par les libérateurs). Ces documents iconographiques vont du plan détaillé des camps aux scènes de torture en passant par l'amoncellement des cadavres, les expériences soi-disant médicales, les objets fabriqués de la peau d'êtres humains, les objets de torture, des têtes humaines préparées et conservées ! Photographies des victimes et des bourreaux, photographies de la mort par la faim, par le froid, par la torture, la misère, le travail surhumain. Quant aux documents écrits, ils consistent en témoignages des victimes et des bourreaux, pièces de procès, documents des archives SS, documents concernant la fabrication de

savon à partir de la graisse humaine. Les photographies des musées et des monuments commémoratifs sont également insérées dans l'ouvrage.

Les camps de concentration et d'extermination « accueillirent » 18 millions de détenus ; 11 millions d'entre eux n'ont pas survécu. Les victimes étaient des civils issus des pays occupés par l'Allemagne, des pays satellites de l'Allemagne, de l'Allemagne elle-même : des Juifs, des non-Juifs et des Tziganes de toute l'Europe, des condamnés à mort par le régime, des opposants au régime, des hommes, des femmes, des enfants... D'après d'autres auteurs, le nombre de morts des camps s'est élevé à 16 millions.

Dans la postface, j'épingle cette phrase : « Allez une fois dans votre vie vous imprégner de l'avertissement que des millions de morts ont laissé derrière eux ».

M. A.-K.

HISTOIRE DE BELGIQUE

L'avenir culturel de la Communauté française, textes rassemblés par Jacques LANOTTE, Charle-roi, Institut Jules Destrée, 1979.

Publié avec l'appui de *Conseil culturel de la Communauté française*, préfacé par Jean-Maurice Dehousse, alors ministre de la Région wallonne, cet ouvrage rassemble une série d'articles rédigés par des personnalités diverses et se veut « une réflexion prospective sur diverses pratiques culturelles, à partir de quelques situations, ou d'expériences révélatrices de tendances qui se font jour dans notre communauté. Il ne s'agit donc nullement d'établir un inventaire de nos valeurs artistiques, ni même des éléments porteurs d'espérances, mais de tenter de dégager, notamment sur base d'exemples actuels, ce que pourrait être notre avenir culturel, en le reliant intégralement à notre société et aux groupes qui la composent » (présentation).

L'éditeur ne souscrit pas nécessairement aux considérations émises. Moi non plus car il devient énervant de lire « qu'on n'a jamais fourni [aux étudiants de 1978] la trame chronologique à laquelle accrocher leurs connaissances » (E. HELIN, *Pour une histoire brûlante*, p. 35). Cela dit, l'article est intéressant comme d'ailleurs l'ensemble du volume qui traite de l'archéologie industrielle, du patrimoine monumental, de muséologie, d'histoire de l'art, des lettres françaises, de l'édition belge, de la lecture publique, de l'audio-visuel, etc. sans compter

deux articles sur l'histoire : celui d'Etienne Helin déjà cité et un autre d'Albert d'Haenens intitulé *Pratique historique et vie quotidienne de demain*.

A lire et à méditer pour l'usage à en faire.

M.H.

ARON Raymond, *Léopold III ou le choix impossible*, Paris, Plon, 1977.

Raymond Aron, à la lumière de documents et de papiers secrets, tente d'expliquer avec une rigoureuse objectivité, pour quelles raisons le roi Léopold III s'est décidé à faire un choix impossible : rester « prisonnier » de l'ennemi dans son pays ou continuer le combat soit en Angleterre, ce qui est le choix du gouvernement belge, soit au Congo. Constitutionnellement irresponsable, Léopold III a pris de lourdes responsabilités politiques.

Mais, et c'est là le grief majeur que l'on peut et doit faire à l'auteur, il ne révèle jamais les sources de sa documentation.

Etudiant le règne du souverain depuis son avènement, R. Aron discerne chez Léopold III des vues de l'esprit qui, à son sens, ont dû l'influencer dans ce choix impossible :

1° le désir de ressembler à son père Albert I^{er} et, en cela :

- de s'affirmer comme le commandant en chef de l'armée belge, sans qu'il soit nécessaire d'obtenir le contreseing ministériel ;
- d'assurer l'autonomie belge envers « les alliés » ;
- de préciser que la cause de la Belgique ne se confond pas avec celle des puissances alliées ; le pays ne peut s'inféoder ni à l'Angleterre, ni à la France.

Mais Léopold III ne semble guère avoir conscience du fait que la situation en 1940 est loin de ressembler à celle de 1914 ;

2° l'attitude pessimiste quant à la victoire finale et un fond de méfiance envers les alliés ;

3° le profond mépris qu'il manifeste envers le système parlementaire et envers les ministres, ses réserves pour le camp des démocraties en proie aux « politiciens ».

Léopold III va subir des influences, notamment celle de de Man et de l'ambassade d'Italie.

L'ouvrage abonde en documents du plus haut intérêt et entre autres des messages du roi : aux Belges, en date du 10 mai 1940, alors que le souverain a refusé de se rendre au Parlement, aux soldats, au président de la République française ; une lettre du roi au premier ministre

Pierlot, en date du 17 mai 1940, où l'on voit le débat tragique du roi devant la détérioration de la situation militaire : continuer la lutte avec « les alliés » ou se séparer d'eux.

L'épisode décisif se jouera lors de l'entrevue de Wynendaelle à l'aube du 25 mai. La décision du roi est prise : « Rester avec son armée et au milieu de son peuple pour en partager le sort [...]. Cette décision lui est dictée par sa conscience. Partir en ce moment serait désertier [...]. Au surplus, à l'étranger, il serait plus prisonnier que ne le pensent les ministres, car ses actes et ses décisions seraient soumis au contrôle de la grande puissance qui l'hébergerait ». C'est en ce sens d'ailleurs que le roi va envoyer au roi d'Angleterre une lettre qu'il lit à ses ministres. Ce message révèle un état d'esprit de monarque absolu, qui tient son pouvoir de Dieu et non d'un souverain constitutionnel.

Malgré les événements graves qui vont suivre, rien ne sera changé dans la prise de position de Léopold III. Le choix impossible est fait.

Et R. Aron formule deux possibilités qui résultent de deux documents inédits qu'il présente : la lettre d'un familier du roi à sa femme, restée en France (3 juin 1940), et un curieux rapport de l'ambassadeur d'Italie sur sa visite à Léopold III le 30 mai 1940. « La première est que, dans les jours critiques qui ont précédé la capitulation, le roi avait à l'esprit que celle-ci l'aiderait à se débarrasser d'un personnel politique et d'un système de gouvernement contre lequel ses griefs étaient depuis longtemps connus. La seconde est que, dans ces mêmes journées, il n'excluait pas absolument, en cas de victoire allemande, de pouvoir exercer, dans une Europe soumise à Hitler, une souveraineté réduite sur une partie du territoire ».

Mais jamais l'auteur qui présente une foule de problèmes, qui se pose de multiples questions, ne tranche, ne prend position, ne pose un jugement de valeur sur le choix impossible de Léopold III.

M. A.-K.

BALACE Francis, *L'armurerie Liégeoise et la guerre de Sécession 1861-1865*, coll. « Documents et mémoires du Pays de Liège », fascicule VIII, Liège, Editions de la Commission communale de l'histoire de l'ancien pays de Liège, 1978.

Cette étude basée sur de solides recherches dans les archives belges, anglaises et américaines met en lumière la place importante occupée par l'armurerie liégeoise dans le soutien logistique apporté par l'Europe aux belligérants américains

lors de la guerre de Sécession. Durant près de 300 pages, l'auteur analyse en détail tous les moyens (officiels ou détournés) mis en œuvre par les deux camps pour obtenir armes, munitions et équipements nécessaires à la poursuite des opérations militaires. Sous cet angle, l'ouvrage dépasse largement le cadre liégeois pour aborder l'histoire intérieure des Etats-Unis et le monde très particulier de la diplomatie.

Les deux chapitres (chapitre 1, pp. 3-40, et chapitre 9, pp. 343-376) consacrés à l'histoire de l'industrie armurière liégeoise dans la seconde moitié du XIX^e siècle retiendront spécialement l'attention des professeurs. L'auteur y explique clairement l'évolution subie par une branche-clef de la société industrielle wallonne au XIX^e siècle.

Les nouvelles exigences techniques en matière d'armement, apparues lors de la guerre de Sécession, contraindront l'armurerie liégeoise à passer en quelques années (1860-1890) de l'artisanat et de l'individualisme (fractionnement du travail, exécution des pièces à domicile dans les régions semi-rurales, faible utilisation des agents mécaniques) à l'ère de la concentration industrielle et du machinisme (*Fabricants d'armes réunis*, 1886 ; *Fabrique nationale d'armes de guerre*, 1889).

Les tableaux et graphiques, regroupés en fin de volume, constituent autant de documents que les enseignants pourront utiliser pour prouver d'une part la vitalité de l'industrie armurière au XIX^e siècle (graphique 2, pp. 380-381 : *Nombre d'armes poinçonnées annuellement par le banc d'épreuve 1830-1900* ; graphique 5, pp. 386-387 : *Valeur annuelle en francs des exportations d'armes à feu belges en commerce spécial 1832-1880*) et, d'autre part, la prospérité que constitue pour l'armurerie liégeoise la période 1860-1865 (*Tableau du nombre de fusils de guerre soumis trimestriellement à l'épreuve, de 1857 à 1868, par les firmes liégeoises*, p. 398).

L'armurerie liégeoise a trouvé en la personne de Francis Balace un nouvel historien de toute première valeur.

J. Dec.

CLERCX LÉONARD-ETIENNE Françoise, *Liège en gravures*, Liège, Gamma-Halbart, 1978.

Un livre luxueux, publié à l'occasion du millénaire de la principauté de Liège, qui se laisse agréablement feuilleter, révélant, dans un ordre chronologique, la physiologie de la cité de Liège depuis la fin du XVI^e siècle jusqu'à nos jours. Les commentaires sont clairs et précis, sans longueurs inutiles. Il faut souligner que les

œuvres publiées ici sont restituées dans des conditions de *reprints*, c'est-à-dire à des formats proches ou égaux des originaux.

La qualité et la clarté des plans proposés font de ce livre un ouvrage qui pourrait être mis entre les mains de jeunes élèves du secondaire chargés de présenter à leurs condisciples l'évolution de la ville de Liège au fil des siècles.

Nous attendons avec intérêt le complément annoncé sur *Liège en dessins anciens* !

M.H.

CORDEWIENER André, *Organisations politiques et milieux de presse en régime censitaire. L'expérience liégeoise de 1830 à 1848*, coll. « Bibliothèque de la Faculté de philosophie et lettres de l'Université de Liège », fascicule CCXX, Paris, Les Belles Lettres, 1978.

Dans cette étude, l'auteur montre l'évolution politique et les changements d'attitude du corps électoral de l'arrondissement de Liège à une époque où les Belges apprennent à jouir de nouvelles libertés (d'opinion, de presse, d'association et d'enseignement) mais où l'indépendance nationale n'est pas encore définitivement assurée ; il en recherche les raisons dans le rôle joué par les associations politiques, la presse et des institutions en principe apolitiques, à savoir l'Eglise ou la franc-maçonnerie.

Dans cette optique, Liège présente un cas très intéressant. Berceau de l'unionisme qui permet aux catholiques de conserver de 1830 à 1839 des positions politiques fortes dans l'arrondissement, Liège devient en 1843 un bastion libéral et dès 1847, le fief du grand ministre doctrinaire Frère-Orban.

Ce court laps de temps (1830-1848) donne lieu à une intense activité politique caractérisée par de nombreux rebondissements que l'auteur expose en détails.

Le lecteur prendra connaissance des espoirs et de l'échec final de l'opposition contre-révolutionnaire réunioniste (union à la France) et orangiste (retour à la Hollande). Celle-ci se manifeste entre 1830 et 1839 dans le milieu des aristocrates et des industriels. Il pourra suivre les efforts déployés par les libéraux pour coordonner l'action des deux tendances opposées à l'intérieur de leur mouvement : doctrinaire et progressiste. Dans cet ordre d'idée, la loge de Liège jouera un rôle moteur (pp. 181-188, 211-221). Elle fera prendre conscience aux libéraux de leur appartenance à un mode de pensée et une conception de l'Etat différente de celle des catholiques.

L'auteur insiste avec raison sur la nouvelle orientation adoptée par l'Eglise après 1840. Elle développera son rôle social en axant son effort sur la défense de l'enseignement catholique et dans la mise en place d'associations pieuses ou de charité (action de Mgr Van Bommel, catholicisme social, pp. 265-278).

L'année 1848 n'est pas oubliée. A l'image de la France, on voit apparaître à Liège d'autres formes d'organisation politique : démocratique, socialiste, républicaine et même communiste. Ce mouvement trouvera peu d'échos à Liège car il ne plonge pas ses racines dans la masse des travailleurs.

Pendant les soixante premières années de son existence, la Belgique vivra politiquement sous le régime censitaire, système complexe peu accessible aux élèves. Les professeurs trouveront dans l'introduction du présent ouvrage une explication claire de toute la législation électorale en vigueur dans la première moitié du XIX^e siècle, tant au niveau communal (p. 38 sv.), provincial (p. 34 sv.) que national (p. 28) ; y compris des détails sur la réforme électorale de 1848 (pp. 33-34). Ils disposeront désormais de définitions précises et d'une documentation appropriée sur le corps électoral, le cens électoral (pp. 27-28), les critères pour être électeur, les conditions d'éligibilité (p. 60) ou la fréquence des élections (pp. 61-62).

Quant aux nombreux tableaux qui complètent cette publication, ils constituent autant de documents illustrant la société du XIX^e siècle vue sous l'angle économique (annexe I, pp. 439-443, *Sociétés possédant des machines à vapeur dans l'arrondissement de Liège au 1^{er} juin 1842 rangées par localité*) ; démographique (*Carte du développement de la population de l'arrondissement de Liège : 1831-1848*, p. 24 ; tableau n° 1, p. 25, *Evolution de la population de l'arrondissement de Liège de 1831-1848* ; annexe II, pp. 444-450, *Evolution de la population de 1831 à 1848 pour toutes les communes de l'arrondissement*) ; politico-social (tableaux numéros 2 et 3, pp. 31-32, *Evolution du nombre d'électeurs généraux de l'arrondissement de 1831 à 1848* ; tableau n° 12, p. 56, *Electeurs généraux et communaux pour 1848, ville de Liège* ; tableau n° 16, p. 420, *Résultats globaux des principales élections législatives de l'arrondissement de Liège 1831-1848* ; tableau n° 6, pp. 46-47, *Statistique des électeurs généraux par profession 1845-1848* ; tableau n° 7, pp. 48-49, *Statistique des électeurs généraux par profession et par canton pour les communes rurales en 1847* ; annexe V, p. 453, *Sources de l'évolution du nombre d'électeurs communaux* ; tableau n° 13, p. 59 et annexe VII, pp. 456-457, *Répartition par*

tranches d'âge des électeurs généraux et communaux de la ville de Liège 1840-1841) ; ou encore sous celui de la diffusion des idées dans la presse (tableau n° 14, p. 63, *Evolution du nombre de journaux périodiques soumis au timbre de 1830 à 1848 dans la province de Liège* ; tableau n° 15, p. 64, *Liste et tirage des journaux liégeois 1830-1845*).

On se félicitera de la sortie de presse de cet ouvrage qui s'adresse aussi bien au chercheur spécialisé pour qui il constituera un modèle de référence qu'à l'enseignement en quête d'une documentation scientifique solide.

J. Dec.

DEJARDIN Georges, *Le suffrage universel a soixante ans. Une épopée ouvrière*, Bruxelles, Labor, 1979.

Un livre clair et facile à lire, retraçant l'évolution du droit de suffrage en Belgique de 1830 à nos jours. La révolution de 1830 ayant finalement mis au pouvoir la classe bourgeoise, l'auteur retrace les luttes menées par la classe ouvrière pour améliorer ses conditions de vie et de travail ainsi que pour conquérir le droit de se faire représenter par ses porte-parole au parlement. L'ouvrage comporte une annexe intéressante : *Le catéchisme du peuple* publié par Alfred Defuisseaux en 1886.

A faire lire par les adolescents, au moins dès la quatrième année de l'enseignement secondaire, peut-être même avant.

M.H.

DELFOSE Pascale, *Réformisme et presse ouvrière. Histoire et sémiotique*, coll. « Dossiers Media », Paris-Bruxelles, Nathan-Labor, 1979.

Au moment où, cessant de paraître après 95 années d'existence, le journal socialiste belge *Le Peuple* s'élève au rang de monument historique, il n'est pas sans intérêt que le présent ouvrage s'attache à l'étude sémiotique des éditoriaux de ses vingt premières années. Puisse celle-ci encourager à la renaissance de cette feuille dans l'esprit de ses origines. Il est agréable à l'historien, si volontiers mis sur la touche à l'heure présente au nom de je ne sais quel discrédit de l'histoire, de voir l'hommage rendu à celle-ci par l'auteur, docteur en sciences politiques et sociales. On ne s'étonnera évidemment pas si celui-ci, dans une première partie, prend soin de préciser quelques grands principes d'analyse des structures sociales pouvant encadrer l'étude d'un phénomène particulier, ici les éditoriaux d'un journal. Cela nous

vaut une explication fort claire du débat sur l'histoire entre structuralistes et marxistes. Il y ajoute les principaux linéaments de la méthode d'une analyse sémiotique qui, dans le présent travail, essaiera de préciser quelles formes de médiations existent entre les structures socio-historiques particulières à la Belgique de l'époque envisagée ($\pm$ 1885-1914), la fonction sociale et les dimensions internes à l'idéologie analysée ainsi que les agents susceptibles de les « porter », cela dans le respect des homogénéités structurelles des ensembles mis en action.

Comme on a montré comment l'histoire pouvait se construire en termes structurels, on montre comment un discours peut lui aussi être « objet » de structure.

Dans la deuxième partie, l'auteur expose tout aussi clairement les controverses sur le réformisme, avec ses variantes. Il situe particulièrement la place de ce phénomène comme stratégie politique du mouvement socialiste dans la société belge du temps, face aux catholiques, aux libéraux, et aux déchirements au sein des divers partis et mouvements. L'étude du discours des éditoriaux du journal *Le Peuple* vient enfin, limitée aux accidents du travail, objet d'une loi de 1903, appliquée en 1905, avec la transformation radicale du droit qu'elle consacre par suite de l'intervention de l'Etat et de l'instauration de la réparation obligatoire.

Le caractère limité de l'échantillon n'empêche pas de mettre en vedette une constatation intéressante : le *Parti ouvrier belge (P.O.B.)* ne croit pas à la conscience révolutionnaire de la classe ouvrière. Le *P.O.B.* devrait donc être le guide conformément au « paternalisme » caractéristique de l'idéologie de la petite bourgeoisie qui contrôle le mouvement ouvrier dans la perspective socialiste réformiste. Ainsi s'expliquent sans doute certains succès face aux initiatives analogues des milieux catholiques, et la récupération finale du socialisme par le système.

Un essai à confirmer et à méditer !

R.V.S.

Diest et la Maison d'Orange-Nassau, catalogue de l'exposition « Diest et la maison d'Orange-Nassau », Diest, Musée communal, 1^{er} juin-14 septembre 1980.

Dans le cadre des festivités organisées à l'occasion du 750^e anniversaire de l'octroi de la première charte à Diest, une exposition « Diest et la maison d'Orange-Nassau » a été organisée au Musée communal de Diest du 31 mai au 14 septembre 1980.

Deux catalogues de l'exposition ont été publiés : l'un stencillé, en français ; l'autre imprimé, en néerlandais.

Le catalogue français ne reprend que la description des pièces exposées. Il est subdivisé en plusieurs parties : peintures et miniatures ; gravures ; monnaies, médailles et pierres taillées ; sculptures ; orfèvrerie ; documents écrits ; *varia*. Il est bien conçu et donne une description simple mais assez complète, — surtout pour les pièces les plus importantes aux yeux des organisateurs, — des quelque 150 pièces exposées. Parmi celles-ci, signalons des portraits, gravures et bustes des princes de Nassau, des blasons et armoiries, des médailles et pièces d'argent, des colliers de gildes de Diest, des sceaux, des chartes, des cartes et plans, des dédicaces, un reliquaire, des assiettes, etc.

Le catalogue néerlandais, outre la description des pièces exposées, présente deux articles de M. Van Der Eycken, *Diest et la maison d'Orange-Nassau et Philippe Guillaume, prince d'Orange, seigneur de Diest*, et un article de J. Bongaerts, *Un portrait controversé de Philippe Guillaume, prince d'Orange*. Les deux premiers articles sont résumés en français. Ils montrent l'évolution des relations entre Diest et la maison d'Orange-Nassau de 1499, date d'achat de la ville par Englebert II, à 1795, époque de la rupture des liens féodaux entre la ville et la maison d'Orange. Ils mettent l'accent sur Philippe Guillaume qui fut reconnu comme seigneur de Diest en 1602. Une généalogie accompagne les articles.

Le catalogue néerlandais est illustré de reproductions, — certaines en couleur, d'autres en noir et blanc, — des principales pièces rassemblées.

A utiliser éventuellement dans le cadre de l'histoire régionale.

D. D.-L.

Documents d'histoire de Belgique, t. 2 : *La Belgique contemporaine, de 1830 à nos jours*, coll. « Idées et documents », n° 316, Bruxelles, Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au développement, 1978.

Faisant suite aux *Documents d'histoire de Belgique, des origines à 1830*, déjà publiés dans la même collection, ce gros recueil rendra de nombreux services aux professeurs d'histoire qui doivent faire comprendre à leurs élèves l'évolution de la Belgique contemporaine.

Il traite en effet successivement de la révolution belge et de la naissance de l'Etat belge indépendant, de l'évolution de la constitution et des institutions belges, de la régionalisation, de la naissance et du développement des partis politiques, de l'évolution de l'enseignement, des mouvements flamand et wallon, de la politique étrangère et des relations extérieures de la Belgique indépendante, de la colonisation et de la décolonisation, de l'évolution de la vie économique, de l'évolution de la vie sociale. Chaque chapitre est introduit par un texte qui fait le point de la situation et remplace les faits étudiés dans leur contexte. Ensuite plusieurs documents illustrent et précisent les points traités. Ces documents sont des sources officielles, des sources narratives, des graphiques et diagrammes, des tableaux statistiques, des photographies.

Rien n'empêcherait que le recueil soit utilisé comme instrument de travail par des élèves des classes terminales de l'enseignement secondaire, notamment par ceux de l'option histoire.

Il sera également utile à quiconque, faisant partie ou non du monde de l'enseignement, voudra s'informer sur les problèmes de la Belgique contemporaine.

M.H.

LEBRUN Pierre, BRUWIER Marinette, DHONDT Jan (+), HANSOTTE Georges, *Histoire quantitative et développement de la Belgique*, t. 2 : *La révolution industrielle*, vol. 1, *Essai sur la révolution industrielle en Belgique (1770-1847)*, Bruxelles, Palais des Académies, 1979.

Longuement attendue, nous trouvons ici la première livraison d'un travail ambitieux par le volume, indispensable par le contenu et la conception, que nous devons à la clairvoyance et à la ténacité d'une équipe à laquelle nous lient bien des affinités, à commencer par un commun attachement et un souvenir ému, cordial et reconnaissant envers Jan Dhondt dont on ne peut trop déplorer la perte prématurée.

La conception de ce monumental ouvrage est originale si l'on en juge par ce premier volume du deuxième tome de la première série qui en totalisera une vingtaine en 10 tomes, auxquels s'ajouteront les tomes des deux autres séries qui nous mèneront respectivement à 1945, puis à nos jours. L'originalité se double d'une volonté humilité, dont témoigne le titre *Essai*, dans la mesure où, sur un canevas préalablement tracé, elle fait apparaître progressivement au gré de l'œuvre particulière de chacun des équipiers les résultats de recherches menées au fil d'une démarche dont la rigueur scientifique se plie aux

rythmes de l'élaboration des données et au mouvement des approches singulières de la gigantesque matière qu'il faut ici embrasser. La conduite de l'opération respecte en effet les règles de la recherche fondamentale collective dont elle porte les blandices. Loin de s'enfermer dans un cadre théorique exigu, elle laisse au contraire le champ des investigations largement ouvert à une emprise qui, pour être inductive, essentiellement concrète, ne s'appuie pas moins sur une théorie dont la dialectique s'alimente d'elle-même et se corrige au fil des progrès enregistrés.

Le projet est audacieux, mais il est honnête. Car il mesure la fragilité et en même temps affirme la nécessité fondamentale du travail historique comme assise d'une construction du futur. Le but avoué est, en effet, de mieux comprendre la spécificité des composantes économiques et, subsidiairement, politiques et sociales de notre pays, la Belgique, afin d'en mieux assurer l'avenir. On peut du moins l'espérer alors que tant de forces s'emploient inconsidérément à le démembrer.

Le lecteur non prévenu sera surpris par l'usage d'un vocabulaire spécifique, où des termes comme « système », comme « modèle », comme « structure » sous diverses acceptions ou des expressions comme « masse critique », « micro et macro-mutation » témoignent combien dans son évolution la science historique se rapproche des préoccupations des sciences de la nature, n'en déplaie à quelques obstinés.

Une introduction très dense et fourillée énonce six hypothèses de base du travail :

1. La révolution industrielle ne se localise pas de façon univoque, par une datation simple, source d'explications incomplètes.
2. La révolution industrielle est une structure de changement de structure, elle appelle donc une analyse structurelle qui n'est qu'amorcée et que l'étude, à faire, des siècles antérieurs devra permettre.
3. La société belge atteint un état de masse critique à la fin du XVIII^e siècle.
4. Il existe une quantité suffisante d'agents potentiels, — engendrée probablement par les trois premières phases de la périodisation et caractérisant l'état de masse critique. Le rôle des personnages historiques en est minimisé et leur réussite expliquée *a posteriori*.
5. Le déclenchement du processus se situe sur le segment technico-économique. Il incorpore la technique à l'économique.
6. Le déroulement du processus en chaîne qu'est la révolution industrielle obéit à une structure génétique qui nous paraît au mieux traduite par la théorie des croissances économiques régionales polarisées.

Quoique fragile, cet édifice se trouve en partie confirmé par les conclusions générales de ce premier volume qui nous conduit de 1770 à 1847 à travers les sections traitant : de la région gantoise, du point de vue textile ; de la région Verviers-Liège, des points de vue textile, métallurgique, houiller ; de la région de Mons-Charleroi, des points de vue houiller, métallurgique, verrier ; de la région bruxelloise, des points de vue de la concentration nationale, des chemins de fer et de la haute finance.

Chaque section comporte référence à la documentation de base et l'ensemble se clôture par des conclusions générales relatives aux structures génétiques et à l'instauration du régime capitaliste classique confirmant les six hypothèses de base comme nous l'avons souligné.

Il est difficile, ceci dit, de rendre compte point par point de ce monument qui en comporte trop, axé, comme il l'est parfois, sur les entreprises elles-mêmes. Mais on peut juger à travers lui du sérieux de l'ensemble et de la qualité du reste de l'entreprise que nous souhaitons voir mener à bonne fin avec plus de vigueur encore que par le passé. De tels travaux honorent l'historiographie belge. Puisse celui-ci se traduire rapidement dans l'enseignement de nos écoles, pour l'information de nos concitoyens.

R.V.S.

LIEBMAN Marcel, *Les socialistes belges (1885-1914). La révolte et l'organisation*, coll. « Histoire du mouvement ouvrier », t. 3, Bruxelles, Vie ouvrière, 1979.

Introduit par les deux ouvrages de Jean Neuville : *L'Ouvrier objet* et *L'Ouvrier suspect*, ce livre nous fait entrer dans le vif du sujet de la naissance et du développement du mouvement socialiste en Belgique. Il nous fait pénétrer la vie d'une classe et d'un parti. Il suit celui-ci dans les controverses de ses meneurs, dans les *meetings*, face aux pressions et aux fureurs des militants. Il nous mêle aux manifestations, aux grèves, aux révoltes et aux émeutes. Il dépeint à travers les grèves générales l'agitation qui a abouti à l'instauration du suffrage universel. Consacré aux masses, ce livre, en leur donnant la parole, les fait surgir au rang de personnages historiques à l'égal des grands noms ici démystifiés. L'histoire, en ce sens, devient littéralement sociale. Quelle conviction dans les propos du *Cathéchisme du peuple* d'Alfred Defuisseaux :

— *Qui es-tu ?*

R. *Je suis un esclave.*

— *Tu n'es donc pas un homme ?*

R. *Au point de vue de l'humanité, je suis un homme ; mais par rapport à la société, je suis un esclave...*

— *Par qui es-tu gouverné ?*

R. *Par 30.000 privilégiés.*

— *Sont-ils honnêtes ?*

R. *Non, ils trafiquent de tout et vivent de notre travail en nous refusant tout.*

— *Que te laissent-ils ?*

R. *Rien. Les riches prennent nos filles pour en faire de la prostitution. Nos fils pour en faire de la chair à canon. Nous-mêmes, ils prennent notre vie pour en faire des dividendes.*

— *Que dois-tu faire ?*

R. *Abolir l'esclavage dans lequel nous vivons.*

— *Comment dois-tu y arriver ?*

R. *Par le suffrage universel.*

— *Comment l'obtiendras-tu ?*

R. *En allant tous, de tous les coins de la Belgique, le demander à Bruxelles.*

— *Il te faut de l'argent pour aller à Bruxelles ?*

R. *J'irai à pied.*

Force du langage, force de la conviction qui en 1886, au sortir d'une longue période de récession, pousse dans la rue les manifestations du printemps 1886 : le 18 mars à Liège, le 1^{er} mai à New York.

L'auteur excelle à montrer comment se nouent entre les dirigeants et les membres du *P.O.B. (Parti ouvrier belge)* des rapports fondés à la fois sur la confiance et sur la suspicion, comment s'ébauche une tactique, une revendication, une offensive sociale. Comment des forces tentent de la réprimer, de l'encadrer, de la freiner et de la relancer. De la préhistoire du mouvement à travers les premiers tressaillements du grand corps ouvrier enchaîné, l'auteur nous conduit à l'histoire de la maturité précoce du *P.O.B.* jusqu'à la grève muselée dans les années avant la première guerre mondiale. Il décrit un socialisme parfois apolitique, axé sur les coopératives, avec un syndicalisme à la traîne, un pragmatisme sans théorie qui distingue le socialisme belge des mouvements réformistes, un socialisme inconscient en quelque sorte, instinctif plutôt, dont la Charte votée à Quaregnon en 1894 donne le ton : conglomérat composite de plusieurs influences dont les termes ont à peine vieilli près d'un siècle plus tard : priorité à l'économie, le reste sera donné de surcroît.

La politique socialiste n'est guère favorable aux revendications flamandes, trop embarrassée qu'elle est de son économisme doublé de localisme pour la masse et d'internationalisme adverse des nationalismes pour les intellectuels. Elle pratique un anti-colonialisme finalement complaisant. Quant à la politique féministe prônée à Quaregnon, elle est sacrifiée en 1901 comme blande à l'alliance avec les libéraux radicaux.

Rien n'est laissé dans l'ombre dans ce livre qui explore cette matière si importante pour l'interprétation critique de notre monde actuel et pourtant si peu traitée jusqu'ici. A lire donc, à tout prix !

R.V.S.

NEUVILLE Jean, *Naissance et croissance du syndicalisme*, t. 1 : *L'origine des premiers syndicats*, coll. « Histoire du mouvement ouvrier en Belgique », t. 8, Bruxelles, Vie ouvrière, 1979.

En évoquant systématiquement les associations de travailleurs créées en Belgique depuis le moyen âge jusqu'à la révolution industrielle, l'auteur tente de poser les antécédents des formes du syndicalisme en usant d'ouvrages de seconde main dans la plupart des cas. Il reste ainsi fidèle à ses précédents ouvrages dont l'intention principale est de sensibiliser le public à une partie de notre histoire, celle du travail, qui n'a guère attiré jusqu'ici les historiens modernes. Recueil de textes inédits parfois, de pamphlets ou de brochures devenues rares, cet ouvrage est aussi une anthologie de fleurs souvent vénéneuses lorsqu'il dépeint les situations harassantes ou pénibles de la condition ouvrière et les efforts souvent empruntés des travailleurs pour défendre leur respectabilité.

Dans une première partie, il recherche les antécédents syndicaux dans la vie des communautés de métiers et des compagnonnages, dont l'existence n'est guère attestée dans notre pays. Face au pouvoir patronal, il montre la lente poussée du mouvement au XIX^e siècle. Un mouvement rejetant les positions politiques d'abord et ne se préoccupant que du bien-être mutuel, des allocations de chômage, du maintien des coûts salariaux. Il est typique d'observer la prégnance constante des schémas anciens, lorsque, par exemple, une chambre du travail visant à fédérer des associations de défense se désigne elle-même comme union de corporations ouvrières. Il est vrai que les revendications syndicales empruntent parfois aux usages des communautés de métier touchant la préservation du monopole, l'usage des apprentis, la formation des apprentis, le chef-d'œuvre même, tout en se défendant d'imiter l'ancien régime au nom de la civilisation.

Combien sont émouvantes les pages traitant de la manière acharnée, obstinée, dont les travailleurs représentés par une minorité agissante ont arraché, sou par sou, minute par minute, les salaires et les horaires de travail destinés à leur donner des caractères plus humains, dans le monde des hommes cependant. Cela malgré l'hostilité des patrons créateurs de syndicats « jaunes » inféodés à leurs intérêts.

Quatre grandes parties sont successivement traitées : *Les bourses compagnonniques*, où il est fréquemment recouru à l'usage maçonnerique ; *Les sociétés de maintien des prix* ; *La chevalerie du travail*, association à caractère d'aristocratie ouvrière empruntant ses rites aux compagnonnages parfois réimportés d'Amérique ; *Le syndicalisme moderne*, enfin. A l'intérieur de ces cadres sont décrites les organisations les plus représentatives classées méthodiquement.

Notons que ce sont les ouvriers de la laine et du coton qui furent les plus combatifs dans un sens moderne du syndicalisme. Houilleurs, verriers, mécaniciens, ouvriers du livre, métiers de la construction restent longtemps accrochés à des usages plus anciens. Notons aussi qu'après la création du *P.O.B. (Parti ouvrier belge)* en 1885, l'aspect politique se mêle progressivement aux préoccupations professionnelles. La loi intervient de plus en plus dans la protection des travailleurs dans un souci constant de conciliation propre au régime démocratique.

Un livre qui se lit avec le plus haut intérêt, que nous ne pouvons trop recommander aux professeurs d'histoire.

R.V.S.

STENGERS Jacques, *Aux origines de la question royale : Léopold III et le gouvernement belge. Les deux politiques belges de 1940*, Paris-Gembloux, Duculot, 1980.

Ici, et comme il se doit dans une œuvre scientifique, des documents inédits étayent abondamment l'ouvrage.

Pour le professeur Stengers, deux politiques s'affrontent dès la capitulation de l'armée belge, le 28 mai 1940 :

1° celle du roi Léopold III pour qui « il n'existe pas d'alliance entre la Belgique, la France et l'Angleterre ». Pour le souverain, les engagements de la Belgique se limitaient à la défense de son territoire ; il fallait donc éviter de mêler la colonie au conflit ; il s'insurgera par la suite lorsque la guerre mettra aux prises, en Afrique, la *Force publique belge* et l'Italie qui n'a jamais été en guerre avec la Belgique. Pour lui, l'Allemagne ayant gagné la guerre, il fallait se résigner à sauver ce qui pouvait encore l'être et obtenir une amélioration du sort des prisonniers de guerre et de la population belge. C'est pourquoi il décide de rester prisonnier comme ses soldats et au milieu de son peuple ; c'est pourquoi il sollicite par l'intermédiaire de sa sœur, la princesse Marie-José, l'épouse du prince-héritier d'Italie Umberto, une entrevue avec Hitler ;

et il se rendra à Berchtesgaden auprès du Führer le 19 novembre 1940 ; les principaux conseillers du roi : le comte Capelle, le vicomte Davignon et le général Van Overstraeten qui l'y accompagnèrent n'ont pu dans leurs actes et dans leurs écrits qu'exprimer les vues propres du souverain. Henri De Man, président du *Parti ouvrier belge*, a lui aussi joué, dès la capitulation, un rôle important auprès du roi. Léopold III, à ce moment, jouit en Belgique d'une immense popularité ; mais celle-ci commence à s'émousser devant la résistance britannique ; elle décline après le mariage du roi ; elle s'effrite devant le silence royal face aux excès du régime d'occupation. L'entrevue de Berchtesgaden étant restée secrète pour le peuple belge, Hitler a probablement sauvé le roi en lui refusant toute déclaration publique à ce sujet ;

- 2° celle du gouvernement belge pour qui la guerre devait être poursuivie aux côtés des garants du pays : la France et l'Angleterre. Néanmoins, après la capitulation française, un désarroi momentané s'empare de certains membres du gouvernement. Deux ministres apparaissent à cette époque résolument décidés à poursuivre le combat : le catholique de Vleeschauwer, alors ministre des colonies, et le libéral Gutt. Ils seront bientôt rejoints à Londres par Pierlot et Spaak. Dès lors le gouvernement se reconstitue ; la Belgique poursuit la guerre et le Congo s'engage dans l'effort de guerre : toutes ses richesses et toutes ses forces sont désormais mises à la disposition du camp allié, ce qui contribue à renforcer la position de la Belgique. Sans cette présence du gouvernement légal, la Belgique aurait été représentée par un *Comité national belge* dirigé par Marcel-Henri Jaspar (libéral) et Camille Huysmans (socialiste) ; une telle situation aurait risqué d'entraîner le Congo vers le neutralisme, souhaité d'ailleurs au Katanga et par les dirigeants de certaines grandes sociétés.

L'auteur retrace avec l'appui de documents du plus haut intérêt la lutte que se livrent les membres du corps diplomatique belge ; le comte d'Ursel, ministre de Belgique en Suisse, apparaît comme le chef de file de la politique royale, tandis que l'ambassadeur extraordinaire de Belgique aux Etats-Unis Theunis appuie le gouvernement de Londres.

Pour le Professeur Stengers, les facteurs psychologiques ont joué un rôle déterminant dans l'attitude du souverain et des ministres ; mais à côté des facteurs individuels, les facteurs de masse ont, eux aussi, joué un rôle de

premier ordre : « l'homme agit dans un milieu qui conditionne et sa liberté d'action, et le succès de ses initiatives. Les facteurs collectifs sont en dialogue permanent avec les facteurs individuels ».

Pour qui veut comprendre la *Question royale* et la vie politique belge contemporaine, la lecture de cet ouvrage s'impose.

M. A.-K.

PAYS OCCIDENTAUX

GROSSER Alfred, *Les Occidentaux. Les pays d'Europe et les Etats-Unis depuis la guerre*, Paris, Fayard, 1978.

Du professeur d'université, ce livre retient le scrupule de l'information, du journaliste, la hardiesse, parfois agaçante, du discours. L'auteur est à la fois l'un et l'autre. Spécialiste d'allemand, il enseigne les sciences politiques ou les a enseignées, en France, en Italie, aux Etats-Unis. Ses chroniques de presse le font apparaître comme un médiateur entre Français et Allemands, croyants et incroyants, Européens et autres.

Il traite ici des démêlés face à l'Union soviétique et au tiers monde, entre les gouvernements, entre les grands hommes, entre les entreprises, les syndicats, les partis, les Eglises, de part et d'autre de l'Atlantique nord. Dans une première partie, il évoque le blocus de Berlin, le plan Marshall, l'indifférence U.S. à propos de la dénazification, l'opposition des Européens à l'égard des Américains en quête de *business* ou entraînés dans les méandres de la politique de décolonisation. Cette paraphrase circule à Londres en 1948 :

*Our Uncle which art in America
Sam be Thy name
Thy navy come, Thy will be done
In London as 't is in Washington.
Give us this day our Marshall aid,
And forgive us our un-American activities,
As we forgive your American activities
against us ;
And lead us not into Socialism
But deliver us from Communism,
For Thine is our Kingdom,
The atom-power and the Tory,
For ever and ever :
G-men (p. 97)*

Harmonie et tumulte des années '50 occupent la deuxième partie, avec la guerre froide et l'Europe de Jean Monnet, les guerres

d'Indochine, de Suez, d'Algérie. La vassalisation de l'Europe s'illustre dans les rapports de l'O.T.A.N. et du S.H.A.P.E., par l'invention d'un manieur de tampons subtil concernant la circulation des documents, à savoir le sigle A.E.O. : *American eyes only*. D'où l'intérêt des Anglais et des Français pour l'autonomie atomique et les préoccupations des Américains touchant le relèvement économique d'une Europe occidentale, nouveau concurrent.

Les années '60, affrontements dans la prospérité, meublent la troisième partie. Nous y rencontrons le général de Gaulle torpillant le « grand dessein » de John Kennedy, les événements universitaires des années 1967-1968, l'affaire tchèque, l'ébranlement du système monétaire mondial, la crise de l'O.T.A.N., la guerre du Viêt-nam, l'affirmation de la République fédérale d'Allemagne, la cumulation des antagonismes Est-Ouest d'une part, Nord-Sud de l'autre, l'influence de Vatican II.

La crise des années '70 retient la quatrième partie qui sert aussi de conclusion. L'arrimage de la Grande-Bretagne à l'Europe des Neuf, les eurodollars et le manque de matières premières, la tragédie du Chili, la guerre du Kippour, le prix du pétrole, la nouvelle génération politique en Europe et à Washington, le *Watergate*. Les nouvelles luttes économiques dont *Concorde* et ses démêlés américains sont une illustration, les affrontements monétaires un autre aspect, sous l'œil vigilant de la C.I.A. bientôt mise en accusation.

Une foule de données à contre courant des habitudes, bien utiles pour un professeur d'histoire d'aujourd'hui.

R.V.S.

LERUEZ J. et SUREL J., *La Grande-Bretagne : les temps difficiles 1914-1977*, coll. « Histoire contemporaine », Paris, Hatier, 1978.

Instrument de travail, source de renseignements pour les professeurs. Livre fort bien documenté, avec de bonnes données statistiques, très claires, présentant les problèmes politiques, sociaux, économiques et culturels, sous la forme d'un manuel à l'usage des étudiants des universités, il fournira une série de renseignements qui ne manqueront pas d'être exploités dans nos leçons.

J.D.

BURKE Peter e.a., *The new Cambridge Modern History*, t. 13 : *Companion volume*, Cambridge-Londres-New York-Melbourne, 1979.

Aux douze premiers volumes traitant de l'histoire moderne de 1492 à 1950 parus sous la direction de Sir Georges Clark, dans une optique plus spécialement européenne, s'ajoute aujourd'hui ce volume complémentaire. Alors que les premiers volumes traitent de tranches chronologiques du passé par périodes d'une quarantaine d'années en moyenne, celui-ci conforte l'ensemble par une revue diachronique des principaux aspects du tissu historique, à savoir : sous forme d'introduction, les concepts de continuité et de changement historique, ensuite l'environnement et l'économie, l'industrie, la population, les paysans, la bureaucratie, l'art de la guerre, la révolution, la révolution scientifique, la pensée sociale et les sciences sociales, la religion et la laïcité, enfin, quelques considérations sur l'évolution des 2500 dernières années et remarques sur les 500 années à venir.

Les auteurs de ces onze essais incluent aussi bien des Américains, Français, Norvégiens que des Britanniques préoccupés de définir les continuités et discontinuités de l'évolution historique dans leur domaine de recherche, spécialement par rapport à la révolution française au plan politique et à la révolution industrielle pour le reste. La grande diversité de leurs réponses atteste de la complexité des structures de l'histoire et de la nécessité donc, derrière l'écran superficiel des faits, de découvrir leurs ressorts profonds dans leurs pulsions particulières et leurs tendances générales.

Il faut une singulière maîtrise de sa matière pour en arriver à en traiter la synthèse de façon à la fois aussi claire et aussi complète. A ce titre, confrontés avec l'élargissement du champ de l'histoire dans le temps, dans l'espace et en profondeur par suite de l'accroissement des composantes explicatives de l'évolution historique, tous ceux qui étudient et/ou enseignent l'histoire auront intérêt à lire cet ouvrage.

On remarquera que, avec une logique toute britannique, l'histoire moderne couvre à la fois ce que nous qualifions *temps modernes* et *époque contemporaine* dans notre jargon. Dans les trois périodes révolues ainsi définies, à savoir : antiquité, moyen âge, période moderne, à partir de 500 avant J.-C., les auteurs proposent de considérer trois phases de transition. La première constituée par la chute de l'Empire romain et l'avènement du moyen âge, la deuxième par la Renaissance et le déclin du moyen âge, la troisième non sans analogie avec la chute de l'Empire romain que nous vivons aujourd'hui.

Structurellement parlant, chacune de ces périodes est dominée par des tendances : centrifuge et individualiste à partir de ± 500 avant J.-C., collectiviste et centripète durant le moyen âge, puis à nouveau individualiste et centrifuge, pour en revenir dans la période à venir centripète et collectiviste. Ils constatent par ailleurs différents types de processus tendanciels. Ainsi, dans le cadre de l'expansion de la civilisation occidentale, celui de la déforestation appartient au temps long. L'exploitation des petits par les grands s'exprime par des oscillations de périodicité variable. Il y a des processus de déclin, de sursaut rapide, puis de nouveau déclin, ainsi que l'évoque Sorokin à propos de la détérioration des principes moraux dans les systèmes de croyance ou bien Marx à propos de la maturité, de la mort et de la renaissance des formations sociales. A l'actuelle phase d'expansion caractérisée par l'individualisme, l'expansionnisme, l'exploitation au niveau mondial, la démoralisation, l'abondance des contradictions succédera une phase proche analogue par ses caractères au moyen âge européen.

Au moment où les dernières statistiques de la *Banque mondiale* annoncent d'ici vingt ans une augmentation d'un milliard de la population du tiers monde et recommandent l'inversion des mouvements de population en faveur d'une politique de main-d'œuvre rurale abondante, ces considérations prennent l'allure d'avertissement dramatique. Dieu que les historiens sont gens gênants lorsqu'ils jouent les Cassandre ou les prophètes !

R.V.S.

BELLAMY Joyce M. et SAVILLE John, *Dictionary of Labour biography*, t. 5, Londres, Mc Millan Press Ltd, 1979.

Ce dictionnaire a été conçu comme un projet de publication dont chaque volume serait indépendant. La période envisagée concerne les dernières décennies du XVIII^e siècle et toute l'évolution industrielle depuis elles. Les personnes vivantes ne sont pas incluses. Selon le modèle du *Dictionary of national biography*, celui-ci accueille toutes les personnalités s'étant activées à tous les niveaux dans les organisations et institutions du mouvement travailliste britannique, ainsi que ceux qui ont influencé le développement des idées radicales et socialistes. De nombreuses sources bibliographiques sont citées et l'ensemble est pourvu d'un index général par sujets et d'une liste des noms de personnes.

Les quatre premiers volumes contiennent les biographies de la plupart des périodes de l'histoire du mouvement travailliste. Dans ce cinquième

volume, une part plus importante a été donnée à l'élément féminin du mouvement, comme syndicalistes membres du parlement, militants de la base, personnalités connues nationalement, tant de la droite que de la gauche du mouvement. Une grande variété de syndicats est aussi traitée et rassemblée.

Une nouveauté concerne l'introduction de notices relatives à l'histoire du travail en général et à des organisations et mouvements qui ont souvent été négligés jusqu'ici.

Dans l'ensemble, une bonne contribution à l'histoire des mouvements ouvriers vue sous l'angle britannique.

R.V.S.

POLITIQUE

ADLER A., COHEN F., DECAILLOT M., FRIoux C., ROBEL L., *L'U.R.S.S. et nous*, Paris, Editions sociales, 1978.

Cinq communistes s'interrogent sur l'Union soviétique et étudient le socialisme de façon critique. Ils le font chacun avec leur compétence et leur tempérament propre pour déboucher sur la conclusion que si l'U.R.S.S. n'est pas un modèle pour les communistes français, quels pourront être les rapports entre le P.C.F. et le P.C.U.S. ? Il s'agit donc de réflexions collectives en fonction des perspectives ouvertes au XXII^e Congrès du P.C.F. vers un socialisme « aux couleurs de la France ».

Les auteurs reconnaissent qu'ils n'ont pas toujours eu la même conception de l'U.R.S.S., qu'ils n'ont pas toujours su éviter la tendance à assimiler la première expérience socialiste comme un modèle universel. Tous membres du P.C.F., ils estiment qu'ils ont besoin d'une connaissance approfondie de l'expérience soviétique et de toutes les expériences socialistes pour préparer le socialisme français.

Ils traitent, avec une analyse dialectique et marxiste, des réalités stalinienne, de la structure sociale, des freins de l'économie, de la culture et de l'idéologie. Ils redisent aussi qu'un effort idéologique est fait dans notre « monde occidental pour entretenir la confusion, faire prendre le maintien d'un passé d'exploitation, de génocide et de mépris des valeurs humaines pour l'annonce des temps futurs ». C'est pour eux une imposture. Rien ne peut faire que la transformation n'ait commencé sur la Néva un jour

d'automne 1917. Cette analyse nouvelle est intéressante et devrait être comparée avec un autre livre de deux communistes : *Rue du prolétaire rouge*.

J.D.

ARVON Henri, *L'anarchisme au XX^e siècle*, coll. « L'historien », Paris, P.U.F., 1979.

L'histoire de l'anarchisme n'est qu'un long martyrologe jalonné de faillites et de sacrifices inutiles, d'actes héroïques dévoyés et d'espérances cruellement déçues. La *Première Internationale*, fondée le 28 septembre 1864, sous le nom de l'*Association internationale des travailleurs*, à Londres, est d'inspiration essentiellement anarchiste.

Décus du peu d'audience dans le public, les anarchistes inaugurent la propagande par le fait que fut le *terrorisme*, illustré par Ravachol notamment. Son échec convainquit les anarchistes de rallier le socialisme à travers l'action syndicale où se démontra la fécondité de leur pensée. Le coup fatal fut porté à l'anarchie par la révolution d'octobre 1917. Le centralisme démocratique davantage porté aux projets politiques ne pouvait satisfaire leur besoin de liberté davantage attiré par les aspects sociaux de l'action. Des conflits opposèrent communistes et anarchistes en Ukraine, avec Makhno, à Cronstadt et plus tard à Barcelone durant la guerre civile espagnole.

Dès la fin du XIX^e siècle, l'anarchisme global s'était scindé en anarchisme communiste et en anarchisme individualiste. Quoique ce dernier ait été le principal fauteur du terrorisme, c'est lui qui semble avoir eu le plus de résonance ultérieurement dans la mesure où, luttant contre tous les totalitarismes virtuels ou autres, il insiste constamment sur la souveraineté absolue et la liberté créatrice de l'homme.

Au XIX^e siècle, l'anarchisme antilibéral traduit la nostalgie d'un passé auréolé de bonheur face à l'industrie vecrine de misère. Il est typiquement petit bourgeois donc, comme il apparaît dans l'anarchisme des intellectuels et des classes moyennes qui le relaie au XX^e siècle. L'anarchisme latin, négativiste et destructeur, diffère ici de l'anarchisme anglo-saxon davantage axé sur l'acceptation de soi-même.

L'auteur étudie successivement à travers les notions d'Etat, de société, de violence, de progrès, d'art, d'éducation les interprétations des grands idéologues du mouvement : Proudhon, Bakounine, Kropotkine, Max Stirner, Nietzsche, Thoreau, Godwin, Tolstoï, Oscar Wilde, Jean Dubuffet, Francisco Ferrer, le groupe Baader-Meinhof lui-même.

Il conclut : « Lorsque la révolution victorieuse, subissant la lourdeur fatale du pouvoir, se fige en dogme, lorsque l'élan révolutionnaire se transforme en un conservatisme aveugle et étouffant, la spontanéité seule semble pouvoir y remédier, en remettant en question les schémas pesants d'une réglementation rigide et les structures abstraites d'une dialectique trop sûre d'elle-même. Il semble donc bien qu'à la longue, l'histoire, loin de confirmer la triple condamnation prononcée par Marx, tend plutôt à absoudre l'anarchisme de ses erreurs momentanées qui souvent se sont révélées par la suite comme des vérités encore informées, encore embryonnaires, et à reconnaître l'étonnante sûreté d'un grand nombre de ses prévisions [...]. En rappelant à l'homme, [...] qu'en tant que Moi original, singulier, irréversible, il dispose d'une force de rupture qui lui permet de rétablir sa souveraineté à tout moment, l'anarchisme peut apparaître comme le remède spécifique des maux qui affligent l'humanité actuelle. »

« Ni Dieu, ni Maître » donc, avec un égal respect pour toute chose et pour tout être.

R.V.S.

BARRON John et PAUL Anthony, *Un peuple assassiné. L'histoire du génocide communiste au Cambodge*, préface de Jean Lacouture, coll. « Regards sur le monde », Paris, Denoël, 1977.

Dans sa préface, Jean Lacouture écrit : « Le livre de John Barron et Anthony Paul n'est pas un plaidoyer pour les Khmers rouges, et point n'est besoin de faire appel aux miracles de la dialectique pour y trouver une arme contre le système délirant qui poursuit ses ravages au Cambodge. Ce livre est un réquisitoire, c'est comme tel qu'il faut le lire, avec ses exagérations, ses approximations, ses insuffisances d'information. Mais comme tel il est salubre, quelles que soient les réserves que l'on puisse faire à son propos. [...] Ce n'est ni un essai sur la terreur, ni un reportage, puisqu'ils n'ont pu, bien sûr, pénétrer dans ce pays plus verrouillé que le harem du sultan rouge. C'est plutôt une sorte de catalogue d'horreurs, en même temps qu'un réquisitoire qui serait à coup sûr plus efficace encore s'il était prononcé à l'issue de débats où les divers arguments auraient pu être échangés. Comme tel, il est d'un extrême intérêt. »

A lire donc, mais à confronter à d'autres sources et à interpréter. Tel qu'il est décrit ici, et pour atroce qu'il soit, il semble bien que le régime politique installé par le Khmers rouges ait voulu

faire table rase du passé, ait voulu transplanter les populations d'une région du Cambodge à l'autre afin de modifier profondément les mentalités, de rompre avec la culture traditionnelle. La révolution est-elle à ce prix ?

M.H.

SOCIÉTÉ

FOSSAERT Robert, *La société*, t. 4 : *Les classes*, Paris, Seuil, 1980.

Cet ouvrage fait partie d'un ensemble de huit tomes dont les trois premiers, parus en 1977-1978, traitent de *Une théorie générale*, *Les structures économiques*, *Les appareils*, et les quatre suivants, à paraître, s'intituleront : *Les Etats*, *Les structures idéologiques*, *Les systèmes mondiaux*, *Sociétés et socialisme*.

Ce quatrième volume s'attache à établir une typologie de classes sans se laisser obnubiler par la théorie marxiste dont une schématisation abusive réduit l'humanité à la classe des exploités et à la classe des exploités, capitalistes accapareurs de la plus-value pour ceux-ci, prolétaires producteurs de la plus-value pour ceux-là.

L'intérêt de ce travail extrêmement fouillé réside dans une analyse minutieuse conduite à travers le temps comme à travers l'espace des structures de classes observables dans les divers types de sociétés. Unilatérale mais systématique, cette analyse vise au classement objectif des hommes par la société et à la définition du potentiel de lutte qui en résulte. Par l'extension de son champ opératoire, elle réintroduit dans des notions trop souvent stratifiées et sclérosées par le dogmatisme, la souplesse et la dynamique historique. Comme moteur, en effet, l'histoire affronte à chaque moment, à chaque période des structures économiques, étatiques ou idéologiques créatrices de classements sociaux dont les vestiges accumulés subsistent dans le magma de la société actuelle du monde.

Une œuvre utile pour clarifier des notions telles que classe-identité, classe-statut, artisan, cadre, coopérateur, déporté, domestique, esclave, marchand, paysan, ouvrier, propriétaire, retraits, serf, tenant, tributaire, alliance de classes, lutte de classes.

Il est recommandable de lire cette série par le début en raison des nombreuses références aux volumes antérieurs compliquées par un système de sigles et d'indices qu'il eût été plus commode de transcrire d'emblée. Remarquons particulièrement en annexe de ce volume 4 une nomenclature des classes d'une grande clarté et d'une utilité indiscutable.

R.V.S.

BONNET Serge, *L'homme du fer. Mineurs de fer et ouvriers sidérurgistes lorrains*, t. 2 : 1930-1959, Nancy, Centre lorrain d'études sociologiques, 1977.

La parution du second volume de *L'homme du fer* permet de rappeler l'existence de cette très bonne anthologie des sidérurgistes lorrains publiée sous la direction de Serge Bonnet. Il s'agit d'une « histoire des hommes sans histoire » basée sur près de quatre cents textes, pour la plupart inédits, qui se lisent comme un roman. Cet ouvrage nous livre tous les types de sources historiques possibles, de l'interview au rapport de police en passant par les fiches de paie, les tracts et la presse. Un choix de photographies illustre de façon émouvante la vie des « gueules jaunes » de la fin du XIX^e siècle à nos jours.

On ne peut que regretter que l'histoire ouvrière de Belgique n'ait pas fait naître un tel monument d'histoire sociale, bien documenté sans prétendre pour autant à des abstractions pseudo-savantes.

A. Mor.

SAMUEL Michel, *Le prolétariat africain noir en France*, coll. « Textes à l'appui », série « Feux de brousse », sous la responsabilité d'un collectif africaniste animé par Claude MEILLASSOUX, Pierre-Philippe REY et Emmanuel TERRAY, Paris, Maspero, 1978.

Ce livre se compose en fait de témoignages recueillis et présentés par Michel Samuel. Pourquoi et comment ?

Depuis la fin des années '50, des paysans maliens, sénégalais et mauritaniens, principalement originaires de l'ethnie *Soninké*, vont travailler en France et y constituent un prolétariat africain noir. Il n'était pas sans intérêt de présenter leurs conditions de vie, l'exploitation, l'oppression et le racisme dont ils sont les victimes ; les raisons pour lesquelles ils se plient à cet exode momentané ; les problèmes d'acculturation qu'ils rencontrent ensuite dans leur monde

d'origine. Les témoignages recueillis, documents bruts qui donnent la parole aux intéressés, sont accompagnés de commentaires de l'auteur qui permettent de les situer et d'en comprendre toute la portée.

Une source utile pour l'histoire immédiate.

M.H.

ALIMENTATION

BEAUVENT Emily e.a., *Dossier alimentation*, Charleroi, Rassemblement pour la paix et le développement (avenue des Alliés 11, 6000 Charleroi), 1980.

« Pourquoi un dossier sur l'alimentation ? - Parce que la nourriture figure au programme du degré d'observation de l'enseignement de type I (enseignement intégré en Belgique : N.D.L.R.). - Parce qu'elle y figure sous une forme aseptisée, neutre et froide, bref *scolaire*. - Parce que la *grande bouffe* occidentale responsable de la faim des deux tiers du monde n'y apparaît nulle part. » Cette justification donne le ton d'une publication dont les bonnes intentions s'emparent en propos ici excessifs qui risquent de nuire à l'efficacité.

Le problème de la faim dans le monde est fondamental. Félicitons-nous donc qu'il s'inscrive au programme de nos enseignements. Félicitons aussi l'équipe rédactrice de ce dossier d'apporter une contribution à l'effort interdisciplinaire demandé aux professeurs des écoles nouvelles si mal préparés à cette tâche et si peu enclins à se lancer dans une aventure pleine d'embûches et de responsabilités. Efforçons-nous de tirer le meilleur parti des possibilités exposées ici sous forme de documents et de suggestions multiples dont certaines peut-être dépasseront le niveau de perception d'élèves de 12-13 ans et qu'il faudra mieux adapter encore.

Une œuvre à suivre et à poursuivre !

R.V.S.

BONNET Jean Claude, *Grimod de la Reynière, écrits gastronomiques*, coll. « 10/18 », Paris, Union générale d'édition, 1978.

A cheval sur la révolution française, Grimod de la Reynière tire une réputation aujourd'hui bien oubliée de l'intérêt qu'il porta à l'« éloquence gourmande ». Lié avec Beaumarchais, M.J. Chénier, Restif de la Bretonne, il est dans

le XIX^e siècle, l'agent du XVIII^e à qui la révolution n'a laissé que de tristes souvenirs. Son cynisme gourmand éclate dans ce passage de *l'Itinéraire nutritif ou promenade d'un gourmand dans divers quartiers de Paris* : « Dès que l'abondance eut commencé à renaître, les grands artistes en cuisine osèrent se remonter. La plupart avaient été réduits à la diète la plus austère par la fuite de leurs maîtres. De valets bien payés et bien nourris, ils étaient, grâce à la révolution, devenus citoyens, pensionnaires et rentiers, ce qui ne les empêchait pas de mourir de faim. Ceux qui avaient sauvé quelques débris du naufrage avaient formé quelques établissements nutritifs, qui sont devenus, depuis, les temples les plus renommés de la bonne chère ; car telle est l'origine de la plupart de nos grands restaurateurs [...]. L'ordre étant revenu avec un gouvernement stable et modéré, on ne craignit plus de mettre en évidence sa fortune et même de s'en faire honneur, ne fut-ce que pour tâcher de s'en faire pardonner la source ; et comme il n'y a pas de moyen plus honorable d'en jouir que de donner à manger, on vit les cuisines s'échauffer ; les tables se relever ; et les portes s'ouvrir aux convives, qui jeûnoient depuis tant d'années. »

La république bourgeoise, par le ventre triomphante, illustre le changement de société qui rend public, à condition d'avoir « de quoi », le plaisir jadis réservé aux « petits soupers » aristocratiques.

Ceci nous vaut une littérature culinaire et gastronomique parfois surprenante pour les habitués du steak-frites que sont devenus la plupart de nos contemporains buveurs de coca-cola.

R.V.S.

PHILOSOPHIE

RICOEUR Pierre e.a., *Au carrefour des cultures. Le temps et les philosophies*, coll. « Bibliothèque scientifique », Paris, Payot, 1978.

Si l'histoire inscrit parmi ses objectifs éducatifs l'approche compréhensive d'autrui, l'historien se doit de discerner clairement la signification de son objet d'étude spécifique, à savoir *le temps*. Il faut donc rendre grâce à cette initiative de l'UNESCO rassemblant sur cette étude une pléiade de philosophes tant asiatiques, africains qu'américains ou européens, spécialistes des diverses cultures.

« Qu'est-ce donc que le temps ? », se demandait saint Augustin. « Si nul ne me le demande, je le sais ; si je veux l'expliquer à qui me le demande,

je ne sais pas », répondait-il. Le temps est en effet une expérience sur laquelle sans cesse la pensée vient se briser. Si le philosophe analytique est attentif à réduire notre parler sur le temps à un *minimum* conceptuel, le penseur méditatif est attentif à élever notre expérience du temps à un *maximum* spirituel. Pour Pierre Ricoeur, la nécessité de ce paradoxe repose « sur un caractère fondamental de notre expérience du temps, à savoir qu'elle n'est jamais vécue directement, qu'elle ne consiste jamais dans un vécu immédiat et muet, mais qu'elle est toujours articulée par des systèmes symboliques de degrés variables, dont les uns, logiquement et chronologiquement antérieurs, sont immanents à nos différentes cultures, les autres, édifiés sur les précédents, font l'objet d'une réflexion de second degré qui s'articule au niveau des philosophies, des religions, des sagesse ».

Dira-t-on jamais toutes les formes que peut prendre le temps dans la bouche des hommes, dans le tourment de leur âme ou l'élan de leur corps. Au temps statique de l'« avant », « après », « pendant », au temps mouvant du « passé » (hier), « futur » (demain), « présent » (maintenant), répondent toutes les dimensions symboliques afférentes aux époques et aux lieux.

Pour le philosophe matérialiste, le temps est une « réalité objective », celle que lui confère la matière en mouvement. La géochronologie atteste que les êtres matériels enregistrent le passage du temps. Le développement des phénomènes réels assure la liaison entre passé, présent et futur ; il fonde le caractère unidirectionnel, irréversible du passage du temps, d'où dérive l'orientation vers le futur, commune à tous les niveaux de réalité, qu'il s'agisse de la matière, de la vie, de l'individu humain ou de l'histoire.

Si ce n'est pas l'homme qui inaugure la direction du futur, s'il n'y a pas de « temps absolu » comme le croyait Newton à l'inverse de Leibnitz, si le temps est une forme de l'existence, une connexion réelle, alors il y a encore de beaux jours pour les historiens attachés à faire saisir cette dimension sans laquelle le futur comporte les plus grands risques.

La crise de l'histoire n'est pas étrangère à la pathologie du temps qui accable actuellement nos sociétés et qui s'exprime par la dévalorisation des références au passé, la déconsidération à l'égard de la vieillesse, la fuite vers un futur privé du soutien des valeurs passées ; à l'enlèvement dans un présent dont la mort elle-même est expulsée.

Les ensembles culturels offerts à la description de l'anthropologue, de l'historien, du sociologue, du psychologue sont structurés par des normes, des règles, des représentations, des

croyances, qui constituent pour chaque culture une grille de lecture à travers laquelle elle interprète sa propre existence. Nulle société n'est placée, directement et immédiatement, en face de son propre vécu. Chacune lit son propre devenir en fonction des prescriptions de son propre code culturel. Ces codes culturels sont pour l'homme ce que sont les codes génétiques pour les espèces animales, à la différence près, mais capitale, qu'ils sont empreints d'historicité, c'est-à-dire de mobilité.

Quelle que soit la manière dont une culture appréhende son temps, quelle que soit la manière dont il s'exprime, il est essentiel que l'historien les saisisse. Sur la ligne abstraite du temps du calcul, fiction créée par les sociétés axées sur l'économique, spécialement les sociétés occidentales, il serait donc souhaitable que s'inscrive aussi la relativité de toutes les temporalités culturelles.

Contre la tentation proprement ethnocentrique de considérer les expressions culturelles des sociétés industrielles avancées comme étant de droit universelles, il faut ouvrir chaque culture à toutes les autres sur base d'un échange égal respectant les perceptions et la dignité des autres.

Si un des sens du mot « histoire » est celui de « récit », c'est qu'il est constant que la narration est un des moyens utilisés par toutes les cultures pour exprimer sa perception du temps qu'il soit mythique ou non. Le fait qu'il n'y ait pas de temps unidimensionnel explique à coup sûr la difficulté que tant de professeurs d'histoire éprouvent à faire saisir les notions de temps et de durée, pour autant qu'ils les saisissent bien eux-mêmes.

A travers ces méditations sur le temps des prophètes, le temps des *guru*, celui des griots ou des devins, le temps des meneurs d'hommes, celui du *futurologue*, du *maître zen* ou de l'*Illuminé* pour qui l'Eternité s'exprime dans le présent, l'historien trouvera dans ce livre agréable à lire malgré sa densité de pensée une occasion d'affiner la perception de cette dimension à la fois si concrète et si abstraite de la science qu'il pratique.

R.V.S.

MÉTHODOLOGIE

FURAY Conal et SALEVOURIS Michaël J., *History. A Workbook of skill development*, New York-London, New Viewpoints, 1979.

Cet ouvrage est un manuel composé à l'intention des étudiants des hautes écoles et collèges américains afin de les initier à l'histoire et à ses méthodes, afin de les préparer, selon les auteurs,

à leur carrière dans le « monde réel ». Il vise à développer essentiellement des savoir-faire, en présentant aux étudiants de nombreux exercices portant sur le sens et la nature de l'histoire, les relations entre l'histoire et d'autres disciplines, les conceptions et les théories des historiens, l'interprétation et la synthèse historiques, les sources secondaires, l'historiographie, l'utilisation d'une bibliothèque, etc.

Les auteurs ont tenté de combiner la théorie et la pratique, faisant débiter chaque chapitre par une introduction générale au sujet traité et en faisant suivre cet exposé théorique par des exercices qui constituent l'essentiel de ce livre. Les travaux proposés, basés sur la taxonomie de Bloom, sont très nombreux, très variés ; ils vont du simple au complexe ; ils visent à mettre en œuvre les savoir-faire de l'étudiant, à développer son esprit critique, son esprit d'analyse, de synthèse, etc.

Cet ouvrage ne s'adresse pas à de futurs historiens mais à tous ceux qui désirent développer leurs possibilités intellectuelles : la matière historique prête en effet à cela. Il permet un enseignement collectif ou individuel, de par sa conception.

Les professeurs de l'enseignement secondaire supérieur et surtout ceux des écoles normales moyennes pourraient s'inspirer valablement des exercices proposés dans ce livre à l'intention de leurs élèves.

D. D.-L.

JAVEAU Claude, *L'enquête par questionnaire. Manuel à l'usage du praticien*, 2^e éd. revue, Bruxelles, U.L.B.-Institut de sociologie, 1978.

La première édition de ce manuel est parue en 1970 pour servir de « *vademecum* au chercheur débutant appelé à mener une enquête ou à collaborer à sa réalisation. En même temps, nous croyons, dit l'auteur, qu'il pourrait servir de rappel à des chercheurs chevronnés » (p. 11). La deuxième édition est allégée de certains passages statistiques et plusieurs modifications de vocabulaire ont été faites afin d'en faciliter la lecture.

L'ouvrage passe donc en revue les différentes étapes de l'enquête par questionnaire, — et de celle-là seulement, — depuis la définition de l'objet jusqu'à la rédaction du rapport final, en passant par la confection du questionnaire, le codage des réponses, etc.

A lire par tous les professeurs qui voudraient faire réaliser de petites enquêtes par leurs élèves afin de se rendre compte des problèmes à résoudre.

M.H.

LEIF Joseph, *Qu'est-ce que la rénovation pédagogique ?*, coll. « Problèmes de pédagogie contemporaine », Paris, Nathan, 1978.

Tentative de cerner les principes, les finalités et les démarches de la rénovation pédagogique, le texte de Joseph Leif, Inspecteur général de l'Instruction publique en France, est largement susceptible d'intéresser tout lecteur des *Cahiers de Cléo* préoccupé de mieux saisir ce qu'il faut entendre par « pédagogie par objectifs », « activités d'éveil » et rôle de l'histoire dans ces dernières, « autorité et liberté », « égalité des chances », etc.

A lire et à faire lire par les futurs instituteurs, par les futurs professeurs de l'enseignement secondaire aussi afin qu'ils comprennent mieux les contenus de l'enseignement primaire et les relations à établir avec ce dernier.

M.H.

POUR LA CLASSE D'HISTOIRE

BERNARD Alain Jean-Michel, DEVAVRY Jacques et ROCHE Michel, *Le monde au XX^e siècle. Introduction aux sciences humaines par l'histoire et la géographie*, classes de 3^e, Paris, Magnard, (1980).

Un manuel d'histoire et de géographie qui parcourt l'évolution mondiale de 1914 à 1980, — il se termine par deux pages de documents sur la conception de l'enseignement de l'histoire en France en 1980.

Un manuel d'histoire et de géographie attrayant parce qu'il comporte de nombreux documents en couleurs, des dessins, des échelles chronologiques simples ou complexes.

Un manuel d'histoire et de géographie assez complet parce qu'il comporte des documents (iconographiques, textuels, figurés), un texte de base, un lexique, un atlas (les cartes se déplient à l'extérieur du manuel et peuvent toujours être mises en regard du chapitre qu'elles permettent d'étudier) et une table thématique (dont le but est de permettre des choix d'ordre thématique, d'ordre diachronique ou d'ordre spatial).

Un manuel d'histoire et de géographie qui s'adresse directement à l'élève en lui proposant, en pages 4 et 5, deux types d'approche du monde du XX^e siècle ; en lui expliquant en quoi le manuel est une banque de documents variés et comment il peut utiliser la documentation rassemblée ; en présentant des schémas sur la

manière de « commenter » un document de géographie et un document d'histoire : en lui proposant une méthode de travail lui permettant de construire lui-même ses connaissances pour arriver, en fin de parcours, à construire des modèles.

Voilà des qualités essentielles qui apparaissent dès le premier abord et qui incitent à une manipulation du manuel. Les exercices et contrôles que j'y ai effectués m'amènent cependant à faire quelques réserves :

- les références des documents ne sont pas toujours clairement indiquées. Ce sont les commentaires des auteurs qui, le plus souvent, présentent l'auteur, voire le contenu du document, alors que c'est l'élève qui devrait le faire (page 5) ;
- les aplats de couleur rangent les documents dans des catégories déterminées en fonction de la critique historique (couleur bleue quand le texte a été rédigé au moment de l'événement, couleur verte quand il a été rédigé longtemps après et couleur orange quand il s'agit d'une œuvre de fiction). Cette technique est attrayante, certes, mais elle rend l'élève passif : il ne doit plus chercher à s'informer sur la valeur du document ;
- le texte de base fournit de nombreux renvois aux documents et aux cartes, au lexique aussi. Cependant, l'élève ne doit chercher ni le document, ni la carte. Des numéros d'ordre sont toujours indiqués.

Il y a donc une contradiction entre les intentions expliquées en pages 4 et 5 qui expriment une pédagogie active, impliquant l'élève, l'incitant à construire lui-même ses connaissances et le manuel proprement dit qui paraît exercer une méthode de travail conduisant aux connaissances mais qui, en réalité, fait la démarche à la place des élèves. Les connaissances, et c'est dommage, semblent rester l'objectif principal de l'enseignement de l'histoire. Le manuel gagnerait beaucoup si, pour reprendre le titre d'un ouvrage récent, il « informait pour former ».

M.H.

Atlas jeunesse, texte de Catherine LANCEAU, conception et réalisation cartographiques AFDEC (Claude DUBUT, Nicole HOUSTIN, Daniel BEAUDAT, Mohsen DHIEB, Dominique SURATTEAU), Paris, éd. G.P. (rue Garancière 8, F. 75006, Paris), 1979.

Les atlas de géographie deviennent de moins en moins des recueils de cartes présentant la géographie physique, la géographie hu-

maine, les ressources d'un ensemble déterminé pour céder la place à des ouvrages, attrayants certes, comportant à la fois un texte, des photographies en couleurs et quelques cartes.

Celui-ci, destiné aux jeunes, n'échappe pas à la règle. Sa conception ne manque pas d'intérêt. En effet, il présente successivement le village, — en s'adressant directement à l'enfant français puisqu'il s'agit de « ton village », — pose le problème de la nécessité de faire des cartes, envisage l'univers et le système solaire, pour ensuite étudier la lune et la terre, le phénomène volcanique, le mouvement apparent du soleil, les saisons, la formation des continents, l'érosion et les paysages, le relief du monde, les climats du monde, les Etats du monde, sa population, — ces deux derniers chapitres pouvant également intéresser l'enseignement de l'histoire. Les chapitres suivants traitent de la France, y compris celle d'Astérix en ce qui concerne les voies de communication, de l'Europe, y compris l'Europe politique et les institutions européennes, pour en arriver à une étude plus particulière de certains ensembles géographiques : Scandinavie, Benelux, les deux Allemagnes, la Suisse et l'Autriche, l'Espagne et le Portugal, l'Italie, la Yougoslavie et l'Albanie, la Grèce, l'Europe de l'Est, l'Asie, l'Union soviétique, les Etats pétroliers du Proche et du Moyen-Orient, Israël, l'Extrême-Orient, l'Asie du Sud-Est, la Chine, le Japon. L'Afrique, l'Océanie et l'Amérique sont ensuite traitées, de même que l'Arctique et l'Antarctique.

Un atlas complet, conçu pour plaire au jeune lecteur. Les cartes simples et schématiques et un index pourraient mettre cet atlas au rang des ouvrages de référence à faire consulter par les jeunes élèves de 10 à 14 ans.

M.H.

BRUNET Antoine, *Précis de la civilisation occidentale*, coll. « Faire le point », série « Histoire », Paris, hachette, 1979.

Après les *Chronologies* et l'*Aide-mémoire d'histoire pour le baccalauréat*, la collection « Faire le point » ouvre ses portes à un *Précis d'histoire de la civilisation*. Ce dernier présente, en un texte court et concis, les principaux faits de civilisation, depuis l'antiquité gréco-romaine jusqu'à nos jours, en insistant plus particulièrement sur des chapitres trop souvent négligés, d'après l'auteur, dans les programmes d'histoire, à savoir l'histoire des sciences, de la pensée, des arts et de la littérature française.

Quelques cartes et tableaux accompagnent le livre, de même que des tableaux chronologiques, un glossaire, un index, et des « Repères

Cinéma », en raison de la nouveauté de ce moyen d'expression et des synthèses peu nombreuses qui lui sont consacrées.

Un précis utile pour toute classe d'histoire où l'on souhaite que les élèves acquièrent une autonomie de plus en plus grande.

M.H.

Compte rendu 1979 des opérations de la Caisse générale d'épargne et de retraite instituée par la loi du 16 mars 1865, sous la garantie de l'Etat, Bruxelles, Coolen (rue du Fossé-aux-Loups 48, 1000 Bruxelles), 1980.

Une brochure luxueuse qui présente les opérations de la C.G.E.R. pour 1979 mais qui comporte aussi de nombreux documents photographiques en couleurs. Ceux-ci permettraient à de jeunes élèves, — ceux de première observation par exemple, 12-13 ans, — de retracer facilement l'évolution des moyens techniques utilisés dans le secteur tertiaire.

Les comptes proprement dits pourraient être analysés avec des élèves plus âgés.

M.H.

HUMBLET Jean-E., *Comment se documenter ? S'informer - critiquer - rédiger. Manuel de l'étudiant et du chercheur*, préface de Jean-Marc LÉGER, coll. « Education 2000 », Paris-Bruxelles, Nathan-Labor, 1978.

Ce livre clair et concis énumère les problèmes de la documentation, se penche sur les techniques de classement des documents et l'organisation de la documentation. Il envisage très brièvement les problèmes de la critique historique (critique externe et critique interne, — l'expression critique historique n'apparaît pas dans la table des matières), de la préparation et de la rédaction d'un travail scientifique. Enfin, il s'attache aussi aux normes en documentation et aux moyens de reproduction existant actuellement.

Il pourra donc intéresser tant le lycéen que l'on amène peu à peu à faire des recherches personnelles que l'étudiant de l'enseignement supérieur.

L'auteur de la préface souhaite à juste titre que « partout dans le monde, l'initiation à la science et aux techniques de documentation comme au traitement de l'information devienne matière obligatoire dans le deuxième cycle du secondaire ». Je ne vois cependant pas l'utilité de créer une matière nouvelle en ces temps de restriction de l'horaire hebdomadaire des élèves

du secondaire, — et rien ne permet d'espérer qu'on en reviendra à des horaires plus consistants. J'en vois d'autant moins l'utilité que cette matière fait largement partie de cours existant déjà actuellement, et notamment des cours d'histoire qui mettent l'accent sur les moyens de se documenter, sur la critique des documents, sur la synthèse à rédiger.

M.H.

MOSSÉ Eliane, *Comprendre la politique économique*, coll. « Points-Economie », n° 9, Paris, Seuil, 1978.

Eliane Mossé a exercé des fonctions dans l'administration française et dans une organisation internationale. Elle assure depuis dix ans un enseignement à l'Institut d'études politiques de Paris. C'est donc en tant que personne compétente qu'elle offre ce livre au grand public et à celui des lycéens et étudiants afin qu'ils maîtrisent mieux les informations distribuées par les *mass media*.

A travers l'analyse critique de toute une série de politiques appliquées, avant et pendant la crise de 1974, dans les pays industrialisés non communistes, l'auteur montre les raisons des réussites et des échecs. Elle fait une véritable histoire politique et économique de ces trente dernières années.

A utiliser comme outil de travail dans les classes terminales de l'enseignement secondaire. A lire en tant que professeur d'histoire.

M.H.

PERNET Lucien, BALESTE Marcel e.a., *Histoire-Géographie, classes de quatrième-collèges*, Paris, Colin - Classiques Hachette, 1979 (accompagné d'un *Livre du professeur*).

Rédigé dans le même esprit que les volumes précédents de la collection dont nous avons déjà rendu compte (cfr n° 62, p. 112) cet ensemble documentaire mâche le travail du professeur, lui permet de ranger au fond d'un tiroir tout esprit d'initiative. Par contre, il est abondamment illustré par des documents en couleurs, présente des documents, mis en évidence par un fond de couleur, de nombreuses cartes, claires, des notices biographiques et des notes explicatives utiles mais n'incitant pas à la recherche, des tableaux chronologiques complets et enfin une bonne synthèse de l'évolution des pays européens au XIX^e siècle. La synthèse pourrait être utilisée comme « précis d'histoire » dans des classes d'enseignement secondaire.

M.H.

Travelling, Gembloux, Duculot.

Cette nouvelle série de biographies *Travelling* nous apporte des ouvrages faciles, bien documentés, pas très fouillés, mais utiles, notamment pour préparer une dissertation, ou un travail scolaire. Ces livres s'adressent aux adolescents et aux adultes qui n'ont ni le temps ni l'envie de lire des ouvrages longs et difficiles. Pour les élèves, cette nouvelle série de monographies est à suivre.

A signaler : François LÉVY, *Einstein* ; George RENOY, *Hitler* ; Huguette PIROTTE, *Georges Sand*.

J.D.

Un passé pour dix millions de Belges, bibliocassette 1 : *Vies quotidiennes*, sous la direction d'Albert D'HAENENS, Bruxelles, Artis-Historia, 1980.

La bibliocassette sur les *Vies quotidiennes* rassemble 60 fiches de couleurs et 60 fiches en noir et blanc traitant de l'habitat ; du mobilier ; de l'éclairage, du chauffage et de l'approvisionnement en eau ; de la famille et des âges de la vie ; des vêtements et des parures ; de l'alimentation ; des exigences et des carences du corps ; de la circulation ; et enfin du temps du travail, de la fête et des loisirs. D'autres bibliocassettes sont en préparation et mettront à la disposition des lecteurs des documents relatifs aux sujets suivants : *Institutions et politiques, Economies et sociétés, Sciences et techniques, Religions et sacré*.

Comment se présente un ensemble documentaire ? Prenons celui relatif à l'école par exemple (fiche 20 en couleur et fiche 20 en noir et blanc). Le recto de la fiche couleur représente un intérieur d'école de village peint par P. Van Dijck et conservé à Bruges. Une carte de Belgique met en évidence la localisation spatiale de Bruges... mais rien ne permet de dater le document présenté : c'est dommage. La fiche en noir et blanc apprend que l'iconographie antérieure au XX^e siècle consacrée à l'école « révèle un espace scolaire original où domine l'impression de désordre et de liberté [...] ». L'ordonnance spatiale, telle que nous la connaissons, d'une classe nombreuse rangée en rangs d'oignon sur des bancs orientés vers le maître apparaît en Angleterre au début du XIX^e siècle ». Ce commentaire, un peu démodé en ce qui concerne nos classes rénovées, est utile mais il reste peu précis en ce qui concerne la localisation temporelle, pourtant essentielle en histoire. Combien d'adultes ou d'adolescents pourront faire une recherche plus approfondie pour trouver le renseignement souhaité ? Cela dit, la conception de l'ensemble documentaire sur un même sujet (fiche couleur + localisation spatiale +, en principe du moins,

localisation temporelle + commentaire sur le document en couleur + documents et/ou commentaires sur le sujet traité + orientation bibliographique) constitue un matériau de choix pour quiconque veut pratiquer l'histoire qu'il soit adulte ou adolescent. Telle qu'elle est conçue la bibliocassette pourra être intégrée au cours d'histoire, notamment dans les classes du degré d'observation de l'enseignement officiel belge (12-14 ans) où le programme prévoit une histoire diachronique basée sur les problèmes liés à la subsistance de l'homme et à ses relations avec autrui. A mon sens, il ne s'agit pas tellement de procéder de telle manière que la bibliocassette se subsiste aux matériaux habituels que le maître propose à ses élèves, — elle n'est d'ailleurs pas assez complète, — mais de faire en sorte qu'elle devienne un instrument de travail parmi d'autres permettant des recherches complémentaires et/ou une illustration de l'enseignement.

Signalons également que la maison IVAC a rédigé un petit fascicule proposant l'exploitation de documents sélectionnés dans la première bibliocassette. Un intéressant travail chronologique est suggéré en p. 4 tandis que des schémas illustrent bien la scolarisation progressive de la Belgique en p. 6.

Au total, un instrument de travail bien conçu. Nous attendons avec impatience la suite !

M.H.

SCIENCE ET HUMANISME

MOSTOWSKI Andrzej, PIAGET Jean, e.a., *La pensée scientifique. Quelques concepts, démarches et méthodes*, Paris, Mouton-U.N.E.S.C.O., 1979.

Douze savants de diverses nationalités exposent ici sous le patronage de l'U.N.E.S.C.O., mais en n'engageant que leur responsabilité personnelle, quelques-unes des grandes découvertes du XX^e siècle à la lumière des idées, démarches et méthodes qui les ont amenées. On y traite des ensembles, de la notion de structure, de la théorie des systèmes, des concepts de symétrie et de la théorie fondamentale de la matière, des signes, du langage, de l'information, des modèles, de la gestion en terme de cybernétique, de la notion d'opération et d'optimisation, de la théorie des jeux, de métathéorie.

Le passage suivant illustre bien l'histoire de la science et définit en même temps l'un des buts de la science et de la philosophie : « Nous avons

toujours trouvé que, chaque fois qu'un postulat de symétrie semblait ne pas se vérifier dans des phénomènes naturels, c'était parce qu'il existait une symétrie plus profonde encore avec laquelle il était en conflit. Il nous arrive parfois de ne pas saisir l'esthétique de la nature, mais quand l'image ultime apparaît tout entière, nous nous apercevons toujours que les symétries qu'elle nous présente sont encore plus profondes ». L'infini serait-il la mesure commune des choses ? Combien reste vraie la parole de l'Hermès trimégiste : « Cherche ! » Voilà bien la clé de la liberté suggérée par la dénomination des arts... *libéraux*. Recommandation d'autant plus impérative que le XX^e siècle a donné naissance à la dimension nouvelle de l'information. Si l'on peut comparer les convertisseurs d'énergie, nés du XIX^e siècle, au système musculaire humain, alors les machines informatrices, filles du XX^e, sont comparables au système nerveux humain. « La plus grande nouveauté de ce siècle est évidemment la communication de masse, et la communication de masse n'est pas un moyen de contact d'individu à individu. Elle constitue plutôt un instrument puissant pour les contacts d'individus à la masse, un instrument parfaitement adapté aux gouvernements totalitaires, aux monopoles industriels et à la publicité de masse [...]. Les contacts entre l'individu et la masse tendent à uniformiser les masses et détruisent les différences individuelles et les opinions personnelles. Cela conduit à une société d'aliénation où chaque personne n'est qu'un engrenage dans une boîte de transmission ou une diode dans un poste de télévision ». Ce n'est pas par hasard que le développement du fascisme et du nazisme se place sous le signe du développement de la radio et de la systématisation de la propagande.

« Science sans conscience n'est que ruine de l'âme » prophétisait déjà Rabelais au XVI^e siècle. Si l'homme de science rive aux objectifs glacés de la matière perd son âme, il appartient plus que jamais aux historiens dépositaires de la mémoire du monde de sauver ce qui restera d'humain dans l'humanité.

R.V.S.

PRIGOGINE Ilya et STENGERS Isabelle, *La Nouvelle Alliance : Métamorphose de la science*, dans *Bibliothèque des sciences humaines*, Paris, N.R.F., Gallimard, 1979.

Après que Jacques Monod ait semblé consacrer à jamais le désenchantement du monde en tirant des progrès de la biologie cette constatation : « L'ancienne alliance est rompue. L'homme sait enfin qu'il est seul dans l'immensité indifférente de l'Univers d'où il a émergé

par hasard », voici un nouveau message : une « Nouvelle alliance » en quelque sorte. Elle réconcilie la culture scientifique avec la culture humaniste qu'elle avait tendance à évacuer au nom de son omniscience. Les énormes progrès scientifiques récents, bien loin de clore le monde des sciences l'ouvre davantage et ébranle les idées reçues touchant ce qu'il en est de l'ordre, de la nature et de la loi. Nous ne pouvons que nous réjouir, historiens, de constater combien soudainement le mouvement de l'évolution propre à leurs recherches, par un juste retour des choses, envahit le terrain scientifique découvrant la puissance d'invention de la nature et avec elle l'importance du temps, de la pluralité des phénomènes évolutifs et des processus d'auto-organisation dans un monde ouvert où continue à s'exercer le sens poétique de l'homme. Ainsi se vérifie une fois de plus combien peu d'histoire écarte de l'histoire et combien beaucoup d'histoire y ramène. Suivons en effet les auteurs quand ils écrivent : « Nous pouvons dire qu'un nouveau naturalisme est en passe de se trouver : les sociétés industrielles cherchent à se mieux comprendre en interrogeant les savoir et les pratiques des sociétés primitives, elles étudient les problèmes de l'évolution qui va de l'animal à l'homme, elles observent les sociétés animales. La biologie moléculaire a apporté une contribution fondamentale à cette découverte de l'appartenance de l'homme à la nature, en montrant, entre autres faits, l'universalité du code génétique ».

Face à l'enseignement du « nouveau Moïse » que fut Newton, « nous nous retrouvons dans un mode irréductiblement aléatoire, de cas particuliers, où l'irréversibilité et l'indétermination microscopique sont à la règle ». Ce livre a pour sujet cette métamorphose conceptuelle de la science, depuis l'âge d'or de la science classique jusqu'à l'ouverture nouvelle actuelle dans un processus historique complexe que les auteurs tentent ici de clarifier, dans la redécouverte du *temps* physique. « Nous sommes amenés, écrivent encore les auteurs, à employer, pour décrire de façon consistante les systèmes physico-chimiques les plus simples, un complexe de notions qui, jusqu'ici, semblait réservé aux phénomènes biologiques, sociaux et culturels : les notions d'histoire, de structure et d'activité fonctionnelle s'imposent en même temps pour décrire l'ordre par *fluctuation*, l'ordre dont le non-équilibre constitue la source ». Ainsi en vient-on au-delà de la notion de stabilité à celle de structure dissipative. Par delà la science du complexe, avant de passer de l'être au devenir, domaine du renouvellement de la science contemporaine dans l'irruption de la relativité et la synthèse du simple et du complexe. Ainsi se définit un monde ouvert, productif et inventif. « Le temps est venu de nouvelles alliances, depuis toujours

nouées, longtemps méconnues, entre l'histoire des hommes, de leurs sociétés, de leurs savoir et de l'aventure exploratrice de la nature ».

Puissent nos collègues adhérer à cette perspective et rétablir l'histoire, adaptée elle aussi à notre temps, la dimension suffisante et nécessaire sans laquelle s'écroulerait toute cette construction.

R.V.S.

DIVERS

BOYER Régis, *Les sagas islandaises*, coll. « Bibliothèque historique », Paris, Payot, 1978.

Les *sagas* islandaises, composées aux XII^e et XIII^e siècles, sont souvent méconnues dans les pays de langue française. Elles sont pourtant un fleuron des lettres européennes médiévales. Qu'elles s'intéressent aux premiers colonisateurs de l'Islande, ou à l'histoire des grands rois de Norvège, ou encore à détailler la chronique des XII^e et XIII^e siècles islandais, voire à rapporter les hauts faits légendaires du Nord et de la Germanie antiques, elles posent directement le problème de la création littéraire. Le problème de leur origine reste cependant l'objet de controverses : sont-elles nées d'une longue et vivante tradition orale ou, comme il semble plus vraisemblable, doivent-elles le jour à une sûre élaboration de tout un ensemble de données littéraires et artistiques apportées par l'Eglise ?

C'est à ces questions que l'ouvrage essaie de donner des réponses. Le professeur d'histoire chargé de faire découvrir les « mondes barbares » (3^e année de l'enseignement secondaire belge) pourra utilement consulter les chapitres sur l'histoire de l'Islande, les *sagas* et la religion, sans oublier le chapitre qui explique la méthode de travail des auteurs de *sagas*.

M.H.

DEBRAY-RITZEN Pierre et DEBRAY Flora-J., *Comment dépister une dyslexie chez un petit écolier ?* coll. « Problèmes de pédagogie contemporaine », Paris, Nathan, 1979.

Pierre Debray-Ritzen, appelé par la Société française de pédiatrie à la tête du Comité de la dyslexie, fait le point sur la question : il choisit « l'année de la lecture » pour publier un ouvrage d'information à l'usage de tous ceux, parents, enseignants ou spécialistes, qui ont des responsabilités dans l'éducation des enfants.

Devant la confusion qui règne à ce propos, une mise au point s'avérait nécessaire. La première partie du livre met les choses en place : évolution des théories, causes et conséquences de

la dyslexie, incidence des méthodes de lecture, etc. La dyslexie est une difficulté durable d'apprentissage de la lecture, et d'acquisition de son automatisme, chez les enfants intelligents, normalement scolarisés, indemnes de troubles sensoriels.

Les chapitres suivants sont consacrés aux méthodes de dépistage (quand et comment ?) : Pierre Debray-Ritzen y développe notamment les principes du test de leximétrie qui lui semble la seule façon d'établir un diagnostic sérieux. Les résultats du test pourront être traduits en « points » qui serviront ensuite à situer le degré de dyslexie et, plus tard, à contrôler les progrès.

En dernière partie, les remèdes : ils sont essentiellement la rééducation (deux types de méthodes peuvent être utilisées concurremment et successivement suivant l'âge de l'enfant, son intelligence et son degré de dyslexie) et l'amélioration de l'insertion scolaire et sociale.

Avec la prudence qui s'impose, Pierre Debray-Ritzen met ainsi à la portée de tous des éléments qui jusqu'ici étaient jalousement réservés aux milieux de la psychologie et de la médecine. En effet, il lui a semblé nécessaire de faire connaître les moyens d'un dépistage au demeurant facile : si la dyslexie crée tant de dommages en France, c'est parce qu'elle demeure une inaptitude trop souvent ignorée.

M.H.

GALLO Max, *Une affaire intime*, Paris, Laffont, 1979.

Il y a deux récits dans le roman de M. Gallo. D'abord le récit d'une chasse aux truands de l'immobilier, ce qui fait dire à l'auteur qu'il a pensé au film *Mains basses sur la ville*, de même que pour ses personnages, il fait allusion dans des interviews à *L'honneur perdu de Katerina Blum*. Puis il y a l'autre récit qui est l'histoire d'une féture. Le héros scénariste est seul, il a quitté sa femme. Il vient travailler dans une ville qui est comme un échiquier, chacun y a sa place. Lorsqu'il y a crime, rien ne vient bouleverser l'apparence tranquille de cette ville. Il part à la découverte du scandale.

Le livre est aussi le portrait angoissé, courageux d'un visage de la France d'aujourd'hui. C'est un ouvrage sur la France société-anonyme, sur les nouveaux féodaux et sur l'affaïssement de la démocratie. C'est un peu un livre d'historien. C'est pourquoi il nous touche de plus près qu'un simple roman du temps présent.

J.D.

INFELD Glenn B., *Leni Riefenstahl et le III^e Reich. Cinéma et idéologie 1930-1946*, coll. « Fiction et Cie », Paris, Seuil, 1978.

En 1933, tandis que des artistes et des écrivains quittent l'Allemagne hitlérienne pour ne pas ou servir le III^e Reich ou être traqués, Leni Riefenstahl abandonne ses rôles de comédienne pour devenir metteur en scène et réaliser des films à la gloire du régime, convaincue, — ou du moins affirmant, — que l'art reste pur et intangible en toute circonstance.

L'auteur retrace ici la biographie de Leni Riefenstahl, sans complaisance, mettant en évidence les compromissions qu'elle accepta ainsi que son grand talent de metteur en scène, les innovations techniques qui lui permirent de réaliser des films d'une grande qualité artistique.

A lire et à faire lire par des adolescents pour mieux connaître le cinéma allemand de l'entre-deux-guerres et pour comprendre combien art et politique peuvent être imbriqués.

M.H.

LE GOFF Jacques, *Pour un autre moyen âge. Temps, travail et culture en Occident : 18 essais*, coll. « Bibliothèque des histoires », Paris, Gallimard, 1977.

Le lecteur trouvera dans cet ouvrage une série d'articles de Jacques Le Goff publiés dans des revues diverses entre 1956 et 1976. Elles reflètent l'itinéraire de l'auteur, ainsi qu'il l'explique d'ailleurs dans sa préface. Vous pourrez ainsi lire des articles relatifs au temps et au travail, ensuite des articles traitant du travail et des systèmes de valeurs, ensuite ceux qui mettent en évidence la culture savante et la culture historique, pour terminer par des textes regroupés dans un chapitre intitulé « Vers une anthropologie historique ».

M.H.

MERLE R., *Fortune de France*, Paris, Plon, 1978.

Le temps des guerres de religion : deux compagnons de guerre enrichis achètent en Périgord une terre et une bâtisse et bientôt le fils de l'un d'eux écrira une savoureuse chronique familiale... après coup. Mais, — et pour nous c'est fort bien, — R. Merle n'aime pas la guerre et ne voit pas pourquoi mourir à la gloire de Dieu ! Un peu longue parfois, l'histoire prend le pas sur le roman et devient récit. Un langage dont on a beaucoup parlé. Et en tout un excellent livre, pour les historiens en vacances, et les autres lecteurs aussi.

J.D.

SIMIOT Bernard, *Moi Zénobie reine de Palmyre*, Paris, Michel, 1978.

Comme Marguerite Yourcenar l'a fait pour les *Mémoires d'Hadrien*, Bernard Simiot imagine ce que la reine Zénobie de Palmyre, qui vécut au III^e siècle après J.-C. et dont la destinée symbolisa les transformations du monde romain de l'Orient, aurait pu nous laisser comme mémoires.

Zénobie, fille de marchand, raconte son enfance et son adolescence, son mariage avec Odénath, prince de Palmyre, et la naissance de leur fils Waballacht. Quand Odénath, qui a reçu le titre d'*Auguste*, devient le représentant de la puissance romaine, Zénobie le soutient fermement dans sa lutte contre les Perses. Après son assassinat, qu'elle a d'ailleurs inspiré, elle prend le pouvoir à Palmyre et étend sa domination sur des territoires de plus en plus étendus jusqu'à ce que l'empereur romain y mette fin par le siège de Palmyre. Prisonnière, elle est alors emmenée à Rome. C'est dans les environs de Rome qu'elle écrit ses mémoires.

Les sources auxquelles l'auteur a puisé semblent exactes et le roman fait revivre une civilisation du III^e siècle. Au fil des pages, on voit s'élaborer à Palmyre, plaque tournante des caravanes, une civilisation commerçante soucieuse de conquérir son indépendance vis-à-vis de Rome, du moins chez certains de ses représentants.

Un livre intéressant mais qui pose à nouveau le problème du roman historique : comment un lecteur non averti peut-il savoir si les faits évoqués sont ou non exacts, comment peut-il faire la part entre ce qui relève du roman et ce qui relève de l'histoire ? Les auteurs de romans historiques ne pourraient-ils pas citer leurs sources ou tout au moins donner une orientation bibliographique suffisante ? Nous le souhaiterions.

M.H.

PONS Anne, *Le Tour de France par Camille et Paul, deux enfants d'aujourd'hui* (suite et fin), Paris, Tchou, 1978.

Nous retrouvons les deux enfants cette fois descendant le Rhône jusqu'en Provence, traversant l'Est et le Nord pour revenir à Paris et rentrer chez eux pour faire connaissance avec leur petit frère.

Cette seconde partie semble meilleure que la première, tout en gardant le même ton, la même pagination, les mêmes dessins de A. Letoct. Un peu plus réaliste et plus humain, l'auteur nous dit que « cette histoire est écrite pour les enfants qui sont malheureux d'avoir été séparés de leurs parents et attendent le moment de les revoir [...], pour les enfants qui attendent leurs parents un

peu chaque jour et pour ceux qui les attendent parfois toute la vie. La fin de l'histoire de Paul et Camille, c'est celle de la tendresse » (p. 444).

A faire lire aux jeunes élèves et peut-être utile comme ouvrage, non de travail, mais de documentation. Nous ignorons certainement des détails sur les métiers, les villes, les hommes que ces enfants rencontrent dans leur tour de France.

J.D.

DE WICQUEFORT Abraham, *Chronique discontinuée de la Fronde 1648-1652*, choix de textes, introduction et présentation, annotation par Robert MANDROU, Paris, Fayard, 1978.

Le Hollandais Abraham de Wicquefort représentait à Paris le prince allemand August de Wolfenbüttel. Bien renseigné sur ce qui se passait à la Cour, au Parlement ou chez les Grands, il était reçu dans toute l'élite parisienne et de 1648 à 1653, il adressa à son maître une chronique hebdomadaire. C'est de cet ensemble énorme et impubliable actuellement en version intégrale que Robert Mandrou a extrait les textes publiés ici.

Treize chroniques hebdomadaires choisies par Robert Mandrou relatent des étapes marquantes de la Fronde entre la première révolte « parlementaire » de janvier-février 1648 et le retour de Louis XIV à Paris en octobre 1652.

Sur la Fronde, les historiens connaissent sur tout les pamphlets et les archives d'Etat ; peu de mémorialistes ont commenté les événements et les plus connus comme le cardinal de Retz n'ont donné sur la situation que des vues très personnelles. D'où l'intérêt de la présente chronique qui constitue presque un reportage sur le vif d'un événement dont les historiens n'ont pas fini de débattre l'importance.

M.R.V.

DANINOS P., *La composition d'histoire*, Paris, Julliard, 1979.

L'auteur veut nous apprendre avec son sens de l'humour bien connu comment on apprend l'histoire sur la terre, comment on la truche, comment on l'invente. Un héros chez les uns est un barbare chez les autres. Ce qui se dit sur l'occupation et la résistance chez les uns et les autres laisse à réfléchir et, dit-il, que s'est-il vraiment passé en 1789 ? L'histoire aujourd'hui chez les écoliers allemands ? Nous connaissons déjà *Hitler* *connais pas*, mais nous savons maintenant que certains répondent « Hitler était juif ». Livre léger, mais sérieux aussi pour les historiens. Un peu long.

J.D.

JANSENS E., *Histoire de la force publique*, Bruxelles, Ghesquière et Partners, 1979.

Dernier commandant en chef de la force publique du Congo belge, le lieutenant général Emile Janssens a exposé dans cet ouvrage l'œuvre des militaires, noirs et blancs, qui durant trois quarts de siècle se chargèrent d'occuper puis de défendre le territoire de l'Etat indépendant du Congo devenu en 1908 le Congo belge.

Si cette force publique connut des heures sombres, caractérisées par des révoltes à la fin du XIX^e siècle et l'éclatement lors de l'indépendance en 1960, ces événements ne peuvent ternir ses actions glorieuses telles la campagne contre les esclavagistes arabes (1892-1895), celle contre les Mahdistes (1893-1910), les opérations dans l'Est africain allemand (1916-1917) et en Abyssinie (1941) où elle prouva qu'elle pouvait efficacement participer à une guerre moderne.

Comme son titre pourrait le laisser supposer, ce livre n'a toutefois pas une orientation exclusivement militaire. En plus d'une excellente documentation iconographique, l'auteur propose une nouvelle vision de quatre-vingt-cinq ans d'aventure coloniale belge et il offre aux lecteurs ses vues personnelles sur l'épineux problème de la décolonisation.

Après avoir rappelé le rôle capital joué par le roi Léopold II et Henry-Morton Stanley dans le mouvement colonial du XIX^e siècle, l'auteur retrace la naissance de l'Etat indépendant du Congo (1885) et détaille les moyens mis en œuvre pour administrer et financer ce vaste Etat (pp. 136, 137). Devenu belge, le Congo bénéficiera d'un développement économique considérable entre 1919 et 1930 (p. 188), ce dont ne manquera pas de profiter les industries belges.

Une large place est consacrée à l'évolution politique du Congo de 1954 à 1960 et la politique suivie par la Belgique durant ces années cruciales fait l'objet d'intéressants commentaires.

Pour l'auteur, la décolonisation est un malheur pour les peuples d'Afrique noire ; voulue notamment par les communistes (Lénine dès 1920), elle est une des causes de la crise économique dont souffre actuellement le monde occidental.

J. Dec.

LA COLLECTION DE VIDÉOCASSETTES DE L'AMERICAN LIBRARY

Les diverses ressources offertes par l'*American Library* ont déjà été présentées aux lecteurs des *Cahiers de Clio* dans un numéro précédent⁽¹⁾.

La Bibliothèque américaine met à la disposition du public une collection de vidéocassettes présentant différents aspects de la culture et des institutions américaines. Deux possibilités sont offertes aux personnes désireuses de consulter ces documents audio-visuels. La première est de se rendre, soit individuellement, soit en groupe, à l'*American Library*, square du Bastion 1c à 1050 Bruxelles. Les cassettes peuvent être visionnées directement soit au centre audio-visuel, soit dans la salle de conférences suivant l'importance du groupe. Elles peuvent aussi être réservées, — après consultation du catalogue envoyé gratuitement sur demande, — sur simple coup de téléphone à Madame Antoinette Rubin (02/512.21.29). La Bibliothèque américaine est ouverte de 12 à 18 heures. La deuxième possibilité d'accès aux documents est l'obtention du prêt en dehors de l'*American Library*, mais ceci ne peut s'effectuer que dans des circonstances particulières.

La collection de vidéocassettes s'intéresse à des sujets variés : problèmes sociaux et politiques, politique étrangère, journalisme, arts, musique, cinéma, danse, littérature, histoire.

Dans le domaine social, économique et politique, nous relevons :

- l'*interview* de Ronald Reagan (1979, 60 minutes, référence : 329) : le candidat à la présidence y développe ses idées politiques ;
- l'*interview* d'Ella Grasso (1976, 33 minutes, référence : 301.41) : le gouverneur du Connecticut présente son action et les perspectives du mouvement des femmes ;
- l'analyse du *Tokyo Round* (1979, 30 minutes, référence : 382.1) : à travers cette analyse, des réponses peuvent être apportées aux questions concernant les résultats des négociations économiques multilatérales ;
- l'expérience de Elridge Cleaver (1977, 60 minutes, référence : 301.45), militant noir qui cerne la situation actuelle des Noirs américains ;
- l'exposé de Paul Volcker (1979, 30 minutes, référence : 332.1), président de la *Federal Reserve Board*, traitant de problèmes financiers ;
- le *NBC White Paper* (1979, 2 cassettes de 45 et 30 minutes, référence : 353.03) développant le rôle du président américain ;
- des discours du président Carter, l'inauguration présidentielle, des débats de candidats républicains, etc.

(1) Cfr *Cahiers de Clio, Sciences de l'homme et de son environnement*, n° 55, pp. 141-143, Bruxelles-Liège, Centre de la pédagogie de l'histoire et des sciences de l'homme, 3^e trim. 1978.

En politique étrangère, parmi d'autres sujets, notons :

- l'historique des négociations concernant la limitation de l'armement nucléaire (1979, 30 minutes, référence : 341.6) ;
- les droits de l'homme (1977, 26 minutes, référence : 323.4) ;
- *SALT II* (1979, 30 minutes, référence : 341.6) ;
- le rôle du Congrès en politique étrangère (1979, 25 minutes, référence : 382.1) ;
- les discours du président Carter, des analyses politiques, etc.

En histoire, à signaler :

- *The Adams Chronicles* (1976, 13 cassettes de 60 minutes chacune, référence : 973) ; cet ensemble de vidéocassettes retrace les vies et carrières des chefs de la dynastie Adams depuis John Adams, révolutionnaire puis président, jusqu'à Charles Francis Adams, industriel ;
- et surtout, *Alistair Cooke's America* (1976, 13 cassettes de 52 minutes chacune, référence : 973) ; ces cassettes retracent l'histoire des Etats-Unis : la découverte et l'exploration du continent, la période coloniale, la révolution et l'indépendance, l'époque des pionniers, la guerre civile, l'évolution politique, économique, sociale, culturelle, l'immigration, les guerres, l'*American way of life*, etc. ;
- les réflexions de l'historien Samuel Eliot Morison (1976, 58 minutes, référence : 907) ;
- *U.S.A., 200 Series* (1976, 6 volumes de 55 à 60 minutes chacun, référence : 973) qui relatent, notamment parmi d'autres sujets, la guerre d'indépendance, l'histoire de la Louisiane, l'expansion vers l'Ouest, l'immigration européenne, etc.

Les professeurs d'histoire et de sciences sociales devraient trouver là matière à élaboration de leurs cours relatifs à l'histoire et à l'étude des problèmes politiques, économiques, sociaux, culturels des Etats-Unis. Ce matériel audio-visuel peut compléter ou remplacer avantageusement l'étude des documents écrits, classiquement présentés aux élèves. Il peut constituer le point de départ de discussions critiques, travaux, recherches, etc. A l'heure des élections américaines, la collection de vidéocassettes ainsi que l'ensemble des ressources offertes par la Bibliothèque américaine peuvent se révéler un matériel pédagogique d'un apport précieux.

Denise DENBLYDEN-LAMBRETTE



INSTRUCTIONS POUR LES COLLABORATEURS DES CAHIERS DE CLIO CONSEILS POUR LA REDACTION DES MANUSCRITS

1. TOUS LES MANUSCRITS SERONT DACTYLOGRAPHIES.
2. Les textes à imprimer en **italiques** seront soulignés d'un **trait continu**, tant pour les minuscules que pour les capitales. Les textes à imprimer en gras seront soulignés d'un **trait ondulé**.
3. Les textes en CAPITALES courantes seront soulignés de **deux traits**. continus, les textes en CAPITALES GRASSES seront soulignés trois fois. Ces caractères seront obligatoirement utilisés pour les titres et sous-titres.
4. Toute mention manuscrite sera considérée comme exclue de la composition à condition qu'elle soit enfermée dans un ovale fermé.
5. Les références bibliographiques et les notes seront rédigées selon les modèles suivants :
MORAZE Charles, *Les bourgeois conquérants*, p. 101, coll. « Destin du Monde », Paris, Colin, 1957.
CHAUNU Pierre, *La population de l'Amérique indienne (nouvelles recherches)*, dans *Revue historique*, t. 232, p. 111, Paris, P.U.F., 1964, Le nom de de l'auteur sera écrit en petites capitales, le titre de la publication en italique, le reste (y compris le prénom), en romain bas de casse; les éléments de la référence seront séparés par des **virgules**, en un texte suivi, sans interruption ni changement de ligne pour une même note; ils formeront un même alinéa.
6. Toute instruction complémentaire sera prise dans l'ouvrage suivant :
HALKIN Léon-E., *La technique de l'édition. Conseils aux auteurs pour la préparation de leur copie et la correction des épreuves*, 6^e éd. revue et augmentée, Bruxelles, Le Livre d'enseignement, 14, rue des Comédiens, 1960.
7. Toute citation de texte sera transcrite en **italique**. Les textes documentaires accompagnant les articles pédagogiques seront munis d'une notice d'identification.
8. Pour les comptes rendus d'ouvrages : pas plus d'une colonne des *Cahiers de Clio*, Notes et glanures (environ 40 lignes dactylographiées). Mentionner avec soin :
 - a) ce qui est utile à l'enseignement;
 - b) ce qui est original et permet une révision des vues traditionnelles sur un problème;
 - c) les ressources didactiques : cartes, statistiques, textes, iconographies, etc.

LA REDACTION.

Les articles sont publiés sous la responsabilité de leurs auteurs.

Editeur responsable : Maggy HODEIGE
rue Saint-Gilles, 343 - boîte 054
4000 LIEGE

TABLE DES MATIERES

DIALOGUE AVEC...

DES HISTORIENS

Maggy HODEIGE et René VAN SANTBERGEN, *Echos du XV^e*
Congrès international des sciences historiques, Bucarest, Août 1980

5

* *
 *

HISTOIRE ET SOCIÉTÉ

Séminaire résidentiel tenu au domaine du Rond-Chêne à Esneux
 (Belgique) du 3 au 5 mars 1980

INFORMATION SCIENTIFIQUE

Pierre SALMON, <i>Histoire des sociétés africaines</i>	15
Frédéric MAURO, <i>Les sociétés latino-américaines récentes</i>	24
Marthe ENGELBORGH-S-BERTÉLS, <i>La société chinoise contemporaine</i>	33
Guy DELEURY, <i>Les sociétés indiennes</i>	52

INFORMATION PEDAGOGIQUE

Denise DENBLYDEN-LAMBRETTE, <i>Histoire et société</i> , Synthèse des rapports des commissions	59
---	----

* *
 *

André DUMOULIN, <i>La faim : problème de toujours et de partout</i> , Séquence d'enseignement, Deuxième degré (14-16 ans)	66
--	----

CHRONIQUE CINÉMATOGRAPHIQUE

<i>Mon oncle d'Amérique</i> , Présentation par J. DEGEYE	99
<i>Kagemusha (L'ombre du guerrier)</i> , Présentation par J. DEGEYE	101

INFORMATION BIBLIOGRAPHIQUE

A PROPOS DE...

<i>Les dossiers du C.R.I.S.P.</i>	107
<i>Le peuple français, Revue d'histoire populaire</i>	108
Tim Mc MULLEN, <i>L'innovation dans l'enseignement secondaire</i> . <i>Le premier cycle de l'enseignement secondaire : problèmes</i> <i>et perspectives</i>	109
<i>Gresea Oxfam</i>	115

NOTES ET GLANURES	117
-----------------------------	-----

Denise DENBLYDEN-LAMBRETTE, <i>La collection de vidéocassettes de</i> <i>l'American Library</i>	143
--	-----